

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

N°6

JUIN 2021



Table des matières

01. L'organisation générale de la recherche

01.03. Incitations en faveur de la recherche et du développement technologique

01.03.03. Les dons et legs

Instruction relative au traitement des dons et legs au CNRS - 03/02/2021 - 03/02/2021 -
INS210732DSFIM..... p.18

02. L'organisation générale du CNRS

02.08 Le CNRS en région

02.08.01 Organisation des délégations

Nomination de Damien DUCATTEAU aux fonctions de Correspondant Régional pour la PPST de la
délégation des Hauts-de-France - 05/03/2021 - 05/03/2021 - DEC210910DR18..... p.40

02.10 Les instances consultatives

02.10.03 Les conseils scientifiques d'institut

Décision modifiant la décision DEC183082SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des
membres du Conseil scientifique de l'institut de sciences de l'ingénierie et des systèmes. - 12/05/2021 -
12/05/2021 - DEC211915SGCN..... p.41

Décision modifiant la décision DEC183080SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des
membres du Conseil scientifique de l'institut de physique. - 15/05/2021 - 15/05/2021 -
DEC211914SGCN..... p.42

04. Personnels

04.08 Traitement, indemnités, primes et remboursements de frais

04.08.21 Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Note de gestion CIR171898DRH du 22/08/2017 modifiée le 14/06/2021 (ajout d'un montant d'IFSE
compensatoire) relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de
l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) aux IT du CNRS - 14/06/2021 - -
CIR171898DRH-2..... p.43

07. Mesures particulières du CNRS

07.01. Décisions de nomination, cessation de fonction

Administration centrale

2021

Décision portant nomination de Mme Pascale Beyma aux fonctions de chargée de mission -
11/05/2021 - - DEC211539DAJ..... p.62

Décision portant cessation de fonctions de Monsieur Cyril Moulin, directeur adjoint de l'institut
national des sciences de l'univers (INSU) - 08/06/2021 - 08/06/2021 - DEC212071DAJ..... p.63

Décision portant renouvellement de Mme Olga ANOKHINA aux fonctions de directrice du bureau
Amérique du Sud à Rio de Janeiro au Brésil (DERCI) - 23/03/2021 - 23/03/2021 -
DEC211059DERCI..... p.64

Décision portant nomination de Mme Marie-Laure Colin aux fonctions de responsable du pôle droit
public économique et réglementation de la direction des affaires juridiques - 08/06/2021 - -
DEC212077DAJ..... p.65

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Valérie Hospital aux fonctions de directrice
des affaires juridiques par intérim - 08/06/2021 - - DEC212075DAJ..... p.66

Décision portant renouvellement de M. Philippe ARNAUD aux fonctions de directeur du bureau du
CNRS en Chine (DERCI) - 23/03/2021 - 23/03/2021 - DEC211061DERCI..... p.67

Décision portant fin de fonctions et nomination de M. Stéphane Pagnat aux fonctions de responsable
par intérim du service central des concours (DRH) - 04/06/2021 - - DEC212053DAJ..... p.68

DR01 - Paris-Villejuif

2020

Décision portant nomination de Xavier MONNIN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UMR7030 intitulée « Laboratoire d'Informatique de Paris-Nord » (LIPN) - 05/05/2020 - - DEC201233DR01..... p.69

2021

Décision portant nomination de M. Frédéric Vales aux fonctions d'adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif - 31/05/2021 - - DEC211903DAJ..... p.70

DR02

2021

Nomination de Kumiko KOTERA aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'IAP (UMR7095) à compter du 01/05/2021. - 15/06/2021 - - DEC211976INSU..... p.71

Décision portant nomination de M. Valeriano Parravicini aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité de service et de recherche USR3278 « Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE) » - 16/06/2021 - - DEC211913INEE..... p.72

DR04

2021

Décision portant nomination de Mme Laure de Verdalle aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR 8085 Printemps (Professions, Institutions, Temporalités) à compter du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 juillet 2021. - 02/06/2021 - 02/06/2021 - DEC202299INSHS..... p.73

Décision portant renouvellement de Monsieur Luc Darrasse en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 02/04/2021 - 02/04/2021 - DEC210654INSIS..... p.74

Décision portant nomination de Michel RAMONET aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de service n°3342 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de l'UVSQ » (OVSQ) à compter du 1er avril 2021 - 09/06/2021 - - DEC211893INSU..... p.75

DR05

2021

Décision portant nomination de Mme Anne-Charlotte Martineau aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7074 intitulée Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD). - 08/06/2021 - 08/06/2021 - DEC211251INSHS..... p.76

Décision portant nomination de M. Eric Migeant aux fonctions d'adjoint au délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05) - 04/06/2021 - - DEC212054DAJ..... p.77

Nomination de Monsieur Zakaria MELIANI aux fonctions de directeur adjoint par intérim du LUTH (UMR8102) à compter du 01/06/2021. - 15/06/2021 - - DEC212057INSU..... p.78

Décision portant cessation de fonctions de Mme Elisabeth Cunin en qualité de directrice adjointe de l'unité de service et de recherche n°2002 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC ». - 31/03/2021 - 31/03/2021 - DEC202171INSHS..... p.79

Décision portant nomination de Mme Stéphanie Hennette-Vauchez et M. Arnaud Le Pillouer aux fonctions de directrice adjointe et directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7074 intitulée Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD). - 19/04/2021 - 19/07/2021 - DEC210726INSHS..... p.80

DR06

2021

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Monsieur Samuel Carpentier-Postel directeur adjoint par intérim et de Madame Hélène Houot directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n° 6049 intitulée Théoriser et modéliser pour aménager (ThéMA) - 02/06/2021 - - DEC211423INSHS..... p.81

DR07

2020

Décision portant cessation de fonctions de Mme Sandra DUPERRIER, agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / assistant(e) de prévention (AP) au sein de l'UMR5229 intitulée "Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod" - 01/12/2020 - -

DEC202142DR07..... p.82

Décision portant cessation de fonctions de Mme Anne-Sophie BIESSE MARTIN, agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / assistante de prévention (AP) au sein de l'UMR6296 intitulée "Institut de Chimie de Clermont-Ferrand" - 01/12/2020 - -

DEC202131DR07..... p.83

2021

Décision portant nomination de M. Romain GUYOT aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5242 intitulée "Institut de génomique fonctionnelle de Lyon". - 19/04/2021 -

19/04/2021 - DEC211338DR07..... p.84

Décision portant nomination de Mme Violaine TRIBOLLET aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5242 intitulée "Institut de génomique fonctionnelle de Lyon". -

19/04/2021 - 19/04/2021 - DEC211339DR07..... p.85

Décision portant nomination de Mme Magalie FAIVRE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5270 intitulée "Institut des nanotechnologies de Lyon". - 31/03/2021 -

31/03/2021 - DEC211381DR07..... p.86

Décision portant nomination de M. Olivier DUCLOS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5278 intitulée "Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés". -

26/03/2021 - 26/03/2021 - DEC211394DR07..... p.87

Décision portant nomination de Mme Jennifer LESAGE DE LA HAYE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5278 intitulée "Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés". - 26/03/2021 - 26/03/2021 - DEC211395DR07..... p.88

Décision portant nomination de Mme Carole FARRE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5280 intitulée "Institut des Sciences Analytiques". - 15/04/2021 - -

DEC211397DR07..... p.89

Décision portant nomination de Mme Carine LAZERT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5308 intitulée "Centre international de recherche en infectiologie". -

06/05/2021 - - DEC211501DR07..... p.91

Décision portant nomination de Mme Laure FRANQUEVILLE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5005 intitulée "Laboratoire Ampère". - 01/06/2021 - -

DEC211204DR07..... p.92

Décision portant nomination de Mme Marie MARTIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5280 intitulée "Institut des Sciences Analytiques". - 15/04/2021 - -

DEC211656DR07..... p.93

Décision portant nomination de M. Patrick MANAS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UAR3444 intitulée "SFR BioSciences". - 12/03/2021 - 12/03/2021 -

DEC210832DR07..... p.94

Décision portant nomination de M. Eric DIESIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UAR3444 intitulée "SFR BioSciences". - 12/03/2021 - - DEC210829DR07..... p.95

Décision portant nomination de M. Joachim BLANC-GONNET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5513 intitulée "Laboratoire de tribologie et dynamique des systèmes". - 04/05/2021 - - DEC211670DR07..... p.96

Décision portant nomination de M. Benjamin GILLET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5242 intitulée "Institut de génomique fonctionnelle de Lyon". - 19/04/2021 -

19/04/2021 - DEC211336DR07..... p.97

Décision portant nomination de M. Bruno SOLBES aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte MOY700 intitulée "Délégation régionale Rhône Auvergne". - 20/05/2021 - 20/05/2021 - DEC211939DR07..... p.98

Décision portant nomination de Mme Sophie GAILLARD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5220 intitulée "Centre de Recherche en Acquisition et Traitement d'Images pour la Santé". - 26/03/2021 - - DEC211288DR07..... p.99

Décision portant nomination de Mme Noellie YLLA aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5223 intitulée "Ingénierie des matériaux Polymères". - 01/04/2021 - 01/04/2021 - DEC211293DR07..... p.100

Décision modificative de la décision N° DEC205362DR07 du 28 février 2020 portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie d'avances auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne - 16/04/2021 - 16/04/2021 - DEC211759DR07..... p.101

Décision portant cessation de fonctions de Mme Caroline PILLON, agent chargé de la mise en oeuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / assistant(e) de prévention (AP) au sein de l'UMR5223 intitulée "Ingénierie des Matériaux Polymères" - 26/11/2020 - 26/11/2021 - DEC202105DR07..... p.103

Décision portant nomination de Mme Jeanne DORE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5557 intitulée "Ecologie microbienne". - 04/05/2021 - - DEC211727DR07..... p.104

Décision portant nomination de Mme Edwige MARTIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5557 intitulée "Ecologie microbienne". - 04/05/2021 - - DEC211728DR07..... p.105

Décision portant nomination de M. François CAUWET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5615 intitulée "Laboratoire des Multimatériaux et Interfaces". - 06/05/2021 - - DEC211735DR07..... p.106

DR08

2021

Décision portant nomination de Mme Christine Imbert, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7267 intitulée « Ecologie et biologie des interactions (EBI) » - 20/05/2021 - - DEC211722INEE..... p.107

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Matthieu Keller aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°7247 intitulée « Physiologie de la Reproduction et des Comportements ». - 27/05/2021 - - DEC210879INSB..... p.108

DR10

2021

Décision portant nomination de Mme Françoise GENOVA aux fonctions de chargée de mission - 17/03/2021 - - DEC211128DDOR..... p.109

Décision portant nomination de Mme Martine TRAUTMANN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMS830 intitulée Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST) - 08/03/2021 - - DEC211055DR10..... p.111

Décision portant désignation de M. Simon Gree aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7361 intitulée Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M) - 08/03/2021 - - DEC210980DR10..... p.113

DR11

2021

Décision portant cessation de fonctions de M. Nicolas Caillon assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR 5001 intitulée IGE. - 09/03/2021 - 09/03/2021 - DEC211070DR11..... p.115

Décision portant nomination de M Grégory Teste aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5001 intitulée IGE.

-
- 09/03/2021 - 09/03/2021 - DEC211072DR11..... p.116

DR12

2020

Décision portant désignation de M. Olivier UTEZA aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7341 intitulée Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques (LP3). - 31/05/2021 - - DEC211962DR12..... p.117

Décision portant renouvellement de Madame Valérie Deplano en qualité de chargée de mission institut (CMI) - 17/12/2020 - 17/12/2020 - DEC201896INSIS..... p.119

2021

Décision portant désignation de M. Raphaël CLADY aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7341 intitulée Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques (LP3). - 18/05/2021 - - DEC211961DR12..... p.120

Nomination de Madame Corinne Pardo en tant que Chargée de Mission - 16/06/2021 - - DEC212089INEE..... p.122

Décision portant nomination de Mme Marion DUMOULIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC) - 09/04/2021 - - DEC210760DR12..... p.123

Décision portant nomination de Monsieur Marc Bernardot aux fonctions de directeur par intérim et de Monsieur Mohamed Tozy aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'UMR7064 Centre méditerranée de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS). - 17/06/2021 - 17/06/2021 - DEC211709INSHS..... p.124

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent CHARMASSON, personne compétente en radioprotection de l'UMR7341 intitulée Laboratoire Lasers, Plasmas et Procédés Photoniques (LP3). - 18/05/2021 - - DEC211960DR12..... p.125

DR13

2021

Décision portant cessation de fonctions de Mme Agnès CACCIAGUERRA, assistante de prévention (AP) au sein de l'unité5506 intitulée LIRMM - 11/06/2021 - - DEC212124DR13..... p.126

Décision portant nomination de Mme Corinne Grey, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°9002 intitulée « Institut de Génétique Humaine (IGH) » - 04/06/2021 - - DEC211989INSB..... p.127

Décision portant nomination de Mme Cécile BOUSQUET-ANTONELLI en qualité de chargée de mission institut (CMI) - 25/05/2021 - - DEC211835INSB..... p.128

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Florence March, directrice par intérim et de M. Jean-Christophe Mayer, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5186 intitulée Institut de recherche sur la renaissance, l'âge classique et les lumières (IRCL) - 08/06/2021 - - DEC211535INSHS..... p.129

Décision portant nomination de M. Jérémie SALLES aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte 5506 intitulée LIRMM - 11/06/2021 - - DEC212129DR13..... p.130

Décision portant cessation de fonctions de M.Johann SORET assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR5535 intitulée IGMM - 18/01/2021 - - DEC210432DR13..... p.131

DR15

2021

Décision portant nomination de Mme Sophie Duchesne aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°5116 intitulée Centre Emile Durkheim - science politique et sociologie comparative (CED) - 08/06/2021 - 08/06/2021 - DEC211594INSHS..... p.132

DR16

2021

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie d'avances de l'USR 3134 « Centre d'études Alexandrines » - 03/05/2021 - - DEC211866DR16..... p.133

DR17

2019

Décision portant nomination de M. Erwann VINCE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6197 intitulée Laboratoire de Microbiologie des Environnements Extrêmes (LM2E) - 06/11/2019 - - DEC192396DR17..... p.136

2020

Décision portant nomination de Mme Anne SIEGEL en qualité de chargée de mission institut (CMI) - 31/12/2020 - 13/12/2020 - DEC202336INS2I..... p.138

2021

Décision portant nomination de Mme Sandy AUGUSTE aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR6283 intitulée Institut des Molécules et Matériaux du Mans (IMMM) - 15/06/2021 - - DEC210792DR17..... p.139

Décision portant nomination de M. Philippe LE MASSON aux fonctions de directeur par intérim et de M. Nicolas CARRERE aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR6027 "Institut de recherche Henri Dupuy de Lôme" (IRDL). - 04/06/2021 - - DEC211988INSIS..... p.141

Décision de nomination de M. Gaetan Cliquennois en tant que directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°6297 intitulée Droit et changement social (DCS) - 08/06/2021 - 08/06/2021 - DEC210865INSHS..... p.142

Décision portant nomination de M. Ludovic FAVEREAU aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6226 intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes (ISCR) - 21/04/2021 - - DEC211710DR17..... p.143

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle LIMANTON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6226 intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes (ISCR) - 21/04/2021 - - DEC211711DR17..... p.145

Décision portant nomination de Mme Floriane DESPREZ DE GESINCOURT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6539 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Environnement Marin (LEMAR) - 18/05/2021 - - DEC211948DR17..... p.147

DR18

2021

Décision portant nomination de Madame Cindy CLARISSE aux fonctions d'adjointe au RRH, et cessation fonctions Madame Estelle PERU - 02/06/2021 - - DEC212069DR18..... p.149

Décision portant nomination de Mme Ana Perrin-Heredia, chargée de recherche au CNRS, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7319 intitulée Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique. Epistémologie et Sciences sociales (CURAPP-ESS) à compter du 1er mars 2021 jusqu'au 31 juillet 2021, en remplacement de Mme Isabelle Gouarné, chargée de recherche au CNRS - 02/06/2021 - 02/06/2021 - DEC210866INSHS..... p.150

Instituts

2020

Décision portant nomination de M. Stefano MORETTI aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision (LAMSADE) - 22/12/2020 - 22/12/2020 - DEC202315INS2I..... p.151

2021

Décision portant nomination de M. Thierry SIMEON en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 07/01/2021 - 07/01/2021 - DEC202338INS2I..... p.152

Décision portant nomination de M. Cédric TARD aux fonctions de directeur de plein exercice de l'unité mixte de recherche UMR9168 intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire (LCM) - 04/01/2021 - - DEC202119INC..... p.153

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent GOURVES, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision (LAMSADE) - 22/12/2020 - 22/12/2020 - DEC202302INS2I..... p.154

Décision portant nomination de M. Thierry Dauxois aux fonctions de directeur de l'Institut de Physique - 30/06/2021 - - DEC212299DAJ..... p.155

07.02. Décisions - délégations de signature

Administration centrale

2021

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jean-Luc Moulet, directeur général délégué à l'innovation (DGD-I) - 21/06/2021 - - DEC212208DAJ..... p.156

Décision portant modification des décisions de délégation de signature des directeurs d'institut - 31/05/2021 - 31/05/2021 - DEC211999DAJ..... p.157

Décision portant modification de la décision DEC193321DAJ portant délégation de signature à M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines (DRH) - 04/06/2021 - - DEC212056DAJ..... p.159

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas Arnaud, directeur de l'institut national des sciences de l'univers (INSU) - 08/06/2021 - - DEC212072DAJ..... p.160

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques par intérim - 08/06/2021 - - DEC212076DAJ..... p.162

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) - 15/06/2021 - - DEC212104DAJ..... p.165

DR01 - Paris-Villejuif

2021

Décision portant délégation de signature à Monsieur Eric Chassande-Mottin pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2005 intitulé « Ondes Gravitationnelles » (OG) - 15/03/2021 - - DEC211576DR01..... p.166

Décision portant délégation de signature à Monsieur Damien Faurie, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR3407 intitulée « Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux » (LSPM) - 16/03/2021 - - DEC212014DR01..... p.167

Décision portant délégation de signature à Monsieur Frédéric Valès, adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Villejuif, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 01/06/2021 - - DEC212059DR01..... p.168

Décision portant délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif, aux responsables de services de la délégation (OS) - 01/06/2021 - - DEC212060DR01..... p.169

Décision portant délégation de signature à Monsieur Thierry Mayer, directeur de l'UMR8259 intitulée « Sciences économiques - Sciences Po », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/06/2021 - - DEC212088DR01..... p.171

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Delort, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR7539 intitulée « Laboratoire Analyse, Géométrie et Applications » (LAGA) - 15/03/2021 - - DEC211600DR01..... p.173

Décision portant délégation de signature à Madame Anaely Landois pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'ERL8252 intitulée « Centre de recherche sur l'inflammation » (CRI) - 15/03/2021 - - DEC211312DR01..... p.174

Décision portant délégation de signature à Madame Kadidja Mahcer pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7212 intitulée « Génome, Biologie cellulaire et Thérapeutique » (GenCellDi) - 15/03/2021 - - DEC211592DR01..... p.175

Décision portant délégation de signature à Madame Joëlle Cohen-Tannoudji pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR8251 intitulée « Unité de biologie fonctionnelle et adaptative » (BFA) - 15/03/2021 - 15/03/2021 - DEC211662DR01..... p.176

Décision portant délégation de signature à Monsieur Hugues Feler, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8563 intitulée « Centre de recherches linguistiques sur l'Asie orientale » (CRLAO) - 15/03/2021 - 15/03/2021 - DEC211672DR01..... p.177

Décision portant délégation de signature à Monsieur Douglas Robinson pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9003 intitulée « Laboratoire Interdisciplinaire Sciences, Innovations, Sociétés » (LISIS) - 15/03/2021 - 15/03/2021 - DEC211674DR01..... p.178

Décision portant délégation de signature à Madame Christine Grave pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3563 intitulée « Enveloppes fluides : de la ville à l'exobiologie » (EFLUVE) - 15/03/2021 - - DEC211679DR01..... p.179

Décision portant délégation de signature à Madame Marie-Anne Rey-Cuille, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMS3633 intitulée « Structure Fédérative de Recherche Necker » - 15/03/2021 - - DEC211680DR01..... p.180

Décision portant délégation de signature à Madame Nadine Dardenne pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3726 « Centre pour Les humAnités nuMériques et l'histOiRe » de la justice (CLAMOR) - 15/03/2021 - 15/03/2021 - DEC211681DR01..... p.181

Décision portant modification de la décision DEC210871DAJ du 3 mars 2021 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif (DR01) - 31/05/2021 - - DEC211904DAJ..... p.182

Décision portant délégation de signature à Madame Hélène Perrin, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR7538 intitulée « Laboratoire de physique des lasers » (LPL) - 16/03/2021 - - DEC211957DR01..... p.183

Décision portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel Poisson pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8043, intitulée « Institut Français de Recherche sur l'Asie de l'Est » (IFRAE) - 15/03/2021 - - DEC211958DR01..... p.184

Décision portant délégation de signature à Monsieur Alain Schaffner, directeur de l'UMR7172 intitulée « Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité » (THALIM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/03/2021 - - DEC211155DR01..... p.185

Décision portant délégation de signature à Monsieur François-Mathieu Poupeau pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR8134 intitulée « Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés » (LATTs) - 16/03/2021 - - DEC212006DR01..... p.187

-

Décision portant délégation de signature à Madame Yvonne Treis pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8135 intitulée « Langage, langues et cultures d'Afrique noire » (LLACAN)

- 16/03/2021 - - DEC212008DR01..... p.188

Décision portant délégation de signature à Monsieur Giuseppe Castagna pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR8243 intitulée « Institut de recherche en informatique » (IRIF) - 16/03/2021 - - DEC212010DR01..... p.190

Décision portant délégation de signature à Madame Corinne Sagné pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS2009 intitulée « BIOMEDTECH Facilities » - 16/03/2021 - - DEC212012DR01..... p.191

Décision portant délégation de signature à Madame Rhalida Linda Amrani pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8239 intitulée « Centre d'Études Européennes et de Politique Comparée » (CEE) - 15/03/2021 - 15/03/2021 - DEC211660DR01..... p.192

DR02

2021

Décision modificative portant délégation de signature à Mme Anouk BARBEROUSSE, directrice de l'unité UMR8011 intitulée Sciences, Ethique et Société (SES), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 09/06/2021 - - DEC212038DR02..... p.193

Décision modificative portant délégation de signature à M. Eric THIEBAUT, directeur de l'unité UMS2017 intitulée OSU Stations Marines (STAMAR), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 22/06/2021 - - DEC212257DR02..... p.195

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique - 28/06/2021 - - DEC212233DR02..... p.197

Décision modificative portant délégation de signature à Mme Joëlle VINH, directrice de l'unité FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/06/2021 - - DEC212206DR02..... p.198

Décision modificative portant délégation de signature à M. Carlo ADAMO, directeur de l'unité UMR8060 intitulée Institute of Chemistry for Life and Health Sciences (i-CLeHS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/06/2021 - - DEC212204DR02..... p.200

Décision modificative portant délégation de signature à M. Mathias GIREL, directeur de l'unité UMS3610 intitulée Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences (CAPHES), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 28/05/2021 - - DEC212034DR02..... p.202

Décision portant délégation de signature à M. Antonino Marco SAITTA, directeur de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie - IMPMC, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 26/04/2021 - 15/04/2021 - DEC211634DR02..... p.204

Décision portant délégation de signature à M. Tarik MEZIANE, directeur de plein exercice de l'unité UMR8067 intitulée Biologie des organismes et écosystèmes aquatiques - BOREA, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/06/2021 - 04/06/2021 - DEC202375DR02..... p.206

Décision modificative portant délégation de signature à M. David POINTCHEVAL, directeur de l'unité UMR8548 intitulée Département d'Informatique de l'Ecole Normale Supérieure (DIENS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/06/2021 - - DEC212043DR02..... p.208

DR04

2021

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie - 15/05/2021 - - DEC212020DR04..... p.210

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince Ringuet - 01/04/2021 - - DEC212040DR04..... p.212

Décision portant délégation de signature à M. Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/05/2021 - - DEC212019DR04..... p.213

Décision portant délégation de signature à M. Yves SIROIS, directeur de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince Ringuet, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/04/2021 - - DEC212039DR04..... p.215

DR05

2020

Décision portant délégation de signature à Mme Nadia Naffakh, directrice de l'unité GDR2073 intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200185DR05..... p.217

Décision portant délégation de signature à Mme Sylvie Van Der Werf pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2073 intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU) - 01/01/2020 - - DEC200186DR05..... p.219

2021

Décision portant modification de la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05) - 04/06/2021 - - DEC212055DAJ..... p.220

Décision portant délégation de signature à M. Éric Migeant pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 09/06/2021 - - DEC212122DR05..... p.221

Décision portant délégation de signature à M. Sébastien Turci, directeur de l'unité MOY1688 intitulée Direction déléguée aux achats et à l'innovation (DDAI) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/06/2021 - - DEC212211DR05..... p.222

Décision portant délégation de signature à M. Éric Migeant, adjoint au délégué régional, à Mme Christelle Le Moullec, responsable du service partenariat et valorisation, à Mme Béatrice Jeanmichel, responsable du service des affaires générales, à Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, à M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional de la délégation Ile-de-France Meudon - 09/06/2021 - - DEC212191DR05..... p.224

DR06

2021

Décision portant délégation de signature à Mme Karine NAUDIN, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2063 intitulée Recyclage et emploi des matériaux de l'architecture aux périodes anciennes (RemArch) - 18/03/2021 - - DEC211516DR06..... p.226

Décision portant délégation de signature à M. Philippe DILLMANN directeur de l'unité GDR2063 intitulée Recyclage et emploi des matériaux de l'architecture aux périodes anciennes (RemArch), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/03/2021 - - DEC211515DR06..... p.227

DR07

2021

Décision portant délégation de signature à Mme Sylvie Baudino, directrice de l'unité UMR5079 intitulée Laboratoire de biotechnologies végétales appliquées aux plantes aromatiques et médicinales (BVpam), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/01/2021 - - DEC210590DR07..... p.229

Décision modifiant la décision n° DEC211271 du 16 mars 2021, portant délégation de signature à Mme Nathalie Huret, directrice de l'unité UAR833 intitulée Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 19/05/2021 - - DEC211963DR07..... p.231

Décision portant délégation de signature à M. Samir Merabet, directeur de l'unité UAR3444 intitulée SFR Biosciences, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/01/2021 - - DEC210593DR07..... p.233

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie Chiari, directrice de l'unité UAR3550 intitulée MSH MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME (MSH Clermont-Ferrand), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/01/2021 - - DEC210592DR07..... p.235

Décision portant délégation de signature à M. Guido Pintacuda, directeur de l'unité UMR5082 intitulée Centre de RMN à Très Hauts Champs de Lyon (CRMN), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/01/2021 - - DEC210591DR07..... p.237

DR08

2021

Décision portant délégation de signature à M Philippe HUSI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7324 intitulée Cités, territoires, environnement et sociétés (CITERES) - 26/05/2021 - 26/05/2021 - DEC212033DR08..... p.239

DR10

2021

Décision portant délégation de signature à M. Christian GAUTHIER, directeur de l'unité UPR22 intitulée Institut Charles Sadron, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/06/2021 - - DEC212253DR10..... p.241

Décision portant délégation de signature à M. Yves MELY, directeur de l'unité UMR7021 intitulée Laboratoire de Bioimagerie et Pathologies, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 14/06/2021 - - DEC212197DR10..... p.243

DR11

2020

Décision portant délégation de signature à M. Winfried WEISSEHORN, directeur de l'unité UMR5075 intitulée Institut de Biologie Structurale (IBS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 09/11/2020 - - DEC201979DR11..... p.245

2021

Décision portant délégation de signature à Mme Bérengère DUBRULLE, directrice de l'unité UAR2002 intitulée Ecole de Physique des Houches, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 14/01/2021 - - DEC210288DR11..... p.247

Décision portant délégation de signature Mme Christine VERDIER, directrice de l'unité FR3391 intitulée Innovation, Connaissances et Société (INNOVACS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/01/2021 - - DEC210393DR11..... p.249

Décision portant délégation de signature à M. Aurélien BARRAU, directeur de l'unité FR3620 intitulée Centre de Physique Théorique de Grenoble-Alpes (CPTGA), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/01/2021 - - DEC210496DR11..... p.251

Décision portant délégation de signature à Mme Bérengère DUBRULLE, directrice de l'unité UAR2002 intitulée Ecole de Physique des Houches, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/01/2021 - - DEC210530DR11..... p.253

Décision portant délégation de signature à M. Vincent ARTERO, directeur de l'unité UMR5249 intitulée Laboratoire de chimie et Biologie des Métaux (LCBM), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 13/04/2021 - - DEC211705DR11..... p.255

Décision portant délégation de signature à Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11) - 24/06/2021 - - DEC211834DAJ..... p.257

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine PICART, directrice de l'unité EMR5000 intitulée Biomimetism and Regenerative Medicine (BRM), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 20/05/2021 - - DEC211992DR11..... p.263

Décision portant délégation de signature à M. Guillaume DUBUS, directeur de l'unité UMR5274 intitulée Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 31/05/2021 - - DEC212023DR11..... p.265

DR12

2021

Décision portant délégation de signature à M. Christophe GIRARDEAUX pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7334 intitulée Institut des matériaux, de microélectronique et des nanosciences de Provence (IM2NP) - 05/02/2021 - - DEC210831DR12..... p.267

Décision portant délégation de signature à M. Henri WORTHAM, directeur de l'unité UMR7376 intitulée Laboratoire de Chimie de l'Environnement, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/06/2021 - - DEC212067DR12..... p.269

Décision donnant délégation de signature à Mme Fabienne SAMSON, directrice de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAF) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 19/03/2021 - - DEC211474DR12..... p.271

Décision portant délégation de signature à M. Henri MEDARD pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAF) - 19/03/2021 - - DEC211475DR12..... p.273

Décision portant délégation de signature à M. Don Mathieu SANTINI, directeur par intérim de l'unité FR3041 intitulée Fédération de recherche Environnement et Société par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 06/04/2021 - - DEC211629DR12..... p.274

Décision portant délégation de signature à M. Christian GRENZ pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7294 intitulée Institut méditerranéen d'océanologie (MIO) - 08/04/2021 - - DEC211718DR12..... p.276

DR13

2021

USR3579 - Délégation de signature M. Marcelino SUZUKI - 15/03/2021 - - DEC211238DR13..... p.278

UMR9214 - Délégation de signature M. Alain LACAMPAGNE - 05/05/2021 - - DEC211888DR13..... p.279

DR15

2021

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Paul CALLOT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5150 intitulée Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs. - 01/02/2021 - - DEC211066DR15..... p.281

Décision portant délégation de signature à Mme Dominique NGUYEN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5116 intitulée Centre Emile DURKHEIM. - 01/05/2021 - - DEC211997DR15..... p.282

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie DUCHESNE, directrice par intérim de l'unité UMR5116 intitulée Centre Emile DURKHEIM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire. - 01/05/2021 - - DEC211995DR15..... p.283

Décision portant délégation de signature à Mme Sabine SCHMIDT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5805 intitulée Environnements et paléoenvironnements océaniques et continentaux (EPOC). - 01/01/2021 - - DEC211956DR15..... p.285

DR16

2021

Délégation de signature consentie à Madame Christelle ROY, directrice de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 17/05/2021 - -

DEC211965DR16..... p.287

Décision de signature consentie Monsieur Philippe LECHEMINANT, directeur par intérim de l'unité INS1610 intitulée « Institut de Physique » (INP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 31/05/2021 - - DEC212051DR16..... p.289

Délégation de signature consentie à Monsieur Jean-Luc MOULLET, Directeur de l'unité MOY1603 intitulée « Direction Générale Déléguée à l'Innovation » (DGD-I), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/05/2021 - - DEC211964DR16..... p.291

Décision portant délégation de signature à Madame Sylvette TOURMENTE directrice de l'unité MOY1687 intitulée « Bureau Amérique du Nord du CNRS » (Washington), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 22/04/2021 - - DEC211856DR16..... p.293

DR17

2021

Décision portant délégation de signature à M. Franck Moraux, directeur de l'unité UMR6211 intitulée Centre de recherche en économie et management (CREM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 11/06/2021 - - DEC212194DR17..... p.295

Décision portant délégation de signature à Mme Myriam Valéro, directrice de l'unité IRL3614 intitulée Evolutionary biology and ecology of algae (EBEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 19/05/2021 - - DEC211959DR17..... p.297

DR18

2021

décision portant délégation de signature à M.Philippe Lalanne directeur du GDR2451 "Ondes" - 02/06/2021 - - DEC212073DR18..... p.299

Instituts

2021

Décision portant délégation de signature à M. Thierry Dauxois, directeur de l'Institut de Physique - 30/06/2021 - - DEC212300DAJ..... p.301

07.03. Décisions - création et renouvellement de structures

DR02

2021

Décision portant prolongation de la formation de recherche en évolution n°2032 intitulée « Spectrométrie de masse biologique et protéomique » - 27/05/2021 - - DEC211532INSB..... p.303

DR15

2021

Décision portant création de l'unité d'appui et de recherche UAR n °2203 intitulée Unité support au Carnot Institut Cognition - 08/06/2021 - 08/06/2021 - DEC210854INSHS..... p.304

07.04. Décisions tarifaires

DR12

2021

Décision relative au tarif des produits de la plateforme MATRIX du CEREGE UMR7330 intitulée NANO-TOMOGRAPHIE RX - 28/05/2021 - - DEC211886DR12..... p.306

Décision relative au tarif des produits de l'OHP - Institut PYTHEAS, UMS 3470 intitulée tarifs des boissons - 08/06/2021 - - DEC212121DR12..... p.308

DR13

2021

UAR3248 ECOTRON EUROPEEN DE MONTPELLIER Plateaux MESOCOSME-MICROCOSME-MACROCOSME - 15/06/2021 - - DEC212207DR13..... p.311

DR17

2021

Décision relative au tarif de la Plateforme technique SeaProbes de l'UMR8227 à LBI2M - 25/06/2021 - 25/06/2021 - DEC212286DR17..... p.313

DR19

2021

Décision relative au tarif des produits de l'unité UMR6273 intitulée Centre Michel de Bouard - Centre de recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales - 01/06/2021 - - DEC212086DR19..... p.315

07.06. Autres décisions

Administration centrale

2021

Décision constituant le bureau de vote électronique (BVE) pour l'élection des membres des sections du Comité national de la recherche scientifique. - 26/04/2021 - 26/04/2021 - DEC210046DAJ..... p.317

Décision relative aux taux de promotion de grade des fonctionnaires ingénieurs, techniciens et adjoints techniques du CNRS - 21/05/2021 - - DEC211933DRH..... p.319

DR01 - Paris-Villejuif

2021

Décision portant renouvellement du conseil de service de la délégation régionale Île-de-France Villejuif - 10/06/2021 - - DEC212151DR01..... p.322

Décision portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche UMR7184 « Institut d'histoire du droit » en « Institut d'histoire du droit Jean Gaudemet ». - 17/06/2021 - - DEC210931INSHS..... p.324

DR02

2021

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7192 intitulée Proche-Orient, Caucase : langues, archéologie, cultures - 22/03/2021 - - DEC211356DR02..... p.325

DR04

2021

Décision de suppression de la régie d'avance instituée auprès du Laboratoire des plantes médicinales de Nouméa, annexe de l'ICSN, UPR2301 - 10/05/2021 - 10/05/2021 - DEC211401DR04..... p.326

DR05

2019

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7186 Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC) - 12/11/2019 - 12/11/2019 - DEC211845DR05..... p.328

2020

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité USR3225 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Mondes (MSH Mondes - 03/03/2020 - 03/03/2020 - DEC211843DR05..... p.329

DR07

- Décision portant constitution du comité de gestion du restaurant du CNRS de la délégation Rhône Auvergne - 07/06/2021 - - DEC212095DR07..... p.330
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR2000 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne (MSH - LSE) - 03/06/2021 - - DEC211103DR07..... p.332
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR833 intitulée Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand (OPGC) - 04/06/2021 - - DEC211104DR07..... p.333
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3550 intitulée MSH MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME (MSH Clermont-Ferrand) - 04/06/2021 - - DEC211106DR07..... p.334
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3602 intitulée Persée - 04/06/2021 - - DEC211107DR07..... p.335
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3668 intitulée Centre de communication scientifique directe (CCSD) - 04/06/2021 - - DEC211108DR07..... p.336
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3721 Observatoire des Sciences de l'Univers de Lyon (OSUL) - 04/06/2021 - - DEC211193DR07..... p.337
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3760 intitulée Institut de Biologie et Chimie des Protéines (IBCP) - 04/06/2021 - - DEC211194DR07..... p.338
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3773 intitulée Le Laboratoire de l'éducation - 04/06/2021 - - DEC211207DR07..... p.339
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR6402 intitulée Centre de Calcul de l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules (CC IN2P3) - 01/06/2021 - - DEC211208DR07..... p.340
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5023 intitulée Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés (LEHNA) - 07/06/2021 - - DEC211210DR07..... p.341
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5079 intitulée Laboratoire de biotechnologies végétales appliquées aux plantes aromatiques et médicinales (BVpam) - 04/06/2021 - - DEC211211DR07..... p.342
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5082 intitulée Centre de RMN à Très Hauts Champs de Lyon (CRMN) - 04/06/2021 - - DEC211212DR07..... p.343
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5086 intitulée Microbiologie Moléculaire et Biochimie Structurale (MMSB) - 07/06/2021 - - DEC211216DR07..... p.344
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5133 intitulée Environnements et sociétés de l'orient ancien (ARCHÉORIENT) - 07/06/2021 - - DEC211218DR07..... p.345
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5137 intitulée Centre de recherche critiques sur le droit (CERCRID) - 07/06/2021 - - DEC211221DR07..... p.346
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5182 intitulée UMR5182 Laboratoire de chimie (LCH) - 07/06/2021 - - DEC211225DR07..... p.347
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5189 intitulée Histoire et sources des mondes antiques (HISOMA) - 07/06/2021 - - DEC211226DR07..... p.348
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5190 intitulée Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA) - 07/06/2021 - - DEC211227DR07..... p.349
- Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5205 intitulée Laboratoire d'informatique en image et systèmes d'information (LIRIS) - 11/06/2021 - -

DEC211228DR07..... p.350

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5206 intitulée TRIANGLE : Actions, discours, pensée politique et économique - 11/06/2021 - - DEC211229DR07..... p.351

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5220 intitulée Centre de Recherche En Acquisition et Traitement de l'Image pour la Santé (CREATIS) - 11/06/2021 - - DEC211230DR07..... p.352

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5229 intitulée Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod (ISC-MJ) - 11/06/2021 - - DEC211232DR07..... p.353

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5242 intitulée Institut de génomique fonctionnelle de Lyon (IGFL) - 11/06/2021 - - DEC211233DR07..... p.354

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5256 intitulée Institut de Recherches sur la Catalyse et l'Environnement de Lyon (IRCELYON) - 11/06/2021 - - DEC211234DR07..... p.355

Décision modifiant la décision DEC160905DR07 du 4 janvier 2016 portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de géologie de Lyon : Terres, Planètes, Environnement (LGL-TPE) - 11/06/2021 - - DEC211236DR07..... p.356

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5280 intitulée Institut des Sciences Analytiques (ISA) - 11/06/2021 - - DEC211237DR07..... p.357

Décision modifiant la décision DEC161131DR07 du 9 mars 2016 portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5305 intitulée Laboratoire de Biologie Tissulaire et d'Ingénierie Thérapeutique - 11/06/2021 - - DEC211255DR07..... p.358

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5306 intitulée Institut Lumière Matière (ILM) - 11/06/2021 - - DEC211256DR07..... p.359

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5310 intitulée Institut NeuroMyoGène (INMG) - 11/06/2021 - - DEC211257DR07..... p.360

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5509 intitulée Laboratoire de mécanique des fluides et d'acoustique (LMFA) - 11/06/2021 - - DEC211258DR07..... p.361

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5557 intitulée Ecologie Microbienne (LEM) - 11/06/2021 - - DEC211259DR07..... p.362

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5558 intitulée Laboratoire de Biométrie et Biologie Evolutive (LBBE) - 11/06/2021 - - DEC211260DR07..... p.363

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5648 intitulée Histoire, Archéologie, Littérature des mondes chrétiens et musulmans médiévaux (CIHAM) - 11/06/2021 - - DEC211407DR07..... p.364

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5667 intitulée Reproduction et développement des plantes (RDP) - 11/06/2021 - - DEC211408DR07..... p.365

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5672 intitulée Laboratoire de Physique (LPENSL) - 11/06/2021 - - DEC211409DR07..... p.366

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5824 intitulée Groupe d'Analyse et de Théorie Économique Lyon-Saint Etienne (GATE) - 11/06/2021 - - DEC211410DR07..... p.367

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6042 intitulée Laboratoire de géographie physique et environnementale (GEOLAB) - 11/06/2021 - - DEC211411DR07..... p.368

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6296 intitulée Institut de Chimie de Clermont-Ferrand (ICCF) - 11/06/2021 - - DEC211413DR07..... p.369

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6587 intitulée Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) - 11/06/2021 - -

DEC211414DR07..... p.370

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6602 intitulée Institut Pascal (IP) - 11/06/2021 - - DEC211415DR07..... p.371

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5259 intitulée Laboratoire de mécanique des contacts et des structures (LaMCoS) - 11/06/2021 - - DEC211780DR07..... p.372

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5513 intitulée Laboratoire de tribologie et dynamique des systèmes (LTDS) - 31/05/2021 - - DEC211824DR07..... p.373

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5593 intitulée Laboratoire Aménagement, Economie, Transports (LAET) - 11/06/2021 - - DEC211850DR07..... p.374

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5128 intitulée Catalyse, Polymérisation, Procédés et Matériaux (CP2M) - 07/06/2021 - - DEC211881DR07..... p.375

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6023 intitulée Laboratoire microorganismes : génome et environnement (LMGE) - 11/06/2021 - - DEC211936DR07..... p.376

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6293 intitulée Génétique reproduction et développement (GReD) - 11/06/2021 - - DEC211937DR07..... p.377

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3444 intitulée SFR Biosciences - 07/06/2021 - - DEC212065DR07..... p.378

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3453 intitulée Santé Lyon-Est - Louis Léopold Ollier - 04/06/2021 - - DEC212066DR07..... p.379

DR13

2021

Décision portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche n°5048 intitulée « Centre de Biochimie Structurale (CBS) ». - 08/06/2021 - 08/06/2021 - DEC211756INSB..... p.380

DR14

2021

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5085 intitulée Centre Interuniversitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux (CIRIMAT) - 27/04/2021 - 27/04/2021 - DEC211831DR14..... p.381

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR8011 intitulée Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales (CEMES) - 28/04/2021 - 28/04/2021 - DEC211842DR14..... p.382

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3623 intitulée Centre de micro caractérisation Raimond Castaing - 27/04/2021 - 27/04/2021 - DEC211832DR14..... p.383

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5069 intitulée Laboratoire Hétérochimie Fondamentale et Appliquée (LHFA) - 27/04/2021 - 27/04/2021 - DEC211830DR14..... p.384

DR16

2021

Décision portant institution d'une régie d'avance auprès de l'USR 3134 « Centre d'études Alexandrines » - 03/05/2021 - - DEC211865DR16..... p.385

Décision relative à la nomination des experts des jurys d'admissibilité des concours de recrutement de chercheurs ouverts au titre de l'année 2021 - 17/02/2021 - 17/02/2021 - DEC210778SGCN..... p.388

Décision déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et à compensation des sujétions et astreintes dans les unités de l'Institut des sciences humaines et sociales - 01/04/2021 - 01/04/2021 - DEC211459INSHS..... p.390

DR20

2021

Décision portant suppression de l'INED en qualité d'établissement tutelle secondaire de l'unité mixte
de recherche n°7264 intitulée « Cultures et Environnements. Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge
(CEPAM) » - 22/06/2021 - - DEC212070INEE..... p.391

Instruction relative aux traitements des dons et legs au CNRS

INSTRUCTION N° INS210732DSFIM RELATIVE AU TRAITEMENT DES DONS ET LEGS AU CNRS



Table des matières

TEXTES DE RÉFÉRENCE	4
I. Présentation générale	5
A. Définitions des dons et legs	5
a) Les dons	5
b) Les legs	6
c) Dons et legs affectés et non affectés	6
B. Cadre général pour les dons et legs consentis au CNRS	6
C. Présentation du traitement budgétaire des dons et legs au CNRS	8
II. Les dons – Procédures et traitements	8
A. Dons destinés à une unité – Dons affectés	8
a) Don en numéraire et en matériel pour une unité	9
b) Don constitué de titres ou de valeurs mobilières pour une unité	10
c) Don constitué d'un bien immobilier pour une unité	11
B. Dons destinés au CNRS – Dons non affectés	12
a) Don en numéraire et en matériel	12
b) Don constitué de titres ou de valeurs mobilières	13
c) Don constitué de biens immobiliers	14
III. Les legs – Procédures et traitements des legs	15
IV. Références comptables et budgétaires	17
A. Dons destinés à une unité de recherche (dons affectés)	17
a) Don en numéraire et en matériel	17
b) Don constitué de valeurs mobilières pour une unité	17
c) Don constitué d'un bien immobilier pour une unité	18
B. Dons destinés au CNRS (dons non affectés)	18
a) Don en numéraire et en matériel	18
b) Don constitué de valeurs mobilières	18
c) Don constitué d'un bien immobilier	18
C. Legs	18
V. Modalités de conservation des pièces	19

VI. Dispositions finales	19
ANNEXES	20
<i>Annexe 1 : Définitions</i>	20
<i>Annexe 2 : Règles déontologiques</i>	21

INSTRUCTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES DONS ET DES LEGS AU CNRS

Créée fin 2019, la Fondation du CNRS permet aux particuliers et aux entreprises de contribuer, grâce aux dons et legs, à l'avancée de la connaissance scientifique.

Dans ce contexte, lorsque les services du CNRS sont contactés par des futurs donateurs ou légataires qui souhaitent connaître la marche à suivre pour faire un don au CNRS sans affectation particulière, il convient de les orienter systématiquement vers la Fondation CNRS.

Pour les dons et legs reçus directement par le CNRS, ces derniers sont à traiter selon les dispositions prévues dans la présente instruction.

La présente instruction a pour objet de définir le circuit administratif et financier du traitement des dons et legs reçus par le CNRS en faveur de la recherche, ressources résultant de :

- dons attribués au CNRS par des personnes physiques ou morales régies par le droit privé (personnes physiques, associations, fondations...);
- legs reçus au titre de l'exécution de dispositions testamentaires de particuliers instituant, nommément ou après interprétation par la juridiction compétente, le CNRS légataire de tout ou partie de leurs biens.

TEXTES DE RÉFÉRENCE

- Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment ses articles L1121-2 et suivants.
- Code civil, notamment ses articles 893 et suivants du Code civil.
- Code Général des Impôts, notamment ses articles 200, 238 bis et 795.
- Décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- Instruction comptable commune, BOFIP-GCP-19-0055 du 16 janvier 2020, décrivant les modalités de mise en œuvre du recueil des normes comptables des organismes dépendant de l'État.
- Décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre National de la Recherche Scientifique, notamment ses articles 4 à 7 sur le rôle du Conseil d'administration
- Délibération du Conseil d'administration du CNRS du 4 février 2010 modifiée relative à la délégation de pouvoir consentie au Président du CNRS.

I. Présentation générale

A. Définitions des dons et legs

Les dons et les legs sont définis aux articles 893 et suivants du Code civil.

a) Les dons

Par don (ou donation), il faut comprendre l'octroi d'une libéralité, en espèces ou en nature, au CNRS par un tiers (personne physique, fondation, association, ...) régi par le droit privé¹.

Le don est un acte désintéressé par lequel une personne physique vivante ou une personne morale, transmet à autrui un bien sans contrepartie².

Le don est un acte gratuit entre vifs et peut revêtir différentes formes : les donations et les dons manuels.

Lorsque l'octroi du don fait l'objet d'un acte authentique devant le notaire, il est qualifié de donation.

Par exception, le don manuel, c'est-à-dire le don pouvant être remis physiquement et portant sur des biens en espèce³ ou en nature, peut être réalisé sans qu'il soit nécessaire de recourir à un notaire.

Le don destiné au CNRS peut donc être composé d'un ou de plusieurs éléments qui ont notamment la forme suivante :

- numéraire : somme d'argent versée sous forme d'espèces, de chèques, de virements, etc ;
- bien meuble (ou bien mobilier) : bien d'équipement donné à titre gratuit et sans condition (équipement courant, équipement scientifique...), etc ;
- valeur mobilière et titre (ou instrument financier) : titre de capital (émis par une société par actions), titre de créance (obligations par exemple), part ou action d'organismes de placement ;
- bien immeuble (ou bien immobilier) : terrain nu, bâtiment, etc.

¹Les versements attribués sans contrepartie au CNRS par des personnes morales de droit public pour financer la recherche sont analysés comme des subventions.

² La production d'un compte rendu sur l'utilisation financière ne doit pas être considérée comme une contrepartie. En cas de don par une entreprise ou une association, il convient d'apprécier les éventuelles contreparties sollicitées par le donateur, avant l'acceptation, pour en garantir leur compatibilité avec les règles posées par le Code général des impôts (ex : les remerciements, l'utilisation du nom du projet scientifique ou du logo du CNRS pour la communication du donateur, ...). Voir les articles 200 et 238 bis du Code général des impôts ; et voir également BOI 4C-2-00 du 5 mai 2000.

³Le don manuel s'est étendu à des biens incorporels comme les chèques, les valeurs mobilières ou les virements bancaires.

b) Les legs

Par legs, il faut entendre une libéralité contenue dans un testament et prenant effet au décès du testateur. On parle d'acte gratuit à cause de mort.

Le legs est réalisé après le décès du donateur et nécessite la rédaction d'un testament par lequel une personne lègue tout ou partie de son patrimoine à la personne désignée (le légataire).

Le patrimoine ou la quote-part de patrimoine légué au CNRS peut être composé d'un ou de plusieurs éléments sous la forme suivante : numéraire, bien meuble (ou mobilier), valeur mobilière et titre, bien immobilier (terrain, bâtiment) et assurance-vie.

Dans le cas de l'assurance-vie, le bénéficiaire du capital est désigné au contrat. Il peut s'agir du CNRS seul ou avec d'autres bénéficiaires.

c) Dons et legs affectés et non affectés

Un don ou un legs affecté correspond à une libéralité ayant une utilisation prédéterminée par le donateur, destinée à des dépenses explicitement identifiées. Le don ou le legs peut être destiné à une unité nommément définie, à un projet de recherche, à un chercheur ou à une équipe de recherche en particulier.

Un don ou un legs non affecté correspond à une libéralité avec un intitulé d'affectation général. Il s'agit par exemple d'un don ou d'un legs « destiné au CNRS », « à la recherche contre le cancer », « à la recherche médicale », « au domaine de l'écologie ».

Lorsque le domaine de recherche peut être clairement rattaché à un institut, les crédits lui sont affectés.

Lorsque le libellé du don ou du legs n'est pas assez précis, le Président Directeur Général (PDG) du CNRS décide de son affectation.

B. Cadre général pour les dons et legs consentis au CNRS

En tant qu'établissement public de l'Etat le CNRS est habilité à recevoir des dons et des legs.

Il accepte ou refuse librement les dons et legs qui lui sont fait sans charges, conditions et affectation immobilière.

Lorsque ces dons ou legs sont grevés de charges, de conditions ou d'affectation immobilière⁴, l'acceptation ou le refus est autorisé par arrêté du ministre de tutelle de l'établissement public (article L.1121-2 du Code général de la propriété des personnes publiques).

Dans ce cas, la décision du CNRS intervient après publication de l'arrêté ministériel au Journal Officiel et en

⁴Obligation du respect des termes de la libéralité sachant que : les conditions d'affectation ou de charges impossibles, contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, sont réputées non écrites (C. civ., art. 900) et la condition est un événement futur et incertain duquel dépend l'existence même de la libéralité.

respecte les termes (acceptation ou refus) conformément aux termes de l'article L.1121-2 du CG3P⁵.

Au titre de la délégation de pouvoir consentie par le Conseil d'administration⁶, le PDG du CNRS est compétent pour :

- accepter les dons affectés ou non affectés, sans limite de montant ;
- accepter les legs avec ou sans affectation particulière, à l'exception des legs constitués de biens immobiliers d'un montant unitaire supérieur ou égal à 800 000 € HT.

Pour les legs constitués de biens immobiliers d'un montant unitaire supérieur ou égal à 800 000 € HT, seul le Conseil d'administration est compétent.

Le CNRS s'engage dans le respect de la réglementation applicable et des procédures en vigueur, à assurer une affectation des donations conformes aux intentions formulées par écrit par les donateurs, dès lors que celles-ci s'inscrivent dans le cadre de ses missions statutaires et des principes définis en annexe.

La DSFIM établit :

- pour le PDG : les projets de décisions qui seront signées par le PDG puis publiées au Bulletin Officiel du CNRS,
- pour le Ministère de tutelle : la demande d'autorisation en amont d'acceptation ou de refus du don ou du legs avec charges, conditions ou affectation immobilière au profit du CNRS,
- pour le Conseil d'administration : les dossiers pour délibération, le rapport annuel relatif aux décisions prises par le PDG en application de la délégation de pouvoir consentie par le Conseil d'administration au PDG en matière d'acceptation des dons et legs.

Sur un plan fiscal, en application de l'article 795 du code général des impôts (CGI), **tous les types de dons et legs consentis au CNRS sont exonérés de droits de mutation à titre gratuit.**

⁵ Exemples :

- a) un terrain ou un bâtiment est donné à une commune à charge pour elle d'y créer et d'entretenir un jardin, un hôpital, un collège, un orphelinat
- b) exemple d'arrêté ministériel enseignement supérieur : Les 12 universités parisiennes sont autorisées à accepter la donation consentie par le Ministère de l'éducation de la République de Corée et la fondation de Corée pour la promotion des écoles privées, dans les conditions de l'acte de donation (A. MESR 3/9/2018 et question parlementaire écrite avec réponse n° 13502, 23 octobre 2018-Assemblée Nationale) : propriété d'un bâtiment pour créer une Maison de la Corée dans l'enceinte de la Cité internationale universitaire de Paris, affectation du bâtiment, mobilier et matériel donnés à cette Maison, loger des étudiants, enseignants et savants de nationalité sud-coréenne venant poursuivre des études ou des travaux de recherche à Paris.

⁶ Délibération du Conseil d'administration du 4 février 2010 modifiée relative à la délégation de pouvoir consentie au Président du CNRS.

C. Présentation du traitement budgétaire des dons et legs au CNRS

Le montant prévisionnel de l'ensemble des dons et legs de l'exercice en cours est inscrit au budget initial du CNRS. Il est ajusté en cours d'exercice lors des budgets rectificatifs en fonction des réalisations.

Sur un plan budgétaire, il existe deux catégories de dons et legs :

- **Le don ou le legs affecté est qualifié de « ressource fléchée ».**

Dans ce cas la gestion budgétaire de la libéralité est déconcentrée, c'est-à-dire qu'elle est gérée par la Délégation régionale gérant l'unité bénéficiaire, et est enregistrée en « R2- Dons et Legs affectés ».

Par exception :

- *les dons et legs affectés ne donnent pas lieu à la création d'une autorisation globale de dépenses (AGD) dans les outils de gestion, et les crédits correspondants ne sont mis en place auprès des unités bénéficiaires qu'après encaissement ;*
- *les dons et legs affectés constitués de titres ou valeurs mobilières sont gérés par la Délégation régionale Paris Michel-Ange quelle que soit l'unité concernée.*

- **Le don ou le legs non affecté est qualifié de « ressource globalisée ».**

Dans ce cas, la gestion de cette libéralité est non déconcentrée, c'est-à-dire qu'elle est gérée par la Délégation régionale Paris Michel-Ange, et est enregistrée en « R4- Dons et Legs non affectés ».

II. Les dons – Procédures et traitements

L'attribution d'un don au CNRS est formalisée par un courrier du donateur ou du notaire du donateur. Ces fonds doivent être répartis au CNRS selon l'intention manifestée par le donateur (ex : une thématique de recherche scientifique, au bénéfice d'une unité de recherche identifiée par le donateur, ...).

Le CNRS peut être soit le seul bénéficiaire du don, soit être co-bénéficiaire.

Le don au CNRS est :

- soit destiné à une unité de recherche (don affecté, en ressource fléchée),
- soit destiné au CNRS de manière générale ou à une thématique de recherche (don non affecté, en ressource globalisée).

A. Dons destinés à une unité – Dons affectés

La gestion des dons destinés à une unité identifiée en particulier est déconcentrée dans la délégation régionale à laquelle elle est rattachée.

Le donateur présente par écrit sa volonté d'effectuer un don à une unité de recherche ou de service, à une équipe de recherche, un projet de recherche ou à un chercheur en particulier. Il doit préciser sa valeur et sa nature.

A réception du don, le directeur d'unité transmet à la délégation régionale de rattachement l'ensemble des pièces justificatives permettant l'instruction du dossier : expression écrite du donateur, nature du don, valeur. Ces éléments doivent être transmis au Service Finances, Achats et Comptabilité (SFAC) de la Délégation régionale pour procéder à l'instruction du dossier.

a) Don en numéraire et en matériel pour une unité

En cas de don en matériel, la personne morale ou physique donatrice doit expressément par écrit, faire don du matériel, sans condition, au CNRS. Elle doit également démontrer qu'elle est propriétaire du bien (en fournissant une copie de la facture d'acquisition par exemple).

Lorsqu'un don en numéraire ou en matériel est adressé directement par le donateur à l'unité bénéficiaire du CNRS ou aux services de la Délégation régionale à laquelle l'unité est rattachée en gestion, le dispositif de traitement est le suivant :

Procédure :

➤ Etape 1 : détermination de la valeur du don

Pour un don en numéraire : la valeur correspond au montant du don.

Pour un don d'un bien matériel : la valeur estimative du bien correspond à sa valeur vénale (prix de vente sur le marché). Ce montant est déterminé par le SFAC de la Délégation régionale à partir des pratiques comptables usuelles d'évaluation.

➤ Etape 2 : acceptation ou refus du don

Lorsque la Délégation régionale reçoit un don, elle instruit en lien avec le directeur d'unité qui analyse l'intérêt scientifique du don et transmet son avis (accord ou refus du don) à la Délégation régionale.

L'acceptation du don fait l'objet d'une décision d'acceptation signée par le PDG, dans les conditions prévues au I.B de la présente instruction, sur la base des éléments présentés par la Délégation régionale à la DSFIM.

Le refus du don, signé par le PDG, est notifié par la Délégation régionale par écrit au donateur ou au notaire intervenant.

➤ Etape 3 : réception et encaissement du don après acceptation

- Réception et encaissement du don en numéraire après acceptation :

L'agent comptable secondaire de la Délégation régionale encaisse et comptabilise le don en numéraire. Il fait

établir le titre de recette et effectue le rapprochement avec l'encaissement. Une demande de crédits doit ensuite être établie auprès de la DSFIM (SBOR).

- *Réception du don en matériel après acceptation :*

Après livraison du bien à l'unité, l'agent comptable secondaire de la Délégation régionale comptabilise le don en matériel en l'inscrivant dans le patrimoine du CNRS.

➤ Etape 4 : notification et mise en place des crédits

La DSFIM affecte à chaque Délégation régionale concernée les crédits correspondant au montant du don en numéraire.

Le SFAC de la Délégation régionale met en place les crédits auprès de l'unité.

b) Don constitué de titres ou de valeurs mobilières pour une unité

Ce type de ressource est suivi par la Direction des Comptes et de l'Information Financière (DCIF) pour le compte de la Délégation régionale Paris Michel-Ange (PMA). La Délégation régionale auprès de laquelle une unité est rattachée doit transmettre le dossier à la Délégation régionale de PMA.

Procédure :

➤ Etape 1 : réception du don et instruction du dossier

Le donateur adresse au CNRS un don constitué en titres ou en valeurs mobilières. Il peut préciser que les revenus générés par la revente ou le placement soient destinés à l'établissement, en précisant une affectation (par exemple : une équipe de recherche nommément désignée, une unité...).

➤ Etape 2 : acceptation ou refus du don

La Délégation régionale PMA instruit le projet de don.

L'acceptation du don fait l'objet d'une décision d'acceptation signée par le PDG du CNRS, dans les conditions prévues au I.B de la présente instruction, sur la base des éléments présentés par la Délégation régionale à la DSFIM.

Le refus du don, signé par le PDG, est notifié par la Délégation régionale par écrit au donateur ou au notaire intervenant.

➤ Etape 3 : notification et mise en place des crédits

Le Délégué régional de la circonscription Paris Michel-Ange, en qualité d'ordonnateur secondaire, établit, en relation avec la DCIF, les ordres de recettes relatifs aux dons non affectés et aux dons constitués par des titres ou valeurs mobilières.

L'agent comptable secondaire de la Délégation régionale Paris Michel-Ange :

- Réceptionne par transfert les fonds encaissés par la DCIF ;
- Fait établir les titres de recettes ;
- Etablit une demande de crédits auprès de la DSFIM pour procéder à leur mise en place.

c) Don constitué d'un bien immobilier pour une unité

A réception du don, le directeur d'unité transmet à la Délégation régionale de rattachement l'ensemble des pièces justificatives permettant l'instruction du dossier : expression écrite du donateur, pièces justificatives sur la désignation du bien et la valeur.

Le SFAC de la Délégation régionale instruit le dossier en prenant l'attache de la DSFIM (SPI).

En cas d'acceptation du bien immobilier, il est intégré au patrimoine immobilier du CNRS, en pleine propriété.

Plusieurs destinations du bien immobilier sont envisageables en fonction des besoins de l'unité et dans le respect de la volonté du donateur :

- une utilisation par l'unité du CNRS nommée comme bénéficiaire du don,
- une mise en location par le CNRS : la valeur locative du bien est déterminée par le CNRS en fonction de la nature du bien, qui s'appuie sur des estimations établies par un professionnel de l'immobilier. La gestion locative peut être confiée en mandat de gestion à un professionnel de l'immobilier,
- la vente du bien par le CNRS : le CNRS sollicite des professionnels de l'immobilier pour l'estimation de la valeur vénale et la gestion de la vente.

Procédure :

➤ Etape 1 : acceptation ou de refus du don

Le don du bien immobilier peut être refusé en raison des contraintes financières et/ou juridiques. Le refus du don, signé par le PDG, est notifié par écrit par la Délégation régionale au donateur ou au notaire intervenant.

L'acceptation du don fait l'objet d'une décision du CNRS, dans les conditions prévues au I.B de la présente instruction, sur la base de l'instruction conjointe entre la Délégation régionale et la DSFIM.

➤ Etape 2 : inscription du bien dans le patrimoine du CNRS après acceptation :

Après acceptation du bien immobilier, il doit être inscrit au patrimoine immobilier du CNRS, et être comptabilisé par l'agent comptable secondaire de la Délégation régionale.

➤ Etape 3 : notification et mise en place des crédits

En cas de location ou de vente du bien immobilier, la DSFIM notifie, sur demande de la Délégation régionale, les crédits qui en sont issus après encaissement des sommes et rapprochement des titres de recettes. La Délégation régionale met en place les crédits auprès de l'unité bénéficiaire du don.

B. Dons destinés au CNRS – Dons non affectés

Le donateur, ou le notaire le représentant, adresse par écrit à l'établissement sa volonté d'effectuer un don. L'intitulé d'affectation est général.

Il peut être composé de numéraire, de matériel, de valeur mobilière, de bien immobilier.

La gestion de ce type de don est non déconcentrée, et est assurée par la Délégation régionale Paris Michel-Ange.

a) Don en numéraire et en matériel

Procédure :

➤ Etape 1 : détermination de la valeur du don

Pour un don en numéraire la valeur correspond au montant du don.

Pour un don d'un bien matériel : la valeur estimative du bien correspond à sa valeur vénale (prix de vente sur le marché). Ce montant est déterminé par le SFAC de la Délégation régionale Paris Michel-Ange à partir des pratiques comptables usuelles d'évaluation.

➤ Etape 2 : acceptation ou refus du don

Le SFAC de la Délégation régionale Paris Michel-Ange instruit le projet de don du donateur.

L'acceptation du don fait l'objet d'une décision d'acceptation signée par le PDG du CNRS, dans les conditions prévues au I.B de la présente instruction, sur la base des éléments présentés par la Délégation régionale à la DSFIM.

Le refus du don, signé par le PDG, est notifié par la Délégation régionale par écrit au donateur ou au notaire intervenant.

➤ Etape 3 : réception et encaissement du don

- *Réception et encaissement du don en numéraire après acceptation :*

L'agent comptable secondaire de la Délégation régionale Paris Michel-Ange comptabilise le don en numéraire et fait établir le titre de recette. Il effectue le rapprochement avec l'encaissement.

- *Réception du don en matériel après acceptation :*

Après livraison du bien, l'agent comptable secondaire de la Délégation régionale Paris Michel-Ange comptabilise le don en matériel en l'inscrivant dans le patrimoine du CNRS.

➤ Etape 4 : notification et mise en place des crédits

Lorsque le domaine de recherche peut être clairement rattaché à un institut, la DSFIM lui affecte les crédits correspondants au montant du don, après l'avoir préalablement informé.

Lorsque le libellé du don n'est pas assez précis, le PDG décide de l'affectation des crédits, qui sont ensuite mis en place par la DSFIM.

b) Don constitué de titres ou de valeurs mobilières

Procédure :

➤ Etape 1 : réception du don et instruction du dossier

Le donateur adresse au CNRS un don constitué en titres ou en valeurs mobilières, et prévoit que les revenus générés par la revente ou le placement soient destinés à l'établissement, en précisant ou non un domaine de recherche. Ce type de ressource est suivi par la DCIF pour le compte de la Délégation régionale Paris Michel-Ange.

➤ Etape 2 : acceptation ou refus du don

L'acceptation du don fait l'objet d'une décision d'acceptation signée par le PDG du CNRS, dans les conditions prévues au I.B de la présente instruction, sur la base des éléments présentés par la Délégation régionale à la DSFIM.

Le refus du don, signé par le PDG, est notifié par la Délégation régionale par écrit au donateur ou au notaire intervenant.

➤ Etape 3 : notification et mise en place des crédits

Le Délégué régional de la circonscription Paris Michel-Ange, qui a reçu délégation de signature du PDG au titre des opérations non déconcentrées, établit, en relation avec la DCIF, les ordres de recettes relatifs aux dons non affectés et aux dons constitués par des valeurs mobilières.

L'agent comptable secondaire de la Délégation régionale Paris Michel-Ange :

- Réceptionne par transfert les fonds encaissés par la DCIF,
- fait établir les titres de recettes,

Lorsque le domaine de recherche peut être clairement rattaché à un institut, la DSFIM lui affecte les crédits correspondants au montant du don, après l'avoir préalablement informé.

Lorsque le libellé du don n'est pas assez précis, le PDG décide de l'affectation des crédits, qui sont ensuite mis en place par la DSFIM.

c) Don constitué de biens immobiliers

La Délégation régionale de rattachement du lieu d'implantation du bien immobilier assure l'instruction du dossier en prenant l'attache de la DSFIM (SPI).

En cas d'acceptation du don par le CNRS, le bien est intégré au patrimoine immobilier du CNRS, en pleine propriété.

Plusieurs destinations du bien immobilier sont envisageables :

- une mise en location par le CNRS : la valeur locative du bien est déterminée par le CNRS en fonction de la nature du bien, qui s'appuie sur des estimations établies par un professionnel de l'immobilier. La gestion locative peut être confiée en mandat de gestion à un professionnel de l'immobilier ;
- la vente du bien par le CNRS : le CNRS sollicite des professionnels de l'immobilier pour l'estimation de la valeur vénale et la gestion de la vente.

En règle générale, la vente du bien par le CNRS devra être privilégiée.

Procédure :

➤ Etape 1 : acceptation ou de refus du don

Le don du bien immobilier peut être refusé en raison des contraintes financières et/ou juridiques. Le refus du don, signé par le PDG, est notifié par écrit par la DSFIM au donateur ou au notaire intervenant.

L'acceptation du don fait l'objet d'une décision du CNRS, dans les conditions prévues au I.B de la présente instruction, sur la base de l'instruction conjointe entre la Délégation régionale et la DSFIM.

➤ Etape 2 : inscription du bien dans le patrimoine du CNRS après acceptation

Après acceptation du bien immobilier, il doit être inscrit au patrimoine immobilier du CNRS, et être comptabilisé par l'agent comptable secondaire de la Délégation régionale de rattachement du lieu d'implantation du bien immobilier.

➤ Etape 3 : notification et mise en place des crédits

La DSFIM notifie les crédits issus de la location ou de la vente du bien immobilier après encaissement des sommes et rapprochement des titres de recettes.

Lorsque le domaine de recherche peut être clairement rattaché à un institut, la DSFIM lui affecte les crédits, après l'avoir préalablement informé.

Lorsque le libellé du don n'est pas assez précis, le PDG décide de l'affectation des crédits, qui sont ensuite mis en place par la DSFIM.

III. Les legs – Procédures et traitements des legs

A l'ouverture de la succession, le notaire informe le CNRS qu'il est bénéficiaire d'un legs. Il adresse une copie du testament permettant de déterminer l'étendue des droits du CNRS ainsi qu'une estimation de l'actif et passif du patrimoine global du défunt.

Procédure :

L'instruction du dossier d'un legs est toujours assurée par la DSFIM qui saisit la Direction des affaires juridiques (DAJ) en cas de requête judiciaire (par ex : pour une interprétation testamentaire, envoi en possession), de risque pré-contentieux et contentieux identifiés par la DSFIM.

➤ Etape 1 : instruction du dossier

La DSFIM analyse le contenu du legs notamment au regard de :

- La situation du CNRS dans la succession : présence d'héritiers, de co-bénéficiaires du même legs ;
- Tout risque identifié par l'acceptation du legs, notamment ceux tenant aux risques d'opposition et contentieux de la part d'éventuels héritiers du défunt ou de co-bénéficiaires du legs⁷ ;
- La composition du patrimoine du défunt et son estimation financière, dans et hors masse successorale. Pour accepter le legs, l'actif doit être supérieur au passif ;
- La destination du legs qui peut être de deux ordres :
 - ✓ Si le legs est destiné à une unité, à une équipe de recherche ou à un projet : en cas d'acceptation, les sommes dégagées par le legs seront affectées au bénéficiaire. Si l'unité n'existe plus, les crédits seront affectés à l'institut concerné sur proposition de la DSFIM.
Il s'agit d'une ressource fléchée (legs affecté : « R2- Dons et Legs affectés »)
 - ✓ Si le legs est destiné au CNRS ou à un domaine de recherche : en cas d'acceptation, les sommes dégagées par le legs seront affectées par la DSFIM, soit à l'institut concerné par le domaine de recherche, soit librement utilisées sur décision du PDG.
Il s'agit d'une ressource globalisée (legs non affecté : « R4- Dons et Legs non affectés »).

⁷ Le notaire de la succession est tenu d'avertir le CNRS de l'opposition éventuelle des héritiers transmise par le notaire

La DSFIM établit tous les contacts et démarches nécessaires pour disposer de l'ensemble des renseignements nécessaires sur le legs, principalement auprès du notaire en charge de la succession, voire auprès des organismes financiers et/ou d'assurance (cas assurance-vie).

➤ Etape 2 : acceptation ou refus du legs

La DSFIM prépare les éléments pour la prise de décision du PDG, soit de refus soit d'acceptation du legs.

La décision d'acceptation ou de refus est prise par le PDG pour l'ensemble des legs à l'exception de ceux constitués de biens immobiliers d'un montant unitaire supérieur ou égal à 800 000 € HT. Ces derniers sont acceptés par délibération du Conseil d'administration.

L'acceptation ou le refus du legs est soumis à autorisation par arrêté du ministre de tutelle du CNRS lorsque le legs est grevé de charges, de conditions ou d'affectation immobilière, dans les conditions prévues au I.B de la présente instruction.

La DSFIM adresse la décision datée et signée au notaire.

En cas de refus du legs, il est nécessaire de mener la démarche de renonciation à une succession auprès du greffe du tribunal judiciaire compétent.

La décision est publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

➤ Etape 3 : notification de l'acceptation du legs et mise en place de sa gestion

Après acceptation du legs, la DSFIM adresse une copie du dossier :

- ✓ A la Délégation régionale compétente pour gérer le legs qui :
 - reçoit la décision d'acceptation du CNRS (procès-verbal du Conseil d'administration ou décision d'acceptation du PDG) ;
 - intègre le nouveau bien immobilier dans le patrimoine du CNRS dépendant de sa circonscription.
- ✓ A la DCIF afin :
 - de comptabiliser les valeurs mobilières au bilan de l'établissement ;
 - d'ouvrir un dossier sur le legs pour en assurer le suivi.

La DSFIM adresse au notaire de la succession :

- la décision du CNRS d'acceptation ou de refus du legs ;
- un pouvoir de représentation sous forme de procuration pour effectuer les formalités administratives et le règlement de la succession, en cas d'acceptation du legs.

➤ Etape 4 : affectation et mise en place des crédits

✓ Pour un legs affecté :

La DSFIM veille à respecter l'objet de la notification en accord avec le libellé du legs. Les crédits constitués par les revenus des biens immobiliers sont en totalité mis à la disposition de l'unité.

Les recettes provenant d'un legs affecté sont gérées par l'agent comptable secondaire de la Délégation régionale concernée, qui procède aux opérations suivantes :

- l'encaissement et la comptabilisation des fonds versés par le notaire, ou à la réception par transfert des fonds encaissés par la DCIF dans le cas de valeurs mobilières,
- fait établir les titres de recettes,
- la transmission d'une demande de crédits à la DSFIM pour procéder à leur mise en place.

✓ Pour un legs non affecté :

Les recettes provenant d'un legs non affecté sont gérées par l'agent comptable secondaire de la Délégation régionale Paris Michel-Ange qui procède aux opérations suivantes :

- l'encaissement et la comptabilisation des fonds versés par le notaire, ou à la réception par transfert des fonds encaissés par la DCIF dans le cas de valeurs mobilières,
- fait établir les titres de recettes,

Lorsque le domaine de recherche peut être clairement rattaché à un institut, la DSFIM lui affecte les crédits correspondants au montant du legs non affecté, après l'avoir préalablement informé.

Lorsque le libellé du legs n'est pas assez précis, le PDG décide de l'affectation des crédits, qui sont ensuite mis en place par la DSFIM.

IV. Références comptables et budgétaires

A. Dons destinés à une unité de recherche (dons affectés)

a) Don en numéraire et en matériel

Les dons en numéraire sont enregistrés au crédit du compte 746 « dons et legs ».

Les dons en matériel sont enregistrés au débit du compte 21[...] « immobilisation corporelle ».

Le compte budgétaire à utiliser est « **R2-Dons et legs affectés** » dans l'outil BFC.

b) Don constitué de valeurs mobilières pour une unité

Les valeurs mobilières sont enregistrées au débit du compte 27[...] « Autres immobilisations financières », et leurs revenus sont inscrits au crédit du compte 76210000 « revenus de titres immobilisés ».

Budgétairement la recette s'inscrit en « **R2 Dons et Legs affectés** ».

c) Don constitué d'un bien immobilier pour une unité

Les biens immobiliers sont enregistrés au débit du compte 21[...] « immobilisation corporelle », et au crédit du compte 134173 « financement rattaché à un actif – dons et legs ».

Le compte budgétaire correspondant sera « **R2 Dons et legs affectés** ».

Les loyers sont enregistrés au crédit du compte 72[...].

La sortie du bilan du bien est enregistrée au crédit du compte 775[...].

B. Dons destinés au CNRS (dons non affectés)

a) Don en numéraire et en matériel

Les dons en numéraire sont enregistrés au crédit du compte 746 « dons et legs ».

Les dons en matériel sont enregistrés au débit du compte 21[...] « immobilisation corporelle ».

Le compte budgétaire à utiliser est « **R4-Dons et legs non affectés** » dans l'outil BFC.

b) Don constitué de valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont enregistrées au débit du compte 27[...] « Autres immobilisations financières », et leurs revenus sont inscrits au crédit du compte 76210000 « revenus de titres immobilisés ».

Budgétairement la recette est enregistrée en « **R4 Dons et legs non affectés** ».

c) Don constitué d'un bien immobilier

Les biens immobiliers sont enregistrés au débit du compte 21[...] « immobilisation corporelle », et au crédit du compte 134173 « financement rattaché à un actif – dons et legs ».

Le compte budgétaire correspondant sera « **R4 dons et legs non affectés** ».

Les loyers sont enregistrés au crédit du compte 72[...].

La sortie du bilan du bien est enregistrée au crédit du compte 775[...].

C. Legs

Les valeurs mobilières reçues en legs sont enregistrées au crédit du compte 7621 « revenus de titres immobilisés »

Les biens immobiliers sont enregistrés au débit du compte 21[...] « immobilisation corporelle », et au crédit du compte 134173 « financement rattaché à un actif – dons et legs ».

Les legs en numéraire sont enregistrés au crédit du compte 746 « dons et legs ».

Les comptes budgétaires correspondant dans l'outil BFC seront :

- « **R2 dons et legs affectés** » si le legs correspond à une ressource fléchée,
- « **R4 dons et legs non affectés** » si le legs correspond à une ressource globalisée.

V. Modalités de conservation des pièces

Les pièces relatives aux dons et legs sont conservées pendant toute la durée d'utilité administrative dans les locaux des services instructeurs (DSFIM, SFAC des DR concernées, SFAC de la DR PMA).

Les modalités et délais de conservation des documents liés au traitement des dons et legs au CNRS sont ceux indiqués dans l'instruction DAF/DPACI/RES/2007/002 du 15 janvier 2007 portant sur « Traitement et conservation des archives des délégations du CNRS et des archives des unités de recherche et de service ».

Pour les entités du Siège, un versement au dépôt des archives intermédiaires du CNRS est à effectuer en application de la circulaire du 2 novembre 2001 du Premier ministre relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'Etat.

VI. Dispositions finales

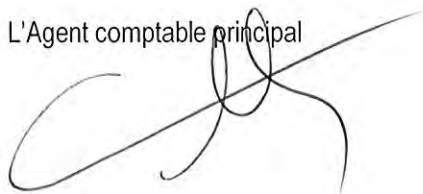
La présente instruction entre en vigueur à sa date de signature.

A compter de cette même date, l'instruction n° INS040003BPC du 23 décembre 2004 relative aux traitements des dons et legs au CNRS est abrogée.

La présente instruction est publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Paris, le **01 AVR. 2021**

L'Agent comptable principal



Marie-Laure INISAN-EHRET

Le Directeur général délégué au ressources



Christophe COUDROY



ANNEXES

Annexe 1 : Définitions

Par « **donateur** » il faut entendre toute personne physique qui consent une libéralité au CNRS qu'il s'agisse d'un don (don manuel ou notarié, permettant le cas échéant de bénéficier des dispositions fiscales issues de la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations codifiées à l'article 200 du CGI et des décrets d'application), d'un legs.

Par « **légataire universel** », il faut entendre les personnes physiques ou morales recueillant la totalité des biens du défunt, déduction faite de la part minimale des éventuels héritiers réservataires (part minimale d'héritage à laquelle ont droits les héritiers). Les légataires universels sont tenus au paiement des dettes et charges en proportion de leur part. Le paiement des legs particuliers leur incombe.

Si un légataire universel décède avant le testateur (l'auteur du testament), son héritier n'a pas vocation à la succession : les legs ne sont pas « transmissibles »

Par « **legs à titre universel** » il faut entendre qu'une partie du patrimoine du défunt est légué à un ou plusieurs personnes. Le ou les légataires à titre universel recueillent ainsi une quote-part du patrimoine.

Par « **legs à titre particulier** », il s'agit d'un legs d'un ou de plusieurs biens déterminés à une ou plusieurs personnes. Le légataire à titre particulier n'est pas tenu des dettes. Le testament peut préciser que le legs particulier est net de tous les frais et droits de succession et dans ce cas, ils sont supportés par les héritiers ou par les légataires universels.

Annexe 2 : Règles déontologiques

Ces règles déontologiques assurent le donateur que ses dons seront utilisés dans le respect des principes suivants :

- **Des actions de collecte vigilantes** : le CNRS respecte les dispositions législatives et réglementaires notamment celles relatives à la protection des données personnelles.
- **Une gestion rigoureuse des fonds collectés et un fonctionnement intègre** : le CNRS s'engage à utiliser des méthodes de gestion visant à optimiser l'emploi des fonds dont il dispose, et met en place des procédures et des contrôles. Le CNRS affecte les fonds, dans le cadre de sa mission statutaire, conformément aux souhaits des donateurs, dans les limites fixées notamment en terme de charges, conditions et affectation immobilière.
- **Une transparence financière à l'égard des donateurs** : le CNRS établit des documents budgétaires annuels. Une distinction est faite entre les dons affectés à un programme ou à un projet spécifique et les dons non affectés qui serviront à financer les activités et la programmation du CNRS dans le cadre de sa mission statutaire. Par ailleurs ces règles guident le CNRS dans le souci de préserver son indépendance et son intégrité ainsi que de se protéger de toute situation qui pourrait nuire à son image dans le cadre de ses relations avec les donateurs.

Le CNRS dispose, selon les modalités prévues à son décret statutaire, du pouvoir discrétionnaire d'accepter ou de refuser les dons et legs qui ne sont pas grevés de charges, de conditions ou d'affectation immobilière.

Dans le cas où l'octroi d'un don ou d'un legs serait conditionné ou accompagné d'une charge ou d'affectation immobilière, il est rappelé que toute décision d'acceptation ou de refus sera prise par arrêté du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Les conditions et charges pouvant grever un don ou un legs demeurent révisables dans les conditions et selon les modalités décrites aux articles L. 2222-12 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Le CNRS se réserve la possibilité de refuser le don de certaines personnes s'il existe un risque actuel ou futur que cela nuise à l'image du CNRS, à son fonctionnement et à la réalisation de ses missions. Cette mesure concerne notamment les personnes lorsqu'il y a un risque que leur don soit motivé de manière ostensible par une volonté de prosélytisme politique ou religieux.

Le CNRS se réserve la possibilité de refuser le don de particuliers pour lesquels il existerait un **conflit d'intérêt** entre leur activité professionnelle et leur activité de donateur auprès du CNRS, qui nuirait ou semblerait nuire à l'objectivité de la prise de décision du CNRS.

Le CNRS se réserve le droit de refuser tout don ou tout legs dès lors qu'il existerait un doute sur sa légalité, sa provenance et son origine.

Conformément au statut régissant les agents de la fonction publique, il est rappelé que le CNRS veille tout particulièrement à ce que ses agents n'entretiennent aucun rapport avec les donateurs susceptibles de les conduire à méconnaître leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

Ainsi les personnels du CNRS ne doivent pas accepter d'un donateur individuel ou de toute autre personne des cadeaux ou libéralités ayant pour but de favoriser l'acquisition par le CNRS de prestations auprès de cette personne à titre personnel ou appartenant à son entreprise⁸.

⁸ Voir également la circulaire relative à l'attribution de cadeaux ou chèques-cadeaux et au financement de prix scientifiques au CNRS ainsi que la charte de déontologie des achats du CNRS (versions en vigueur)



DEC210910DR18

Décision portant nomination de M. Damien DUCATTEAU aux fonctions de Correspondant Régional pour la Protection du Potentiel Scientifique et Technique (PPST) de la Délégation Régionale Hauts-de-France

LE PRESIDENT – DIRECTEUR GENERAL,

Vu les articles 410-1, 411-1 et suivants et 413-7 et suivant du code pénal ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 portant application de l'article 413-7 du code pénal et relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2012 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3415/SGDSN/AIST/PST du 7 novembre 2012 ;

Vu la circulaire CIR130002FSD relative à la protection du potentiel scientifique et technique au sein du CNRS ;

Vu la décision DEC132608DAJ du 24 octobre 2013 portant délégation de pouvoir en matière de protection du potentiel scientifique et technique au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 nommant M. Christophe MULLER Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er} – M. Damien DUCATTEAU, ingénieur de recherche hors classe au CNRS, est nommé Correspondant régional pour la PPST à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 2 – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 5 mars 2021

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
Christophe J. MULLER



DEC211915SGCN

Décision modifiant la décision DEC183082SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de sciences de l'ingénierie et des systèmes.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences biologiques;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 26 avril 2021,

DECIDE :**Art. 1^{er}**

L'article 1^{er} de la décision du 18 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Madame Marie FRENEA-ROBIN, Maître de conférence » en remplacement de Madame Rosaria FERRIGNO, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

DEC211914SGCN

Décision modifiant la décision DEC183080SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de physique.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences biologiques;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 26 avril 2021,

DECIDE :**Art. 1^{er}**

L'article 1^{er} de la décision du 18 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Monsieur Vincent GARCIA, Chargé de recherche » en remplacement de Madame Annick LESNE et « Monsieur Jean-Marc VICTOR » Directeur de recherche en remplacement de Monsieur Olivier BUISSON, démissionnaires.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

**NOTE DE GESTION RELATIVE AU RÉGIME
INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES
SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT
PROFESSIONNEL (RIFSEEP) AUX INGÉNIEURS ET
TECHNICIENS DU CNRS**

Visa du contrôleur général :

Publiée au bulletin officiel du CNRS

Circulaire CIR171898DRH du 22/08/2017 modifiée les 20/11/2017 (mise en œuvre des dispositions du décret n° 2017-1419 du 28 septembre 2017 relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale), 09/07/2018 (élargissement de la liste des emplois d'encadrement supérieur et de celle des sujétions particulières de l'emploi), 25/11/2020 (attribution d'un montant supplémentaire d'IFSE pour l'exercice de la fonction d'encadrement) et 14/06/2021 (ajout d'un montant d'IFSE compensatoire).

La présente note a pour objet de fixer les règles de gestion portant mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) à compter du 1^{er} septembre 2017.

I. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié porte création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Le RIFSEEP est composé de deux parties : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) d'une part, le complément indemnitaire annuel (CIA) d'autre part.

Ce régime indemnitaire repose sur le classement des emplois dans des groupes de fonctions.

Cinq arrêtés du 24 mars 2017 pris pour l'application aux corps des ingénieurs et des personnels techniques de la recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité¹ fixent le nombre de groupes de fonctions par corps, les montants minimaux par grade et les montants plafonds de chaque groupe de fonctions. Des montants plafonds différents sont fixés pour les agents bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service. En outre, ces arrêtés fixent les montants maximaux annuels du complément annuel lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de chaque groupe de fonctions.

L'annexe 1 de la présente note liste l'ensemble des textes réglementaires.

Le RIFSEEP s'applique à l'ensemble des techniciens et ingénieurs du CNRS régis par le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, ainsi qu'aux agents occupant l'emploi de délégué régional, conformément à l'arrêté du 19 juillet 2017².

¹ Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'adjoints techniques de la recherche et d'adjoints techniques de recherche et de formation des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps de techniciens de la recherche et de techniciens de recherche et de formation du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'assistants ingénieurs des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'ingénieurs d'études des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'ingénieurs de recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

² Arrêté du 19 juillet 2017 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux ingénieurs et personnels techniques de recherche et formation du ministère chargé de

Ce dispositif n'est pas applicable aux contractuels du CNRS et aux fonctionnaires appartenant aux corps des chercheurs.

Il n'est également pas applicable aux agents en service à l'étranger qui bénéficient d'émoluments indexés, à savoir l'indemnité de résidence à l'étranger et le cas échéant les majorations familiales et le supplément familial à l'étranger (*cf. article 2 du décret n° 67-290 du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif en service à l'étranger*).

Par ailleurs, le RIFSEEP est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, c'est-à-dire de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et/ ou à la manière de servir (*cf. article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité*). Ainsi, les primes et indemnités listées en annexe 3 de la présente note ne sont pas cumulables avec le RIFSEEP et ne peuvent continuer à être servies aux bénéficiaires du RIFSEEP à compter de sa mise en œuvre le 1^{er} septembre 2017.

Certaines primes et indemnités listées dans l'arrêté du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité demeurent cumulables par exception (*cf. annexe 5 de la présente note*). Il en est ainsi, par exemple, de l'indemnité de caisse et de responsabilité.

Par ailleurs, certaines autres primes et indemnités sont cumulables car non liées aux fonctions et/ ou à la manière de servir. Ces primes et indemnités dont peuvent bénéficier certains ingénieurs et techniciens CNRS sont listées en annexe 4 de la présente note. Il en est ainsi, par exemple, de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement. L'attribution de la nouvelle bonification indiciaire est également cumulaire avec le RIFSEEP.

II. GROUPES DE FONCTIONS

A. CLASSEMENT DES FONCTIONS DANS LES GROUPES DE FONCTIONS

Les fonctions exercées par les ingénieurs et techniciens sont classées chacune dans l'un des treize groupes de fonctions prévus par les arrêtés du 24 mars 2017 pris pour l'application aux corps des ingénieurs et des personnels techniques de la recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité.

Le classement est effectué compte tenu de la cartographie ministérielle des groupes de fonctions, jointe en annexe 2 de la présente note, qui identifie pour chaque corps les différents types de fonctions susceptibles d'être exercées par les agents.

Les profils d'emploi font mention du groupe de fonctions.

Lors du passage au RIFSEEP le 1^{er} septembre 2017, il est tenu compte du fait que l'emploi occupé par un agent est corrélé à son grade ; le classement de son emploi dans un groupe de fonctions au 1^{er} septembre 2017 est effectué en fonction de son grade.

Lors du passage au RIFSEEP le 1^{er} septembre 2017, les emplois du grade IECN du corps des ingénieurs d'études sont classés dans le groupe 3 du corps des ingénieurs d'études, les emplois du grade IEHC, ancien grade IE1, du corps des ingénieurs d'études sont classés dans le groupe 2 du corps des ingénieurs d'études et ceux du grade IEHC, ancien grade IEHC, du corps des ingénieurs d'études sont classés dans le groupe 1 du corps des ingénieurs d'études.

l'enseignement supérieur, à certains corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques et à l'emploi de délégué régional du Centre national de la recherche scientifique.

Lors du passage au RIFSEEP le 1^{er} septembre 2017, sans préjuger d'évolutions futures, les emplois d'assistant ingénieur sont classés dans le groupe 2 du corps des assistants ingénieurs.

Les emplois du grade ATRP1 et du grade ATRP2 du corps des adjoints techniques de la recherche sont classés au 1^{er} septembre 2017 dans le groupe 1 du corps des adjoints techniques.

B. CHANGEMENT DE GROUPE DE FONCTIONS

Le changement de fonctions de l'agent peut le conduire, soit à conserver son classement dans le même groupe de fonctions, soit à être classé dans un autre groupe de fonctions selon le classement de l'emploi d'accueil.

Ce changement peut résulter des situations suivantes :

- la mobilité interne ou la modification substantielle de la fiche de poste ;

Dans tous les cas, un agent ne peut être classé que dans un groupe de fonctions relevant de son corps d'appartenance. Si dans le cadre d'une campagne NOEMI ou FSEP, un agent est retenu sur un emploi relevant du même corps mais classé dans un groupe inférieur ou supérieur, son emploi sera classé par principe dans le groupe de son nouvel emploi. Toutefois, si cela conduit à un classement dans un groupe de fonctions inférieur, le classement dans le même groupe de fonctions pourra être prononcé après examen individuel préalable au changement de fonctions.

Si, dans le cadre d'une campagne NOEMI ou FSEP, un agent est retenu sur un emploi relevant d'un corps inférieur au sien, cet emploi sera classé dans le groupe le plus bas de son corps d'appartenance. Si l'emploi relève d'un corps supérieur au sien, l'emploi sera classé dans le groupe le plus élevé du corps d'appartenance de l'agent.

Lorsque des agents sont amenés à changer de fonctions suite à une opération de restructuration ou de réorganisation de service conduisant à une mobilité sur un emploi d'un groupe de fonctions inférieur, le classement est prononcé dans le groupe de fonctions qui était le leur avant cette mobilité.

- d'un changement de corps (concours internes et listes d'aptitude)

Le changement de corps emporte l'exercice de fonctions du corps supérieur et conduit à un classement dans un groupe de fonctions du corps supérieur. A cet effet, en cas de changement de corps, une nouvelle fiche de poste devra être établie au regard de laquelle il sera procédé au classement de l'emploi dans l'un des groupes de fonctions du corps supérieur. *A contrario*, le changement de grade, qui n'emporte pas nécessairement changement de fonctions, ne donne pas lieu à un changement de groupe de fonctions.

III. IFSE

A. DÉTERMINATION DU MONTANT DE L'IFSE

Le montant de l'IFSE est déterminé par la somme des éléments suivants :

- un socle indemnitaire ;
- un montant lié à la technicité et à l'expertise ;
- le cas échéant, un montant prenant en compte l'encadrement, le pilotage, la coordination ou la conception ;
- le cas échéant, un montant lié à des sujétions particulières ou au degré d'exposition du poste.

Toutes composantes confondues, le montant annuel d'IFSE calculé en application des règles ci-dessous ne pourra être inférieur aux minima par grade fixés par les arrêtés du 24 mars 2017 pris pour l'application aux corps des ingénieurs et des personnels techniques de la recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité rappelés ci-dessous :

Minima annuels par grade

Corps	IR			IE			AI	T			ATR		
Grade	IRHC	IR1	IR2	IEHC	IE1	IE2	AI	TCE	TCS	TCN	ATRP1	ATRP2	ATR
Montant	3 500 €	3 200 €	3 000 €	3 000 €	2 800 €	2 600 €	2 200 €	1 850 €	1 750 €	1 650 €	1 600 €	1 600 €	1 350 €

Les montants figurant dans la suite de la présente note sont des montants mensuels bruts en euros.

1. Socle indemnitaire

Dès le passage au RIFSEEP, chaque agent bénéficie d'un montant mensuel de base, appelé socle indemnitaire, fixé conformément à la décision n° DEC171892DRH.

2. Technicité, expertise

Chaque agent occupe un emploi qui requiert un certain niveau d'expertise ou de technicité. Ainsi, il bénéficie, au titre du groupe dans lequel son emploi est classé, d'un montant mensuel reconnaissant cette expertise fixé conformément à la décision n° DEC171893DRH.

3. Encadrement, pilotage, coordination et conception

L'encadrement, le pilotage, la coordination et la conception sont à titre principal pris en compte pour le classement des emplois dans les groupes de fonctions et sont ainsi indemnisés via les montants mensuels liés au classement dans les groupes.

La fonction d'encadrement, que manifeste notamment la responsabilité de la conduite d'au moins un entretien d'évaluation annuel, donne lieu à l'attribution d'un montant supplémentaire d'IFSE fixé conformément à la DEC202064DRH.

Par ailleurs, la nomination sur un emploi d'encadrement supérieur listé dans la présente note donne lieu à l'attribution d'un montant spécifique complémentaire d'IFSE. Ces emplois sont classés en trois catégories hiérarchisées en fonction de critères liés notamment à la définition du poste, sa place dans l'organisation du CNRS et son périmètre.

a) Liste des emplois

- Directeurs, directeurs délégués, directeurs adjoints et adjoints aux directeurs ;
- Directeurs adjoints administratifs des instituts et leurs adjoints éventuels ;
- Délégués régionaux et adjoints aux délégués régionaux ;

- Chefs/responsables de service et assimilés et leurs adjoints éventuels ;
- Chefs de projets ;
- Administrateurs de laboratoire ;
- Responsables de plateforme ;
- Conseillers du Président et du directoire, FSD, Médiateur et directeur de cabinet.

b) Catégories

- Catégorie 1 : elle regroupe des emplois positionnés dans des directions, dans les délégations régionales, dans des instituts voire auprès de la présidence. Ces emplois impliquent une responsabilité et une prise de risque élevées. Ils sont associés à un large périmètre d'activité et à un fort volume d'affaires traitées. Ils peuvent comporter une délégation de pouvoir et de signature. Ils supposent d'importantes responsabilités d'encadrement et nécessitent une aptitude solide au management transversal, des compétences étendues, une expérience forte et/ou un parcours professionnel antérieur spécifique.
- Catégorie 2 : elle regroupe des emplois positionnés dans des directions, dans les délégations régionales, dans des instituts, dans des unités voire auprès de la présidence. Ces emplois comportent un domaine d'activité large, recouvrant tout ou partie de l'activité de la direction concernée. Ils nécessitent des compétences professionnelles spécifiques, une aptitude forte au *reporting* et au management. Les titulaires de ces postes peuvent être amenés, le cas échéant, à remplacer leur supérieur.
- Catégorie 3 : elle regroupe des emplois positionnés dans les délégations régionales, certaines directions et certains instituts. Ces emplois nécessitent des compétences spécifiques dans le domaine d'activité, des capacités de management et d'organisation.

c) Montants

A chaque emploi correspond un montant mensuel supplémentaire d'IFSE prédéfini et compris dans une des fourchettes fixées pour chaque catégorie conformément à la décision n° DEC171894DRH.

Pour l'emploi d'administrateur de laboratoire, le montant annuel compris dans la fourchette, fixée conformément à la décision n° DEC171894DRH, est déterminé en fonction du nombre d'ETPT dans l'unité et du volume de crédits gérés.

Pour l'emploi de responsable de plateforme, le montant annuel compris dans la fourchette, fixée conformément à la décision n° DEC171894DRH, est déterminé en fonction du nombre d'ETPT affectés à la plateforme.

4. Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste

a) Sujétions particulières de l'emploi

Certaines contraintes fonctionnelles et/ou géographiques inhérentes au poste occupé peuvent ouvrir droit à un montant mensuel supplémentaire d'IFSE.

Les assistants de prévention nommés et formés dans les conditions prévues par l'instruction n° 122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS et qui exercent cette fonction en sus de leur activité principale bénéficieront, au regard de la quotité de temps d'exercice de la fonction, d'un montant mensuel d'IFSE supplémentaire fixé conformément à la décision n° DEC171895DRH.

De même, les personnes compétentes en radioprotection nommées et formées pour exercer les missions définies aux articles R. 4451-110 à R. 4451-114 du code du travail, qui exercent cette fonction en sus de leur activité principale, bénéficieront, au regard du régime auquel est soumise l'activité de l'unité auprès de laquelle est exercée la fonction (autorisation ou déclaration auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire), d'un montant mensuel d'IFSE supplémentaire fixé conformément à la décision n° DEC171896DRH.

Par ailleurs, les emplois relevant de la Bap E qui, depuis la mise en œuvre du RIFSEEP, ont été mis au recrutement ou à la mobilité, quelle qu'en soit la voie ou occupés suite à une promotion de corps au choix, à une réintégration et dans le cadre d'une mise à disposition, ouvriront droit au regard de l'emploi type, tel que mentionné dans Referens III, à un montant mensuel d'IFSE supplémentaire fixé conformément à la décision n° DEC181741DRH.

b) Degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel (DEPREP)

Au regard des sujétions et responsabilités particulières liées à une affectation dans certains services du siège et des délégations régionales ou dans certaines unités, listés par la décision n° DEC172491DRH, un montant mensuel complémentaire peut être servi dans la limite des montants plafonds fixés par la décision n° DEC171897DRH.

A titre dérogatoire et exceptionnel, certains agents dont la situation se distingue particulièrement, par leurs sujétions, leurs responsabilités ou un niveau élevé d'exposition peuvent bénéficier d'un montant mensuel d'IFSE complémentaire sur décision expresse du DGDR.

B. DÉTERMINATION DU MONTANT DE L'IFSE « GARANTIE INDEMNITAIRE »

Le montant mensuel de la somme des primes et indemnités perçues par l'agent avant la mise en œuvre du RIFSEEP ayant la même nature et non exceptionnelles, appelé « *garantie indemnitaire* », est maintenu s'il demeure supérieur au montant de l'IFSE déterminé en application des règles fixées au A ci-dessus et jusqu'à ce que l'agent change de fonctions même si cela n'emporte pas changement de groupe de fonctions.

Sont retenues au titre de la « *garantie indemnitaire* » : la PPRS et la PFI servies à l'exception des versements exceptionnels (c'est-à-dire à l'exception des « *compléments* » PPRS et des « *compléments* » PFI), l'ISFIC, l'indemnisation des assistants de prévention, la prime de technicité, l'indemnité de difficulté administrative Alsace-Moselle, l'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants, l'indemnité de panier et l'indemnité de responsabilité des régisseurs effectuant cette mission de manière permanente.

Il est rappelé que le montant de la garantie est déterminé sans préjudice de la déduction faite du montant des indemnités transformé en points d'indice en application de l'article 148 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 et du décret n° 2016-588 du 11 mai 2016 pris en application de l'article 148 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 et portant mise en œuvre de la mesure dite du « transfert primes/ points » applicable aux corps de catégorie B en 2016, aux corps de catégorie C en 2017 et aux corps de catégorie A en 2017 et 2018. Ce mécanisme consiste à abattre le montant global des primes et indemnités servies à l'agent compte tenu de l'attribution de points d'indice pris en compte pour la retraite au titre de la pension civile.

C. RÉEXAMEN DU MONTANT DE L'IFSE

1. Réexamen du montant de l'IFSE en cas de changement de fonctions

Tout changement de fonctions, qu'il conduise ou non à un changement de groupe de fonctions donne lieu au réexamen du montant de l'IFSE et à la détermination du montant associé aux nouvelles fonctions, lequel peut prendre en compte le montant de la « *garantie indemnitaire* » des agents qui en bénéficiaient.

Dans l'hypothèse où le changement de groupe de fonctions, en cas de changement de corps, emporte le versement d'un montant d'IFSE dont la somme du socle indemnitaire et du montant lié à la technicité et à l'expertise est inférieure à celle du montant d'IFSE servi avant le changement de corps, il convient de servir un montant d'IFSE compensatoire mensuel. Ce montant d'IFSE compensatoire mensuel correspond à la différence entre la somme du socle indemnitaire et du montant lié à la technicité et à l'expertise dont bénéficie l'agent et la somme du socle indemnitaire et du montant lié à la technicité et à l'expertise qui lui était servie avant le changement de corps. Ce montant d'IFSE compensatoire mensuel est recalculé en cas de modifications des barèmes fixés conformément aux décisions n° DEC171892DRH et n° DEC171893DRH, ainsi qu'en cas de changement de groupe de fonctions ou de changement de grade.

Cas particulier : conformément à l'article 7 du décret n° 2017-1419 du 28 septembre 2017 relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale, l'agent bénéficiant d'une décharge totale au titre d'une activité syndicale conserve le montant d'IFSE attaché aux fonctions exercées avant d'en être déchargé. En application de l'article 8 du décret précité, le montant d'IFSE servi à ces agents sera réexaminé, le cas échéant, au regard des modifications des barèmes fixés par les décisions n° DEC171892DRH, n° DEC171893DRH, n° DEC171894DRH, n° DEC171895DRH, n° DEC171896DRH et n° DEC171897DRH.

2. Réexamen du montant de l'IFSE au regard de l'expérience professionnelle

Tous les quatre ans, en l'absence de changement de groupe de fonctions, le montant de l'IFSE servi à l'agent peut être réévalué, dans le respect des enveloppes budgétaires disponibles, pour tenir compte de l'expérience professionnelle acquise dans les fonctions, notamment :

- l'approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation ;
- l'approfondissement de la connaissance de l'environnement de travail et des procédures ;
- la gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis.

Au regard de ces critères portant sur la technicité et l'expertise, la part de l'IFSE reconnaissant la technicité et l'expertise déterminée en application du paragraphe III. A. 2) ci-dessus peut être revalorisée dans limite de 5%, pour une durée de référence de 4 ans. S'agissant des agents percevant l'IFSE « *garantie indemnitaire* », le montant de la réévaluation est également fonction de la part de leur IFSE déterminée en application du paragraphe III. A. 2) ci-dessus. Ce montant sera servi en complément de l'IFSE « *garantie indemnitaire* ».

En cas de changement de fonctions dans un groupe de niveau supérieur, l'agent peut conserver son montant d'IFSE ainsi revalorisé s'il lui est plus favorable.

3. Réexamen du montant de l'IFSE en cas de changement de grade

Le changement de grade donne lieu obligatoirement à un réexamen du montant de l'IFSE déterminé en application du paragraphe III. A. ci-dessus y compris pour les agents percevant l'IFSE « *garantie indemnitaire* » et ceux bénéficiant d'une décharge syndicale.

D. NOTIFICATION DU MONTANT DE L'IFSE AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2017 ET LORS D'UN CHANGEMENT DE FONCTIONS ET/OU D'UNE REVALORISATION

Le montant de l'IFSE déterminé en application du paragraphe III. A. ci-dessus servi à compter du 1^{er} septembre 2017 sera notifié en septembre 2017 en même temps que le classement dans le groupe de fonctions.

Cette notification mentionnera également le montant de la « *garantie indemnitaire* » si celui-ci est supérieur au montant de l'IFSE déterminé en application du paragraphe III. A. ci-dessus.

Lors d'un changement de fonctions et/ou lors d'une revalorisation du montant de l'IFSE, l'agent recevra une notification, le cas échéant par voie électronique. Cette notification mentionnera également le montant mensuel de la « *garantie indemnitaire* » servi si ce montant demeure supérieur à celui de l'IFSE déterminé en application du paragraphe III. A. ci-dessus.

E. RÈGLES D'ABATTEMENT

Les règles d'abattement suivantes concernent l'IFSE et sont appliquées automatiquement dans l'outil informatique de gestion SIRHUS. Elles résultent de la réglementation relative aux primes et indemnités liées à l'exercice des fonctions.

Conformément à l'article 40 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, l'IFSE est abattue selon le taux de rémunération en fonction de la quotité de temps de travail.

Elle fait l'objet d'abattements intégraux en 30^{ème} en cas d'entrée ou de sortie en cours de mois, de changement de position administrative sans traitement en cours de mois, tels que le détachement, la disponibilité et le congé parental, et d'absences non rémunérées, telles que les absences de service fait et les absences pour fait de grève.

Par ailleurs, en cas de congé de formation professionnelle, l'agent qui perçoit une indemnité spécifique pendant ce congé ne peut percevoir l'IFSE au titre de la même période. L'IFSE est donc abattue intégralement en 30^{ème} (cf. article 25 du décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat).

En cas de congé ordinaire de maladie, l'IFSE suit le sort du traitement. Ainsi, si le congé ordinaire de maladie est rémunéré à plein traitement, il n'est appliqué aucun abattement sur l'IFSE, laquelle est

versée intégralement. Néanmoins, si le congé ordinaire de maladie est rémunéré à demi-traitement alors l'IFSE est abattue dans les mêmes proportions (*cf. article 1^{er} du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés*).

En cas de congé maternité, paternité, adoption, accueil de l'enfant, le bénéficiaire de l'IFSE a droit à son maintien (*cf. article 1^{er} du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés*).

En cas de congé de longue maladie ou de longue durée, l'agent ne dispose pas d'un droit au maintien de l'IFSE car il s'agit d'une indemnité attachée à l'exercice des fonctions, laquelle est abattue intégralement en 30^{ème} pendant ce type de congé, peu importe le taux de rémunération servie (*cf. article 37 du décret n° 86-442 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires*). Néanmoins, il convient de préciser que l'agent a droit au maintien de l'IFSE qui a été versée pendant un congé ordinaire de maladie transformé rétroactivement en congé de longue maladie ou de longue durée (*cf. article 1^{er} du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés*).

IV. CIA

A. DÉFINITION ET MONTANT

Les bénéficiaires de l'IFSE peuvent, par ailleurs, bénéficier d'un complément indemnitaire annuel qui tient compte de leur engagement professionnel et de leur manière de servir, et dont le montant peut varier d'une année sur l'autre, à la hausse ou à la baisse.

Les arrêtés du 24 mars 2017 pris pour l'application aux corps des ingénieurs et des personnels techniques de la recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 précité fixent les montants maximaux du complément indemnitaire annuel par groupe de fonctions.

Ainsi, chaque agent peut bénéficier d'un montant de complément indemnitaire annuel dans la limite des plafonds annuels suivants qui sont fonction du corps et du groupe dans lequel est classé l'emploi :

Corps	IR			IE			AI		T			ATR	
Groupe	G1	G2	G3	G1	G2	G3	G1	G2	G1	G2	G3	G1	G2
Montant plafond	6 300 €	5 700 €	5 250 €	5 250 €	4 800 €	4 200 €	3 600 €	3 150 €	2 280 €	2 040 €	1 800 €	1 300 €	1 200 €

Les agents appartenant à l'un des corps d'ingénieurs et des personnels techniques de la recherche qui bénéficient d'une décharge totale au titre d'une activité syndicale, conformément à l'article 7 du décret n° 2017-1419 du 28 septembre 2017 relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale, bénéficient d'un montant de complément indemnitaire annuel égal au montant moyen de CIA attribué aux fonctionnaires du même corps.

B. PROCEDURE

Le montant du complément indemnitaire annuel est proposé par le directeur d'unité au regard de l'évaluation de l'agent, conduite dans le cadre des entretiens annuels d'activités et de l'enveloppe budgétaire mise à sa disposition.

Il est versé en deux fois, en juillet et en décembre, dans les conditions précisées par la note de la direction des ressources humaines.

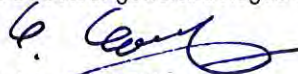
V. EVOLUTION DE LA PRESENTE NOTE DE GESTION

La présente note de gestion relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) aux ingénieurs et techniciens du CNRS a vocation à évoluer.

Le cas échéant, conformément au 5° de l'article 34 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, le comité technique sera consulté uniquement si les modifications de la note de gestion portent sur les grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents. Par voie de conséquence, les barèmes mentionnés dans la note de gestion pourront faire l'objet de modifications sans consultation du comité technique dans la mesure où de telles modifications ne rentrent pas dans le champ de la concertation.

Fait à Paris le 14 juin 2021

Pour le Président-directeur général du CNRS,
Le Directeur général délégué aux ressources


Christophe Coudroy

ANNEXES

Annexe 1 : Textes réglementaires

- Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'adjoints techniques de la recherche et d'adjoints techniques de recherche et de formation des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps de techniciens de la recherche et de techniciens de recherche et de formation du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'assistants ingénieurs des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'ingénieurs d'études des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 24 mars 2017 pris pour l'application à certains corps d'ingénieurs de recherche des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Arrêté du 19 juillet 2017 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux ingénieurs et personnels techniques de recherche et formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur, à certains corps de fonctionnaires des

établissements publics scientifiques et technologiques et à l'emploi de délégué régional du Centre national de la recherche scientifique ;

- Arrêté du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- Circulaire ministérielle n° RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Groupe	Ingénieur de recherche
1	Fonctions à très haute responsabilité et/ou stratégiques Fonctions d'encadrement supérieur et/ou de management stratégique Fonctions de haute expertise et/ou hautement spécialisées
2	Fonctions de définition et de pilotage de processus, de projet, de protocole et/ou de programme transversal ou complexe Fonctions d'encadrement élevé Fonctions d'ingénierie à forte technicité ou à forte expertise
3	Fonctions d'élaboration ou de développement de processus, de projet, de protocole et/ou de programme transversal ou complexe Fonctions d'encadrement intermédiaire Fonctions de conception ou de développement de méthodes, de programmes et/ou de techniques d'expérimentation <i>...telles que définies dans REFERENS</i>

Groupe	Ingénieur d'études
1	Fonctions de définition et de pilotage de processus, de projet, de protocole et/ou de programme complexe Fonctions d'encadrement élevé Fonctions d'ingénierie à forte technicité ou à forte expertise
2	Fonctions d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi de processus, de projet, de protocole et/ou programme complexe Fonctions d'encadrement intermédiaire Fonctions de conception et de développement de méthodes, de programmes et/ou de techniques d'expérimentation
3	Fonctions d'études et/ou de conception Fonctions de préparation et de mise en œuvre de protocoles scientifiques et/ou techniques <i>...telles que définies dans REFERENS</i>

Groupe	Assistant ingénieur
1	Fonctions d'études et/ou de conception Fonctions d'encadrement ou de coordination Fonctions de mise au point et de contrôle de méthodes et/ou de techniques scientifiques avec expertise particulière
2	Fonctions de gestion de procédures et/ou d'activités usuelles Fonctions de coordination Fonctions de mise au point et de contrôle de méthodes et/ou de techniques scientifiques Fonctions de mise en œuvre de protocoles expérimentaux <i>...telles que définies dans REFERENS</i>

Groupe	Technicien de la recherche
1	Fonctions de mise en œuvre de procédures complexes Fonctions d'encadrement ou de coordination Fonctions à technicité élevée
2	Fonctions de gestion et de contrôle de procédures spécialisées Fonctions de coordination Fonctions à technicité particulière
3	Fonctions de gestion de procédures usuelles Fonctions à technicité usuelle <i>...telles que définies dans REFERENS</i>

Groupe	Adjoint technique de la recherche
1	Fonctions d'exécution nécessitant une qualification particulière
2	Fonctions d'exécution d'activités usuelles <i>...telles que définies dans REFERENS</i>

Annexe 3 : Primes de même nature non cumulables avec le RIFSEEP

- Prime de participation à la recherche scientifique :
 - Décret n° 2002-69 du 15 janvier 2002 fixant le régime de la PPRS dans certains EPST ;
 - Arrêté du 15 janvier 2002 fixant les conditions dans lesquelles sont déterminés les taux moyens et les attributions individuelles de la PPRS.

- Prime de fonctions informatiques :
 - Décret n° 71-342 du 29 avril 1971 relatif aux fonctions et au régime indemnitaire des fonctionnaires de l'Etat et des établissements publics, affectés au traitement de l'information.

- Indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif :
 - Décret n° 2006-491 du 26 avril 2006 instituant une indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique ;
 - Arrêté du 26 avril 2006 fixant le montant annuel maximum de l'indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif attribuée à certains personnels en fonctions dans les établissements publics à caractère scientifique et technologique.

- Indemnisation des assistants de prévention :
 - Décret n° 2002-69 du 15 janvier 2002 fixant le régime de la PPRS dans certains EPST ;
 - Instruction n° 12294DAJ du 1er 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS.

- Prime de technicité :
 - Décret n° 73-374 du 28 mars 1973 relatif à l'attribution d'une prime de technicité aux opérateurs sur machines comptables ;
 - Arrêté du 31 décembre 199 fixant les taux de la prime de technicité allouée aux opérateurs sur machines comptables ;
 - Note CNRS du 21 juillet 2003 portant sur la prime de technicité.

- Indemnité de difficulté administrative Alsace-Moselle :
 - Décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 portant attribution d'une indemnité de difficultés administratives aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

- Indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants :
 - Décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 fixant les modalités d'attribution et les taux des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants ;
 - Arrêté du 11 août 1975 relatif aux conditions d'attribution des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants susceptibles d'être allouées à divers personnels relevant du ministère de l'éducation et du secrétariat d'Etat aux universités et liste des travaux y ouvrant droit.

- Indemnité de panier :
 - Décret n° 73-979 du 22 octobre 1973 relatif à l'attribution de panier en faveur de certains personnels des administrations de l'Etat ;
 - Arrêté du 31 décembre 1999 fixant le taux de l'indemnité de panier allouée à certains personnels des administrations de l'Etat.

- Indemnité de responsabilité des régisseurs effectuant cette mission de manière permanente :
 - Décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
 - Arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents.

Annexe 4 : Primes cumulables par nature avec le RIFSEEP

(liste non exhaustive)

- Indemnité de résidence :
 - Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, article 20 ;
 - Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, article 64 ;
 - Décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnes des établissements publics d'hospitalisation ;
 - Circulaire FP/7 n° 1996 du 12 mars 2001 relative à la modification des zones d'indemnité de résidence.

- Supplément familial de traitement :
 - Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, article 20 ;
 - Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, article 64 ;
 - Décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnes des établissements publics d'hospitalisation ;
 - Décret n° 99-491 du 10 juin 1999 portant attribution à compter du 1er juillet 1999 de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat et à certains personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation et fixant les modalités de calcul du supplément familial de traitement ;
 - Circulaire FP/7 n° 1958 du 9 août 1999 relative aux modalités de calcul et de versement du supplément familial de traitement ;

- Indemnité de sujétion géographique :
 - Décret n° 2013-314 du 15 avril 2013 portant création d'une indemnité de sujétion géographique ;
 - Arrêté du 9 juin 2015 fixant le montant de l'indemnité de sujétion géographique attribuée aux agents exerçant dans des services relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche affectés en Guyane ;
 - Note CNRS du 2 juillet 2015 relative à la mise en œuvre du décret n° 2013-314 du 15 avril 2013 portant création d'une indemnité de sujétion géographique.

- Indemnité pour travaux de nature exceptionnelle (*plongée sous-marine*) :
 - Décret n° 69-945 du 16 octobre 1969 relatif à la création d'une indemnité pour travaux de nature exceptionnelle au profit des agents du ministère de l'éducation nationale ou des établissements publics de recherche qui en relèvent ;
 - Arrêté du 6 juillet 2000 fixant les taux annuels de l'indemnité pour travaux de nature exceptionnelle allouée aux agents permanents du ministère de l'éducation nationale ou des établissements publics de recherche qui en relèvent.

- Indemnité d'éloignement dans les TAAF :
 - Décret n° 67-600 du 23 juillet 1967 relatif au régime de rémunération des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'Outre-mer ;
 - Décret n° 68-568 du 21 juin 1968 fixant le régime particulier de rémunération des personnels civils de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif envoyés en service temporaire dans le territoire des Terres australes et antarctiques françaises ;
 - Arrêté du 28 juillet 1967 relatif au coefficient de majoration applicable aux rémunérations des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer.

- Prime d'intéressement :
 - Code de la propriété intellectuelle.

- Indemnité de départ volontaire :
 - Décret n° 2008-368 du 17 avril 2008 instituant une indemnité de départ volontaire ;
 - Décret n° 88-211 du 3 mars 1988 instituant une indemnité de départ volontaire des chargés de recherche et des directeurs de recherche du CNRS régis par le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 ;
 - Décision n° 090035 DRH du 2 avril 2009 fixant pour les agents du CNRS les modalités de calcul du montant de l'indemnité de départ volontaire instituée par le décret n°2008-338 du 17 avril 2008 ;
 - Note CNRS du 17 février 2015 portant sur l'indemnité de départ volontaire.

Annexe 5 : Primes cumulables par exception avec le RIFSEEP

(cf. arrêté du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat)

- Indemnité de caisse et de responsabilité :
 - Décret n° 73-899 du 18 septembre 1973 relatif aux indemnités de caisse et de responsabilité allouées aux agents comptables des services de l'Etat dotés d'un budget annexe et aux agents comptables des établissements publics nationaux.
- Indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail :
 - Décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature.
- Indemnité pour service à la mer :
 - Décret n° 79-267 du 30 mars 1979 instituant une indemnité pour service à la mer en faveur des personnels enseignants, chercheurs et techniques de certains établissements relevant des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
 - Arrêté du 3 avril 2009 fixant le montant et les modalités d'attribution de l'indemnité pour service à la mer allouée à certains personnels relevant des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche.

DEC211539DAJ

Décision portant nomination de Mme Pascale Beyma aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – Mme Pascale Beyma est nommée chargée de mission auprès du Président-Directeur général du 1^{er} au 31 mai 2021.

Article 2. – La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 11 mai 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DE212071DAJ

Décision portant cessation de fonctions de Monsieur Cyril Moulin, directeur adjoint de l'institut national des sciences de l'univers (INSU)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC181728DAJ du 30 avril 2018 portant fin de fonctions et nomination de M. Cyril Moulin aux fonctions de directeur adjoint de l'institut national des sciences de l'univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 31 mai 2021, il est mis fin aux fonctions de M. Cyril Moulin, directeur adjoint de l'institut national des sciences de l'univers, appelé à d'autres fonctions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC211059DERCI

Décision portant renouvellement de madame Olga ANOKHINA aux fonctions de directrice du bureau du CNRS de Rio de Janeiro, au Brésil (DERCI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT, aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1er octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) ;

Vu la décision DEC1912969DERCI du 21 mai 2019 portant nomination de Mme Olga ANOKHINA aux fonctions de directrice du bureau Amérique du Sud du CNRS à Rio de Janeiro au Brésil (DERCI) ;

DECIDE :

Art. 1er. – Mme Olga ANOKHINA, Chargée de Recherche au CNRS, est renouvelée dans ses fonctions de directrice du bureau Amérique du Sud du CNRS à Rio de Janeiro au Brésil, pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} septembre 2021.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 23 mars 2021

Pour le Président-Directeur Général
Et, par délégation,
Le Directeur Général Délégué à la Science,
Alain SCHUHL



DEC212077DAJ

Décision portant nomination de Mme Marie-Laure Colin aux fonctions de responsable du pôle droit public économique et réglementation de la direction des affaires juridiques

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1er octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques ;

Sur proposition du directeur général délégué aux ressources ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er} – A compter du 1^{er} juillet 2021, Mme Marie-Laure Colin est nommée aux fonctions de responsable du pôle droit public économique et réglementation de la direction des affaires juridiques (DAJ).

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC212075DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Valérie Hospital aux fonctions de directrice des affaires juridiques par intérim

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1er octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques ;

Sur proposition du directeur général délégué aux ressources ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er} – A compter du 1^{er} juillet 2021, Mme Valérie Hospital, ingénieure de recherche, est nommée directrice des affaires juridiques par intérim, en remplacement de Mme Myriam Fadel appelée à d'autres fonctions.

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC211061DERCI

Décision portant renouvellement de M. Philippe ARNAUD aux fonctions de directeur du bureau du CNRS de Pékin, en Chine (DERCI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit, aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1er octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) ;

Vu la décision DEC191387DERCI du 21 mai 2019 portant nomination de M. Philippe ARNAUD aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en Chine (DERCI) ;

DECIDE :

Art. 1er. – M. Philippe ARNAUD, Ingénieur de Recherche au CNRS, est renouvelé dans ses fonctions de directeur du bureau du CNRS en Chine, pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} septembre 2021.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 23 mars 2021

Pour le Président-Directeur Général
Et, par délégation,
Le Directeur Général Délégué à la Science,
Alain SCHUHL



DEC212053DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de M. Stéphane Pagnat aux fonctions de responsable par intérim du service central des concours (DRH)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100169DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifié portant organisation de la direction des ressources humaines ;

Vu la décision DEC162368DAJ du 25 octobre 2016 portant fin de fonctions et nomination de M. Eric Migeant aux fonctions de responsable du Service Central des Concours ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 1^{er} juillet 2021, M. Stéphane Pagnat est nommé responsable par intérim du service central des concours, en remplacement de M. Eric Migeant, appelé à d'autres fonctions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC201233DR01

Décision portant nomination de Xavier MONNIN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'UMR7030 intitulée « Laboratoire d'Informatique de Paris-Nord » (LIPN)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7030 intitulée « Laboratoire d'Informatique de Paris-Nord » (LIPN), dont la directrice est Madame Frédérique BASSINO ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Ile-de-France Villejuif ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Monsieur Xavier MONNIN, assistant ingénieur (AI), est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'UMR7030 intitulée « Laboratoire d'Informatique de Paris-Nord » (LIPN) à compter du 5 mai 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 5 mai 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Frédérique BASSINO



DEC211903DAJ

Décision portant nomination de M. Frédéric Vales aux fonctions d'adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 portant nomination de Mme Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 1^{er} juin 2021, M. Frédéric Vales est nommé adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif, en remplacement de M. Sylvain-Karl Gosselet appelé à d'autres fonctions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 31 mai 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC211976INSU

Décision portant nomination de Madame Kumiko KOTERA aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7095 intitulée « Institut d'astrophysique de Paris » (IAP).

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche 7095 intitulée « Institut d'astrophysique de Paris » (IAP) et nommant Monsieur Francis BERNARDEAU directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision n° DEC201905INSU en date du 24 novembre 2020 portant nomination de Monsieur François BOUCHET aux fonctions de directeur par intérim de l'unité susvisée ;

Vu l'accord de la cotutelle ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} mai 2021, Madame Kumiko KOTERA, chargée de recherche de classe normale au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 15/06/2021

Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT



DEC211913INEE

Décision portant nomination de M. Valeriano Parravicini aux fonctions de directeur adjoint par intérim de **l'unité** de service et de recherche USR3278 « Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181907DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3278 intitulée « Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement (CRIOBE) » et nommant Mme Annaïg Le Guen, directrice de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

Vu l'accord des partenaires ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 23 juillet 2020, il est mis fin aux fonctions de M. David Lecchini, directeur adjoint de l'unité de service et de recherche susvisée, démissionnaire.

II. A compter du 1^{er} janvier 2021, M. Valeriano Parravicini, Directeur d'études à l'EPHE, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité de service et de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC202299INSHS

Décision portant nomination de Mme Laure de Verdalle aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR 8085 Printemps (Professions, Institutions, Temporalités).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC200134INSHS du 15 avril 2020 modifiant la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 de création et renouvellement des UMR et portant sur la direction de l'UMR8085 intitulée Laboratoire PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu le compte rendu de l'Assemblée générale en date du 9 octobre 2020 ;

DECIDE :

Article 1^{er}


Madame Laure de Verdalle, directrice de recherche au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'UMR 8085 Printemps (Professions, Institutions, Temporalités) pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 juillet 2021, en remplacement de Mme Isabelle Fréchon.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **- 2 JUIN 2021**

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC210654INSIS

Décision portant renouvellement de Monsieur Luc Darrasse en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC190690INSIS du 22 mai 2019 portant nomination de Monsieur Luc Darrasse, chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Monsieur Luc Darrasse, directeur de recherche 1^{ère} classe, est renouvelé dans ses fonctions de chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022 pour 20% de son temps de travail.

Sa mission, rattachée au portefeuille de la directrice adjointe scientifique en charge des thématiques ingénierie des matériaux et des structures, mécanique des solides, biomécanique et acoustique, a pour objet le suivi des activités scientifiques en thérapeutique, pharmacologie et bio-ingénierie.

Pour l'exercice de cette mission, Monsieur Luc Darrasse demeure affecté à l'UMR9011 – LaBoratoire d'Imagerie biOMédicale MultimodAle Paris Saclay (BioMaps).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

02/04/21

Pour le président-directeur général
et par délégation

Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl

DEC211893INSU

Décision portant nomination de Michel RAMONET aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de service n°3342 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de l'UVSQ » (OVSQ)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de service n°3342 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de l'UVSQ » (OVSQ) et nommant Madame Chantal CAILLET-CLAUD directrice de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des tutelles ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 1^{er} avril 2021, il est mis fin temporairement aux fonctions de Madame Chantal CAILLET-CLAUD aux fonctions de directrice de l'unité mixte de service susvisée.

II. A compter de cette même date, Monsieur Michel RAMONET, Chargé de Recherche de Classe Normale, Directeur d'unité adjoint de l'UMS3342, est chargé d'exercer les fonctions de directeur par intérim de l'unité UMS3342, pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 décembre 2021. Il reçoit l'ensemble des attributions inhérentes à cette fonction.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 9 juin 2021

Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT



DEC211251INSHS

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7074 intitulée Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD) et nommant M. Jean-Louis Halpérin directeur et M. Florian Grisel directeur adjoint de cette unité ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire en date du 28 janvier 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Anne-Charlotte Martineau, chargée de recherche au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'UMR7074 Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD) du 1^{er} avril 2021 au 31 juillet 2021, en remplacement de M. Florian Grisel.


Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le

— 8 JUIN 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC212054DAJ

Décision portant nomination de M. Eric Migevant aux fonctions d'adjoint au délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC151284DAJ du 15 juillet 2015 relative au service mutualisé entre les délégations du CNRS de la région Ile-de-France ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 portant nomination de M. Philippe Cavelier aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 1^{er} juillet 2021, M. Eric Migevant est nommé adjoint au délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC212057INSU

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Monsieur Zakaria MELIANI aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de n°8102 intitulée « Laboratoire Univers et Théories » (LUTH).

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8102 intitulée « Laboratoire Univers et Théories » (LUTH) et nommant Monsieur Stéphane MAZEVET directeur par intérim de cette unité ;

Vu la décision n° DEC191919INSU en date du 5 septembre 2019 portant sur la nomination de Monsieur Philippe GRANDCLEMENT aux fonctions de directeur de l'unité susvisée ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord de la tutelle ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1er

I. A compter du 27 mai 2021, il est mis fin aux fonctions de Monsieur Andreas ZECH, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée.

II. A compter de cette même date, Monsieur Zakaria MELIANI, Astronome adjoint à l'Observatoire de Paris, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 15 JUIN 2021

Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT



DEC202171INSHS

Décision portant cessation de fonctions de Mme Elisabeth Cunin en qualité de directrice adjointe de l'unité de service et de recherche n°2002 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191247DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n° 2002 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire du CIRESC en date du 23 janvier 2020 ;


DECIDE :**Article 1^{er}**

A la date du 31 décembre 2019, il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de Mme Elisabeth Cunin, en qualité de directrice adjointe de l'unité de service et de recherche n°2002 intitulée « Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages - CIRESC ».

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **31 MARS 2021**



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC210726INSHS

Décision portant nomination de Mme Stéphanie Hennette-Vachez et M. Arnaud Le Pillouer aux fonctions de directrice adjointe et directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7074 intitulée Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7074 intitulée Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD) et nommant M. Jean-Louis Halpérin directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC200406INSHS portant nomination de M. Arnaud Le Pillouer et Mme Stéphanie Hennette-Vachez aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de l'unité mixte de recherche n°7074 intitulée Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD) ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu le relevé de conclusion du Conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} août 2020, Mme Stéphanie Hennette-Vachez, Professeure à l'Université Paris Nanterre, et M. Arnaud Le Pillouer, Professeur à l'Université Paris Nanterre, sont nommés respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de l'UMR7074 Centre de Théorie et Analyse du Droit (CTAD) jusqu'au terme du mandat de l'unité.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

19 AVR. 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC211423INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Monsieur Samuel Carpentier-Postel directeur adjoint par intérim et de Madame Hélène Houot directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n° 6049 intitulée Théoriser et modéliser pour aménager (ThéMA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC161216DGDS en date du 16 décembre 2016 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 6049 intitulée Théoriser et modéliser pour aménager (ThéMA) et nommant M. Jean-Christophe Foltete directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des cotutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Philippe Antoni, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} mars 2021.


II. A compter de cette même date et jusqu'au 30 septembre 2021,

- M. Samuel Carpentier-Postel, professeur des universités à l'Université de Franche-Comté, est nommé directeur adjoint par intérim.
- Mme Hélène Houot, maîtresse de conférences à l'Université de Franche-Comté, est nommée directrice adjointe par intérim.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **- 2 JUIN 2021**



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC202142DR07

Décision portant cessation de fonctions de Mme Sandra DUPERRIER, agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / assistante de prévention (AP) au sein de l'UMR5229 intitulée « Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod »

LA DIRECTRICE

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision **DEC160106DR07** du 29/02/2016 portant nomination de **Mme Sandra DUPERRIER** aux fonctions d'ACMO / d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / d'assistant de prévention (AP) exercées par **Mme Sandra DUPERRIER** dans l'unité du CNRS, l'UMR5229 intitulée « Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod » à compter du **01/01/2021**.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Bron, le 01/12/2020

La directrice de l'unité
SIRIGU Angela

Visa du délégué régional du CNRS

Pour le Délégué Régional empêché
Aurélien De Sousa
Adjointe au Délégué Régional



Visa du président
de l'Université Claude Bernard Lyon 1

Pour le Président et par Délégué
Le Directeur Général des Services

Pierre ROLLAND



DEC202131DR07

Décision portant cessation de fonctions de Mme Anne-Sophie BIESSE-MARTIN, agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / assistante de prévention (AP) au sein de l'UMR6296 intitulée « Institut de Chimie de Clermont-Ferrand »

LE DIRECTEUR

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision **DEC170886DR07** du 14/04/2017 portant nomination de **Mme Anne-Sophie BIESSE MARTIN** aux fonctions d'ACMO / d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / d'assistant de prévention (AP) exercées par **Mme Anne-Sophie BIESSE MARTIN** dans l'unité du CNRS, l'**UMR6296** intitulée « Institut de Chimie de Clermont-Ferrand » à compter du **01/01/2021**.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Aubière, le 01 décembre 2020

Le directeur de l'unité
LEROUX Fabrice

Fabrice LEROUX
Directeur ICCF
UMR 6296



Visa du délégué régional du CNRS



Visa du président
de l'Université Clermont-Auvergne



DEC211338DR07

Décision portant nomination de **M. Romain GUYOT** aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon » et nommant **M. François LEULIER** en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5242 en date du 08 / 04 / 2021 ;

Considérant que **M. Romain GUYOT** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône-Auvergne du CNRS les 18 et 19 octobre 2012 et du 14 au 16 novembre 2012 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **M. Romain GUYOT**, ingénieur de recherche, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon » à compter du 01 janvier 2021.

M. Romain GUYOT exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, **M. Romain GUYOT** est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lyon, le 19/04/2021

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne



Le directeur de l'unité
François LEULIER



Visa du président de l'École Normale Supérieure de Lyon
Jean-François PINTON





DEC211339DR07

Décision portant nomination de Mme Violaine TRIBOLLET aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon » et nommant **M. François LEULIER** en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5242 en date du 08 /04 /2021 ;

Considérant que **Mme Violaine TRIBOLLET** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation Rhône-Auvergne du CNRS** les 25 et 26 mars 2013 et du 15 au 17 avril 2013 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Violaine TRIBOLLET, ingénieure d'études,** est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon » à compter du **01 janvier 2021**.

Mme Violaine TRIBOLLET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Violaine TRIBOLLET** est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lyon

le 19/04/2021

Le directeur de l'unité
François LEULIER

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Visa du président de l'École Normale Supérieure de Lyon
Jean-François PINTON



DEC211381DR07

Décision portant nomination de Mme Magalie FAIVRE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5270 intitulée « Institut des nanotechnologies de Lyon ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5270 intitulée « Institut des nanotechnologies de Lyon » et nommant **M. Bruno MASENELLI** en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5270 en date du 19 / 03 / 2021 ;

Considérant que **Mme Magalie FAIVRE** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation Rhône-Auvergne du CNRS** des 08 et 09 mars 2012 et du 02 au 04 avril 2012 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Magalie FAIVRE, chargée de recherche**, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5270 intitulée « Institut des nanotechnologies de Lyon » à compter du 01 janvier 2021.

Mme Magalie FAIVRE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Magalie FAIVRE** est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne

le 31/03/2021

Le directeur de l'unité
Bruno MASENELLI

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



DEC211394DR07

Décision portant nomination de M. Olivier DUCLOS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5278 intitulée « Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201522DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5278 intitulée « Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés » et nommant M. Emmanuel LACOTE en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5278 en date du 26/03/2021 ;

Considérant que M. Olivier DUCLOS a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône Auvergne du CNRS du 21 et 22 mars 2011 et du 18 au 20 avril 2011 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Olivier DUCLOS, technicien de recherche, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5278 intitulée « Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés » à compter du 01 janvier 2021.

M. Olivier DUCLOS exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Olivier DUCLOS est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villaurbanne le 26/03/2021

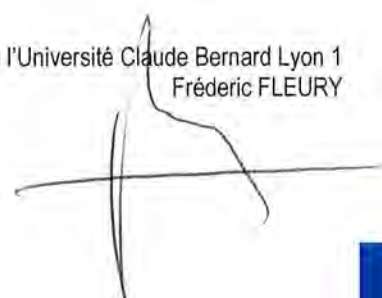


Le directeur de l'unité
Emmanuel LACOTE

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne



Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



DEC211395DR07

Décision portant nomination de Mme Jennifer LESAGE DE LA HAYE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5278 intitulée « Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201522DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5278 intitulée « Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés » et nommant M. Emmanuel LACOTE en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5278 en date du 26/03/2021 ;

Considérant que Mme Jennifer LESAGE DE LA HAYE a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône Auvergne du CNRS les 26, 27 février 2018 et les 03, 04, 05 avril 2018 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Jennifer LESAGE DE LA HAYE, ingénieure de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5278 intitulée « Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés » à compter du 01 janvier 2021.

Mme Jennifer LESAGE DE LA HAYE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Jennifer LESAGE DE LA HAYE est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à ... le ...

26/03/2021

UMR 5278 Hydrazines et Composés
Energétiques Polyazotés (HCEP)
Université Claude Bernard Lyon 1
CNRS/UMR5278/ARIANEGROUP
Directeur : E. LACOTE
2, rue Victor Grignard Bât RAULIN- 5^{ème} étage
69622 VILLEURBANNE Cedex
TEL : 04 72 43 29 96

Le directeur de l'unité
Emmanuel LACOTE

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY

DEC211397DR07

Décision portant nomination de Mme Carole FARRE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques » et nommant M. Christophe MORELL en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5280 en date du 01/04/2021 ;

Considérant que Mme Carole FARRE a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône Auvergne du CNRS les 05 et 06 octobre 2020 et du 18 au 20 janvier 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Carole FARRE, ingénieure d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques » à compter du 01.05/2021

Mme Carole FARRE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Carole FARRE est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne le 15.04/2021

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne



Le directeur de l'unité
Christophe MORELL



INSTITUT DES
SCIENCES
ANALYTIQUES

INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES
5 rue de la Doua - 69100 VILLEURBANNE

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY





DEC211501DR07

Décision portant nomination de Mme Carine LAZERT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5308 intitulée « Centre international de recherche en infectiologie ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201522DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5308 intitulée « Centre international de recherche en infectiologie » et nommant **M. François-Loïc COSSET** en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5308 en date du 30 / 04 / 2021 ;

Considérant que **Mme Carine LAZERT** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation Rhône Auvergne du CNRS** du 25 au 27 mars 2002 et du 13 au 15 mai 2002 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Carine LAZERT, technicienne de recherche**, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5308 intitulée « Centre international de recherche en infectiologie » à compter du **01 janvier 2021**.

Mme Carine LAZERT exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Carine LAZERT** est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lyon

le 06/05/2021

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI



Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Visa du délégué régional de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Dr François-Loïc COSSET
Directeur
Le directeur de l'unité
CIRI - Centre International de Recherche en Infectiologie
INSERM U1111 - CNRS UMR5308
Université Lyon 1 - ENS de Lyon
21 Avenue Tony Garnier
69365 Lyon Cedex 07 France

D. PELLA
Délégué Régional
Dominique PELLA

DEC211204DR07

Décision portant nomination de Mme Laure FRANQUEVILLE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5005 intitulée « Laboratoire Ampère ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n°DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5005 intitulée « Laboratoire Ampère » et nommant M. Christian VOLLAIRE en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5005¹ en date du 07 / 01 / 2021 ;

Considérant que Mme Laure FRANQUEVILLE a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône Auvergne du CNRS du 06 au 07 mars 2017 et du 10 au 12 avril 2017 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Laure FRANQUEVILLE, *ingénieure de recherche*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5005 intitulée « Laboratoire Ampère », à compter du 1^{er} janvier 2021.

Mme Laure FRANQUEVILLE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Laure FRANQUEVILLE, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Ecully le 17/03/2021

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI



Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Le directeur de l'unité
Christian VOLLAIRE

Visa du directeur de l'École Centrale de Lyon
Franck DEBOUCK



¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC211656DR07

Décision portant nomination de Mme Marie MARTIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques » et nommant M. Christophe MORELL en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5280 en date du 01 / 04 / 2021 ;

Considérant que Mme Marie MARTIN a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône-Auvergne du CNRS les 08 et 09 mars 2021 et du 22 au 24 mars 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Marie MARTIN, assistante ingénieur, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques » à compter du 04/05/2021

Mme Marie MARTIN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Marie MARTIN est placée directement sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne le 15/04/2021

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI



Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Le directeur de l'unité
Christophe MORELL



INSTITUT DES
SCIENCES
ANALYTIQUES

INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES
5 rue de la Doua - 69100 VILLEURBANNE



DEC210832DR07

Décision portant nomination de M. Patrick MANAS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UAR3444 intitulée « SFR BioSciences ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n°DEC201512DGDS portant création de l'unité mixte n°UAR3444 intitulée « SFR BioSciences » et nommant M. Samir MERABET en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UAR3444¹ en date du 11/03/2021 ;

Considérant que M. Patrick MANAS a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée la délégation Rhône-Auvergne du CNRS du 25 au 27 janvier et du 15 au 17 février 2006 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Patrick MANAS, *assistant ingénieur*, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UAR3444 intitulée « SFR BioSciences », à compter du 1^{er} janvier 2021.

M. Patrick MANAS exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

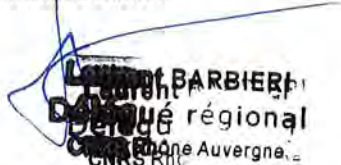
Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Patrick MANAS, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lyon le 12/03/2021

Le directeur de l'unité
Samir MERABET

Visa du délégué régional du CNRS
BARBIERI Laurent



Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône-Auvergne

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC210829DR07

Décision portant nomination de M. Eric DIESIS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UAR3444 intitulée « SFR BioSciences ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n°DEC201512DGDS portant création de l'unité mixte n°UAR3444 intitulée « SFR BioSciences » et nommant M. Samir MERABET en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UAR3444¹ en date du 11/03/2021 ;

Considérant que M. Eric DIESIS a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'Université Claude Bernard Lyon 1 en mai et juin 2018 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Eric DIESIS, *assistant ingénieur*, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UAR3444 intitulée « SFR BioSciences », à compter du 1^{er} janvier 2021.

M. Eric DIESIS exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Eric DIESIS, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lyon le 12/03/2021

Le directeur de l'unité
Samir MERABET

Visa du délégué régional du CNRS
BARBIERI Laurent

Laurent BARBIERI
Délégué
CNRS Rhône

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1^{re}
Frédéric FLEURY

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC211670DR07

Décision portant nomination de M. Joachim BLANC-GONNET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5513 intitulée « Laboratoire de tribologie et dynamique des systèmes ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5513 intitulée « Laboratoire de tribologie et dynamique des systèmes » et nommant M. Jean-Luc LOUBET en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5513 en date du ---- / ---- / ---- ;

Considérant que M. Joachim BLANC-GONNET a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône Auvergne du CNRS les 22 et 23 mars 2010 et du 26 au 28 avril 2010 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Joachim BLANC-GONNET, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5513 intitulée « Laboratoire de tribologie et dynamique des systèmes » à compter du 01 janvier 2021.

M. Joachim BLANC-GONNET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Joachim BLANC-GONNET est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à ECULLY le 04/05/2021

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI



Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Jean-Luc LOUBET
Directeur UMR 5513
CNRS - ECL - ENISE - ENTPE
Laboratoire de Tribologie
et Dynamique des Systèmes

Le directeur de l'unité
Jean-Luc LOUBET



Visa de la directrice de l'École Nationale des Travaux Publics de l'État de Lyon
Cécile DELOLME





DEC211336DR07

Décision portant nomination de M. Benjamin GILLET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon » et nommant **M. François LEULIER** en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5242 en date du 08 / 04 / 2021 ;

Considérant que **M. Benjamin GILLET** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation Rhône-Auvergne du CNRS** les 19 et 20 octobre 2009 et du 23 au 25 novembre 2009 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **M. Benjamin GILLET, ingénieur de recherche**, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5242 intitulée « Institut de génomique fonctionnelle de Lyon » à compter du **01 janvier 2021**.

M. Benjamin GILLET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, **M. Benjamin GILLET** est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à LYON, le 19/04/2021

Le directeur de l'unité
François LEULIER

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Visa du président de l'École Normale Supérieure de Lyon
Jean-François PINTON

DEC211939DR07

Décision portant nomination de M. Bruno SOLBES aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité MOY700 intitulée « Délégation régionale Rhône Auvergne ».

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22/12/2020 nommant **M. Laurent BARBIERI** délégué régional de la MOY700 intitulée « Délégation régionale Rhône Auvergne » ;

Considérant que **M. Bruno SOLBES** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône Auvergne du 25 au 27 janvier et du 15 au 17 février 2006 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **M. Bruno SOLBES**, technicien de recherche, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité du CNRS « MOY700 », à compter du 01/01/2021.

M. Bruno SOLBES exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, **M. Bruno SOLBES** est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à *Villeurbanne* le *20/05/2021*

Visa du délégué régional du CNRS
BARBIERI Laurent



Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne



DEC211288DR07

Décision portant nomination de Mme Sophie GAILLARD aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5220 intitulée « Centre de Recherche en Acquisition et Traitement d'Images pour la Santé ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5220 intitulée « Centre de Recherche en Acquisition et Traitement d'Images pour la Santé » et nommant M. Olivier BEUF en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5220 en date du 26/03/2021 ;

Considérant que Mme Sophie GAILLARD a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation régionale Rhône Auvergne du CNRS du 22 au 24 mai 2007 et du 20 au 22 juin 2007 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Sophie GAILLARD, ingénieure d'études, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5220 intitulée « Centre de Recherche en Acquisition et Traitement d'Images pour la Santé » à compter du 01 janvier 2021.

Mme Sophie GAILLARD exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Sophie GAILLARD est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 26 mars 2021

Le directeur de l'unité
Olivier BEUF



CREATIS
Olivier BEUF
Directeur

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne



Visa du directeur de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon
Frédéric FOTIADU





BO Sept. 2017 p.101

Commissariat 15 12 2021

VU PR

SER				
DGS			X	
DRH				X

DEC211293DR07

Décision portant nomination de Mme Noellie YLLA aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5223 intitulée « Ingénierie des matériaux Polymères ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5223 intitulée « Ingénierie des matériaux Polymères » et nommant M. Jannick DUCHET-RUMEAU en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5223 en date du --4--- / --03--- / ---2021----- ;

Considérant que **Mme Noellie YLLA** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Rhône Auvergne du CNRS du 06 au 07 mars 2017 et du 10 au 12 avril 2017 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Noellie YLLA**, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5223 intitulée « Ingénierie des matériaux Polymères » à compter du **01 janvier 2021**.

Mme Noellie YLLA exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Noellie YLLA** est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à ...Villeurbanne...

le ...1^{er} Avril 2021.....

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Pr Jannick DUCHET-RUMEAU
Directrice IMP
Ingénierie des Matériaux Polymères
UMR CNRS 5223

Le directeur de l'unité
Jannick DUCHET-RUMEAU

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY





DEC211759DR07

Décision modificative de la décision N° DEC205362DR07 du 28 février 2020 portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie d'avances auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC202316DAJ du 22/12/2020 portant nomination de M. Laurent BARBIERI, aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription de Rhône-Auvergne,

Vu, la décision n°DEC200562DR07 du 28/02/2020 modifiée portant institution d'une régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne,

Vu, la décision n°DEC200563DR07 du 28/02/2020 portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant de la régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne,

DECIDE :

Article 1 Modification de l'article 2 de la décision n° DEC200563DR07 du 28/02/2020

Mme Ismahan BETTAHAR est nommée mandataire suppléante de Mme Marie Claire VILLEVAL en remplacement de MME Aude CHAPELON à compter du 2 mai 2021

Article 2

Toutes les autres dispositions de la décision n°DEC200563DR07 restent inchangées

Article 3 Dispositions finales

Le Délégué régional et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Rhône-Auvergne sont chargés de l'exécution de la présente décision.

La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 16 avril 2021

Le délégué régional

Pour agrément l'agent comptable secondaire

Vu l'agent comptable principal

Pour acceptation le régisseur

Pour acceptation le mandataire suppléant

DEC202105DR07

Décision portant cessation de fonctions de Mme Caroline PILLON, agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / assistante de prévention (AP) au sein de l'UMR5223 intitulée « Ingénierie des Matériaux Polymères »

LE DIRECTEUR

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision **DEC160997DR07** du 19/05/2016 portant nomination de **Mme Caroline PILLON** aux fonctions d'ACMO / d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

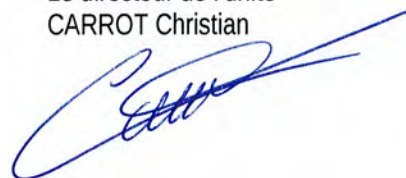
Il est mis fin aux fonctions d'agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO) / d'assistant de prévention (AP) exercées par **Mme Caroline PILLON**, dans l'unité du CNRS, l'**UMR5223** intitulée « Ingénierie des Matériaux Polymères » à compter du **01/01/2021**.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à *St Etienne*, le *26/11/2020*.....

Le directeur de l'unité
CARROT Christian

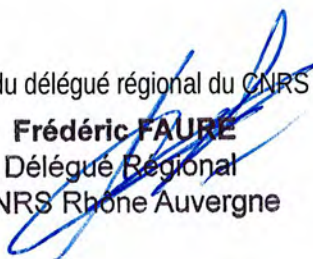


Visa du délégué régional du CNRS

Frédéric FAURE

Délégué Régional

CNRS Rhône Auvergne



Visa du président
de l'Université Jean-Monnet





DEC211727DR07

Décision portant nomination de Mme Jeanne DORE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5557 intitulée « Ecologie microbienne ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5557 intitulée « Ecologie microbienne » et nommant **Mme Sylvie NAZARET** en qualité de directrice ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5557 en date du 03-- / -05/ ---2021 ;

Considérant que **Mme Jeanne DORE** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'**Institut National de la Recherche Agronomique à Montpellier** du 01 février 2010 au 10 février 2010 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Jeanne DORE, assistante ingénieure**, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'**UMR5557** intitulée « **Ecologie microbienne** » à compter du **01 janvier 2021**.

Mme Jeanne DORE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Jeanne DORE** est placée directement sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait àVilleurbanne

le 04/05/2021

La directrice de l'unité
Sylvie NAZARET

Sylvie NAZARET

[Signature]
Unité
UMR CNRS 5557 Ecologie Microbienne
Université de Lyon
UMR INRAe I418 – VetAgro Sup

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY

DEC211728DR07

Décision portant nomination de Mme Edwige MARTIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR5557 intitulée « Ecologie microbienne ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5557 intitulée « Ecologie microbienne » et nommant **Mme Sylvie NAZARET** en qualité de directrice ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5557 en date du -03- / 05- / -2021-- ;

Considérant que **Mme Edwige MARTIN** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation Rhône-Auvergne du CNRS** les 28 et 29 mars 2019 et du 08 avril au 10 avril 2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Edwige MARTIN, assistante ingénieure,** est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5557 intitulée « Ecologie microbienne » à compter du **01 janvier 2021**.

Mme Edwige MARTIN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Edwige MARTIN** est placée directement sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne

le04/05/2021

La directrice de l'unité
Sylvie NAZARET


Sylvie NAZARET
Directrice Unité
UMR CNRS 5557 Ecologie Microbienne
Université de Lyon
UMR INRAe 1418 - VetAgro Sup

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI


Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY




DEC211735DR07

Décision portant nomination de M. François CAUWET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5615 intitulée « Laboratoire des Multimatériaux et Interfaces ».

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR5615 intitulée « Laboratoire des Multimatériaux et Interfaces » et nommant M. Arnaud BRIOUDE en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5615 en date du --23-- / -02- / -2021--- ;

Considérant que M. François CAUWET a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS Alpes du 13 au 15 novembre 2002 et du 09 au 11 décembre 2002 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. François CAUWET, ingénieur d'études, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5615 intitulée « Laboratoire des Multimatériaux et Interfaces » à compter du 01 janvier 2021.

M. François CAUWET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. François CAUWET est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 6/05/2021

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI



Laurent BARBIERI
Délégué régional
CNRS Rhône Auvergne



Le directeur de l'unité
Arnaud BRIOUDE

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



DEC211722INEE

Décision portant nomination de Mme Christine Imbert, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de **l'unité mixte de recherche UMR7267** intitulée « Ecologie et biologie des interactions (EBI) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7267 intitulée « Ecologie et biologie des interactions (EBI) » et nommant M. Jean-Marc Berjeaud, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

Vu l'accord des partenaires ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2021, Mme Christine Imbert, Professeure à l'Université de Poitiers, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2021, en remplacement de Mme Marie-Hélène Rodier, admise à faire valoir ses droits à la retraite.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC210879INSB

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Matthieu Keller aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°7247 intitulée « Physiologie de la reproduction et des comportements ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7247 intitulée « Physiologie de la reproduction et des comportements » et nommant M. Florian Guillou directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des Unités relevant du CNRS ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

I. Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche susvisée de M. Florian Guillou à compter du 1^{er} janvier 2021.

II. A compter de cette même date, M. Matthieu Keller, Directeur de recherche au CNRS, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 30 juin 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 mai 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC211128DDOR

Décision portant nomination de Mme Françoise GENOVA aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Françoise Genova, Directrice de recherche émérite est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la Direction des données ouvertes de la recherche (DDOR) du CNRS, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Sa mission a pour objet d'apporter son expertise sur les dossiers en rapport avec les données de la recherche, issus de la feuille de route science ouverte et du plan données de la recherche du CNRS, notamment pour finaliser la mise en place de l'annuaire des entrepôts de données du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Françoise Genova demeure affectée à l'Observatoire Astronomique de Strasbourg (UMR 7550).

Article 2

Du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 Mme Françoise Genova, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Alsace.

CNRS

DDOR – Direction des données ouvertes de la recherche

Science ouverte, publications, données de la recherche, calcul intensif

3, rue Michel-Ange

75016 Paris

www.cnrs.fr



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit



17 MAI 2021

Service Prévention Sécurité Environnement

DEC211055DR10

Décision portant nomination de Mme Martine TRAUTMANN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMS830 intitulée Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST)**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC171285DGDS portant renouvellement de l'unité mixte UMS830 intitulée Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST) et nommant M. Frédéric MASSON en qualité de directeur ;

Considérant que Mme Martine TRAUTMANN a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la délégation Alsace du CNRS et l'Université de Strasbourg du 9 au 11 février 2021 et du 17 au 19 mars 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Martine TRAUTMANN, Assistante Ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMS830 intitulée Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST) à compter du 22 mars 2021.

Mme Martine TRAUTMANN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Martine TRAUTMANN est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 22 mars 2021

Le directeur d'unité
Frédéric MASSON



Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du président de l'Université de Strasbourg



Pour le Président et par délégation
la Directrice Générale des Services
de l'Université de Strasbourg

Valérie GIBERT

DEC210980DR10

Décision portant désignation de M. Simon Gree aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7361¹ intitulée Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction de l'établissement partenaire en matière de santé et sécurité au travail ;

Vu la décision n° DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 nommant M. Vincent Roucoules, directeur de l'unité UMR7361 intitulée Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M) ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources radioactives scellées, générateurs de rayon X et accélérateur de particules* » délivré à M. Simon Gree le 12 février 2019 par l'APAVE ALSACIENNE ;

Vu la consultation du conseil de laboratoire en date du 26/04/2019

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Simon Gree, Ingénieur d'étude, est désigné conseiller en radioprotection à compter du 24/03/2021 jusqu'au 19/03/2024.

¹ [UMR dont la(les) cotutelle(s) est (sont) exclusivement un (des) EPSCP ou EPST]



Article 2 : Missions²

M. Simon Gree exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 24 mars 2021

Le directeur d'unité
Vincent Roucoules

Pr. Vincent ROUCOULES - Directeur
Institut de Science des Matériaux de Mulhouse
UMR7361 CNRS UHA

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du Président de l'Université de Haute Alsace

Le Président de
l'Université de Haute-Alsace
Pierre-Alain MULLER

² [Le Directeur d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du Conseiller en radioprotection. Il précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations de la PCR avec ce service. Si plusieurs PCR sont désignées, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC211070DR11

Décision portant cessation de fonctions de M. Nicolas Caillon assistant de prévention (AP)¹ au sein de l'unité UMR 5001 intitulée IGE.

LE DIRECTEUR

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC170873DR11 du 24 février 2017 portant nomination de M. Nicolas Caillon aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Nicolas Caillon, dans l'unité du CNRS n°5001., à compter du 04/02/2021.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 9 mars 2021

Le directeur de l'unité
Aurélien Domergue

Aurélien DOMMERGUE

Directeur de l'IGE

Visa du(de la) délégué(e) régional(e) du CNRS

[Le cas échéant] Visa du chef d'établissement partenaire

Pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX

¹ Dans certains cas, la dénomination d'ACMO doit être maintenue à titre transitoire. Plus précisément, si la décision de nomination était une décision de nomination d'ACMO, vous devrez utiliser le vocable "ACMO"

DEC211072DR11

Décision portant nomination de M Grégory Teste aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5001 intitulée IGE.**LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC 201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n° UMR 5001 intitulée IGE et nommant M. Aurélien Domergue en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5001¹ en date du 03/11/2020 ;

Considérant que M Grégory Teste a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la Délégation Alpes avec les partenaires, les 28/04, 05/05, 19/05 2015 ainsi que 14 modules des jeudis de la sécurité.

DECIDE :

Article 1^{er} : M Grégory Teste (*ingénieur d'Etudes*), est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5001 intitulée IGE, à compter du 01/01/2021.

M Grégory Teste exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Grégory Teste est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 09/03/2021

Le directeur de l'unité, Aurélien Domergue



Aurélien DOMMERGUE

Directeur de l'IGE

Visa du délégué régional du CNRS

Visa des partenaires



**Pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX**

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC211962DR12

Décision portant désignation de M. Olivier UTEZA aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7341 intitulée Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques (LP3).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 Décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC193174INSIS du 20 décembre 2019 nommant M. Olivier UTEZA, directeur de l'unité LP3 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources scellées* » délivré à M. Olivier UTEZA le 15 avril 2020 par APAVE ;

Vu la consultation du conseil de laboratoire en date du 28 Mai 2021.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Olivier UTEZA, DR2, est désigné conseiller en radioprotection à compter du 04 mai 2021 jusqu'au 04 mai 2026.

Article 2 : Missions

M. Olivier UTEZA exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 31 mai 2021

Le directeur d'unité
Olivier UTEZA

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Ghislaine GIBELLO

Visa du président d'Aix-Marseille Université
Eric BERTON

DEC201896INSIS

Décision portant renouvellement de Madame Valérie Deplano en qualité de chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC190494INSIS du 22 mai 2019 portant nomination de Madame Valérie Deplano, chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Madame Valérie Deplano, directeur de recherche 2^{ème} classe, est renouvelée dans ses fonctions de chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022 pour 20% de son temps de travail.

Sa mission, rattachée au portefeuille de la directrice adjointe scientifique en charge des thématiques ingénierie des matériaux et des structures, mécanique des solides, biomécanique et acoustique, a pour objet le suivi des activités en bio-ingénierie et bio-mécanique.

Pour l'exercice de cette mission, Madame Valérie Deplano demeure affectée à l'UMR7342 – Institut de recherche sur les phénomènes hors équilibre (IRPHE) – à Marseille.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

17/12/20

Pour le président-directeur général
et par délégation

Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schum

DEC211961DR12

Décision portant désignation de M. Raphaël CLADY aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UMR7341 intitulée Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques (LP3).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 Décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC193174INSIS du 20 décembre 2019 nommant M. Ollivier UTEZA, directeur de l'unité LP3 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources scellées* » délivré à M. Raphaël CLADY le 30 décembre 2020 par RadioProtection Compétences Services ;

Vu la consultation du conseil de laboratoire en date du 15/12/2020.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Raphaël CLADY, IR2, est désigné conseiller en radioprotection à compter du 02 décembre 2020 jusqu'au 1^{er} décembre 2025.

Article 2 : Missions

M. Raphaël CLADY exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 18 mai 2021

Le directeur d'unité
Olivier UTEZA

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Ghislaine GIBELLO

Visa du président d'Aix-Marseille Université
Eric BERTON

DEC212089INEE

Décision portant nomination de Mme Corinne Pardo aux fonctions de chargée de mission**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Mme Corinne Pardo, Ingénieure de recherche de 2^e classe, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut écologie et environnement, du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2022.

Mme Pardo sera rattachée directement auprès du directeur de l'INEE et responsable scientifique et technique du LabEx DRIIHM. Elle aura en charge d'assurer la gouvernance et l'administration du LabEx et de représenter d'autorité le RST du LabEx dans différentes réunions attenantes auprès des directeurs d'OHM ou de ses partenaires académiques et institutionnels.

Pour l'exercice de cette mission, Madame Corinne Pardo demeure affectée à la FR3098 Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux (ECCOREV) – Aix-Marseille Université – Bâtiment CEREG – Europôle méditerranéen de l'Arbois – BP 80 – 13545 Aix-en Provence – Cedex 4.

Article 2

Du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2022, Mme Corinne Pardo percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

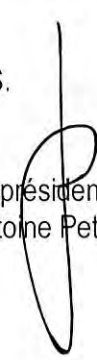
La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation 12 - Provence et Corse.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **16 JUIN 2021**

Le président-directeur général
Antoine Petit



DEC210760DR12

Décision portant nomination de Mme Marion DUMOULIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC171276DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n° UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC) et nommant M. Benoît FLICHE en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR7307 en date du 09/04/2021 ;

Considérant que Mme Marion DUMOULIN a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée en novembre 2020 et janvier 2021 par le CNRS DR12 à Marseille ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Marion DUMOULIN, Assistante Ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC), à compter du 1^{er} février 2021.

Mme Marion DUMOULIN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Marion DUMOULIN est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Aix-en-Provence, le 09/04/2021

Le directeur de l'unité
M. Benoît FLICHE

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Mme Ghislaine GIBELLO

Visa du président d'Aix-Marseille Université
M. Eric BERTON



DEC211709INSHS

Décision portant nomination de M. Marc Bernardot aux fonctions de directeur par intérim et de M. Mohamed Tozy aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'UMR7064 Centre méditerranée de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de l'unité mixte de recherche n°7064 intitulée Centre méditerranée de sociologie, de science politique et d'histoire (MESOPOLHIS) et nommant M. Pierre Fournier directeur et M. Walter Bruyère-Ostells directeur adjoint.

Vu le procès-verbal du Conseil de laboratoire en date du 19 février 2021 ;

Vu l'accord des partenaires ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} avril 2021, M. Marc Bernardot, professeur des universités, est nommé directeur par intérim et M. Mohamed Tozy, professeur, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2021, en remplacement de M. Pierre Fournier et de M. Walter-Bruyère-Ostells.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17/06/2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC211960DR12

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent CHARMASSON, personne compétente en radioprotection de l'UMR7341 intitulée Laboratoire Lasers, Plasmas et Procédés Photoniques (LP3).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n°DEC193174INSI du 20 décembre 2019 nommant M. Olivier UTEZA, directeur de l'UMR7341 ;

Vu décision DEC162309DR12 du 23 septembre 2016 portant nomination de M. Laurent CHARMASSON aux fonctions de PCR,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions de personne compétente en radioprotection exercées par M. Laurent CHARMASSON, dans l'unité du CNRS UMR7341, à compter du 18/05/2021.

Article 2 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 18/05/2021

Le directeur d'unité
Olivier UTEZA

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Ghislaine GIBELLO

DEC212124DR13

Décision portant cessation de fonctions de Mme Agnès CACCIAGUERRA, assistante de prévention (AP) au sein de l'unité 5506 intitulée LIRMM

LE DIRECTEUR

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC181619DR13 du 17/05/2018 portant nomination de Mme Agnès CACCIAGUERRA aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention (AP) exercées par Mme Agnès CACCIAGUERRA, dans l'unité du CNRS n°5506, à compter du 01/06/2021.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Montpellier, le 09/06/2021

Le directeur de l'unité
Philippe POIGNET

Visa du délégué régional du CNRS



DEC211989INSB

Décision portant nomination de Mme Corinne Grey, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°9002 intitulée « Institut de Génétique Humaine (IGH) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°9002 intitulée « Institut de Génétique Humaine (IGH) » ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Corinne Grey, chargée de recherche au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°9002 pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 juin 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC211835INSB

Décision portant nomination de Mme Cécile BOUSQUET-ANTONELLI en qualité de chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur- de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Cécile BOUSQUET-ANTONELLI, Directrice de Recherche de 2^{ème} classe au CNRS, est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des sciences biologiques, du 1^{er} mai 2021 au 31 décembre 2022 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de la section 23 « Biologie végétale intégrative » du Comité National.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Cécile BOUSQUET-ANTONELLI demeure affecté(e) au Laboratoire Génome et Développement des Plantes (LGDP – UMR5096) à Perpignan.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25/05/2021

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC211535INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Florence March, directrice par intérim et de M. Jean-Christophe Mayer, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5186 intitulée Institut de recherche sur la renaissance, l'âge classique et les lumières (IRCL)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5186 intitulée Institut de recherche sur la renaissance, l'âge classique et les lumières (IRCL) et nommant M. Thierry Verdier, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord du partenaire ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

- I. À compter du 1^{er} avril 2021, il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de M. Thierry Verdier, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée.
- II. À compter de cette même date, Mme Florence March, professeure à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2021.
- III. À compter du 1^{er} avril 2021, il est mis fin aux fonctions de Mme Florence March, directrice adjointe de l'unité mixte de recherche susvisée, appelée à d'autres fonctions.
- IV. À compter de cette même date, M. Jean-Christophe Mayer, directeur de recherche au CNRS, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2021.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

8 JUIN 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC212129DR13

Décision portant nomination de M Jérémie SALLES aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5506 intitulée LIRMM

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5506 intitulée Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM), dont le directeur est M. Philippe POIGNET;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5506 en date du 02/04/2021 ;

Considérant que M Jérémie SALLES a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'université de Montpellier, du 01/04/2021 au 08/04/2021.

DECIDE :

Article 1^{er} : M Jérémie SALLES, /R/, est nommé aux fonctions d'assistant(e) de prévention au sein de l'UMR5506 intitulée LIRMM, à compter du 08/04/2021 ;

M Jérémie SALLES exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Jérémie SALLES est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 09/06/2021

Le directeur de l'unité
Philippe POIGNET

Visa du délégué régional du CNRS



DEC210432DR13

Décision portant cessation de fonctions de M. Johann SORET, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR5535 intitulée IGMM

LE DIRECTEUR

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC010138DR13 du 30/09/2013 portant nomination de M. Johann SORET aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Johann SORET, dans l'unité du CNRS n°5535., à compter du 1^{er} janvier 2021.


Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Montpellier, le 18/01/2021

Le directeur de l'unité
Etienne SCHWOB

Visa du délégué régional du CNRS



DEC211594INSHS

Décision portant nomination de Mme Sophie Duchesne aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°5116 intitulée Centre Emile Durkheim - science politique et sociologie comparative (CED).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201515DGDS en date du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5116 intitulée Centre Emile Durkheim - science politique et sociologie comparatives (CED) et nommant M. Xavier Itçaina directeur de cette unité et Mme Delphine Thivet directrice adjointe ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} mai 2021 et jusqu'au 31 août 2021, Mme Sophie Duchesne, directrice de recherche au CNRS, est nommée aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°5116 intitulée Centre Emile Durkheim - science politique et sociologie comparatives (CED), en remplacement de M. Xavier Itçaina.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS

Fait à Paris, le

— 8 JUIN 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC211866DR16

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie d'avances de l'USR 3134 « Centre d'études Alexandrines »

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, l'arrêté du 26 avril 2021 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics nationaux situées à l'étranger,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n°DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant nomination de Mme Hélène NAFTALSKI (MAURY) aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription de Paris Michel-Ange,

Vu, la décision DEC080061DR01 du 03/06/2008 nommant Mme Fanny ALLIAUD régisseur d'avances auprès de l'UMS 1812-USR 3124,

Vu, la décision DEC211865DR16 du 03/05/2021 instituant la régie d'avances de l'USR 3134 Centre d'études Alexandrines.

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 01/06/2021, Mme Sophie PHILIPPOT-LE CAMUS est nommée régisseur de la régie d'avances de l'USR 3134 Centre d'études Alexandrines avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci. Elle remplace Mme Fanny ALLIAUD, régisseur sortant.

Article 2

M. Samir FATHY ABDEL LATIF MOHAMED GHANEM est nommé mandataire suppléant de Mme Sophie PHILIPPOT-LE CAMUS.

La suppléance s'exerce afin d'assurer le remplacement du régisseur pour l'ensemble des opérations de la régie (en cas d'absence du régisseur titulaire) pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

Une remise de service est organisée entre le mandataire suppléant et le régisseur à chaque départ et retour dans le service.

Article 3

- I. Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement d'un montant de 3.800,00€.
- II. Le mandataire suppléant est dispensé de cautionnement.

Article 4

- I. Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité annuelle d'un montant de 320,00€.
- II. Le mandataire suppléant ne perçoit pas d'indemnité responsabilité.
- III. Cette indemnité est réglée sur production, au service des ressources humaines de la délégation régionale, d'une décision annuelle individuelle d'attribution établie par le service financier et comptable dans des délais permettant le rattachement de la dépense à l'exercice en cours.

Article 5

Le régisseur et le mandataire suppléant sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 6

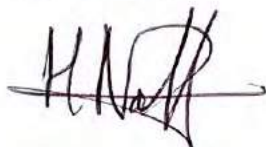
Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal.

Article 7

- I. La présente décision abroge la décision DEC080061DR01 du 03/06/2008 portant nomination du régisseur auprès de la régie d'avances de l'USR 3134 Centre d'études Alexandrines.
- II. La Déléguée régionale et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Paris Michel-Ange sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- III. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le **27/05/2021**

La Déléguée régionale, Hélène MAURY,



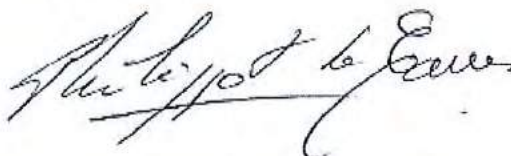
Pour agrément, l'Agent comptable secondaire, Catherine FAUCHET
 L'Agent Comptable Secondaire
 Chef des Services Financiers
 de la Délégation Paris Michel-Ange



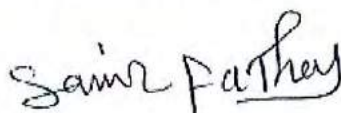
Catherine FAUCHET
 Vu, l'Agent comptable principal, Marie-Laure INISAN-EHRET



Pour acceptation,
 Le régisseur, Sophie PHILIPPOT-LE CAMUS



Pour acceptation,
 Le mandataire suppléant, Samir FATHY ABDEL LATIF MOHAMED GHANEM




DEC192396DR17

Décision portant nomination de M. Erwann VINCE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6197 intitulée Laboratoire de Microbiologie des Environnements Extrêmes

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction n° 122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction n° 123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 portant renouvellement du Laboratoire de Microbiologie des Environnements Extrêmes dont le directeur est M. Mohamed JEBBAR;

Vu l'avis du conseil de laboratoire du 28/06/2019 ;

Considérant que M. Erwann Vince a suivi la formation initiale d'assistant de prévention en février 2009 organisée par la délégation Alpes du CNRS.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Erwann Vince, assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6197 intitulée Laboratoire de Microbiologie des Environnements extrêmes à compter du 01/07/2019.

M. Erwann Vince exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, M. Erwann Vince est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

CNRS

Délégation Bretagne et Pays de la Loire

Parc Alcyone - CS 26936 - 1, rue André et Yvonne Meynier - 35069 RENNES CEDEX

T. 02 99 28 68 68

www.dr17.cnrs.fr

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Plouzané, le **6/11/19**

Le Directeur de l'unité
Professeur Mohamed Jebbar

Directeur de l'UMR6197 LM2E

Mohamed Jebbar

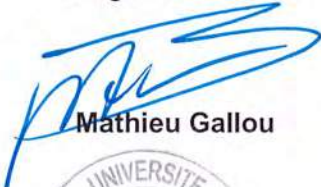
Visa du directeur de l'IFREMER



Patrick VINCENT
Directeur Général Délégué

François Houllier

Visa du Président de l'Université de
Bretagne Occidentale



Mathieu Gallou



Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

pour le Délégué Régional empêché
et par délégation
Anne FAGON
Adjointe au Délégué Régional

Gabrielle Inguscio



DEC202336INS2I

Décision portant nomination de Mme Anne SIEGEL en qualité de chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions (INS2I) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Mme Anne SIEGEL, Directrice de recherche CNRS, est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions (INS2I), à compter du 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2021 pour 40 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi des activités relevant de la « BioInformatique ».

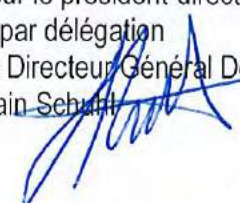
Pour l'exercice de cette mission, Mme Anne SIEGEL demeure affectée à l'UMR6074 « Institut de Recherche en Informatique et Systèmes Aléatoires (IRISA) » à Rennes.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 31.12.20

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schmitt



DR17



DEC210792DR17

Décision portant nomination de Mme Sandy AUGUSTE aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR6283 intitulée Institut des Molécules et Matériaux du Mans (IMMM)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 modifié relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de la certification du formateur ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6283, intitulée Institut des Molécules et Matériaux du Mans (IMMM), dont le directeur est M. Laurent FONTAINE ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources radioactives scellées délivré à Mme Sandy AUGUSTE le 08/10/2020 par l'organisme certifié APERCORA ;

Vu l'avis favorable voté à l'unanimité par le CHSCT de l'Université du Mans du 6 novembre 2020.

DECIDE :

Article 1^{er} : Nomination

Mme Sandy AUGUSTE, Ingénieure d'études, est nommée personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 8 octobre 2020.

CNRS

Délégation Bretagne et Pays de la Loire

Parc Alcyone - CS 26936 - 1, rue André et Yvonne Meynier - 35069 RENNES CEDEX

T. 02 99 28 68 68

www.dr17.cnrs.fr



Article 2 : Missions

Mme Sandy AUGUSTE, exerce les missions prévues aux articles R. 4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de Mme Sandy AUGUSTE, sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Le directeur de l'unité

Gabrielle INGUSCIO

Laurent FONTAINE

Visa du président de l'Université du Mans

Rachid EL GUERJOUA



DEC211988INSIS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Philippe LE MASSON, directeur par intérim et M. Nicolas CARRERE, directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR6027 intitulée « Institut de recherche Henri Dupuy de Lôme » (IRDL)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC180560INSIS en date du 14 mars 2018 portant création de l'unité mixte de recherche n°6027 intitulée Institut de recherche Henri Dupuy de Lôme (IRDL) et nommant M. Pierre-Yves MANACH, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC211378INSIS en date du 15 avril 2021 portant cessation de fonctions et nomination de M. Sylvain CALLOCH, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR6027 intitulée Institut de recherche Henri Dupuy de Lôme (IRDL) ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales.

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Sylvain CALLOCH, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} juillet 2021.

II. A compter de cette même date, M. Philippe LE MASSON, Professeur 1^{ère} classe de l'Université de Bretagne-Sud, et M. Nicolas CARRERE, Professeur 1^{ère} classe de l'École Nationale Supérieure de Techniques Avancées Bretagne, sont nommés respectivement directeur par intérim et directeur-adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 juin 2021.

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC210865INSHS

Décision portant nomination de M. Gaëtan Cliquennois, aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°6297 intitulée Droit et changement social (DCS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 portant notamment renouvellement de l'unité mixte de recherche n°6297 intitulée Droit et changement social (DCS) et nommant M. Rafael Encinas de Munagorri aux fonctions de directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu le procès-verbal du Conseil de laboratoire en date du 8 février 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Gaëtan Cliquennois, chargé de recherche au CNRS, est nommé directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°6297 intitulée Droit et changement social (DCS) du 1^{er} mars 2021 au 31 juillet 2021, en remplacement de M. Rafael Encinas de Munagorri.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

— 8 JUIN 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC211710DR17

Décision portant nomination de M. Ludovic FAVEREAU aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6226 intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes (ISCR)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction n° 122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction n° 123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6226, intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes, dont le directeur est M. Marc FOURMIGUE;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR6226 en date du 31 mars 2021;

Considérant que M. Ludovic FAVEREAU a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée du 8 au 10 février et du 8 au 10 mars 2021 par l'Université de Rennes 1.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Ludovic FAVEREAU, Chargé de recherche, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6226 intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes à compter du 1^{er} avril 2021.

M. Ludovic FAVEREAU exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, M. Ludovic FAVEREAU est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

CNRS

Délégation Bretagne et Pays de la Loire

Parc Alcyone - CS 26936 - 1, rue André et Yvonne Meynier - 35069 RENNES CEDEX

T. 02 99 28 68 68

www.dr17.cnrs.fr



Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le

Le Directeur de l'unité

Marc FOURMIGUE

Visa du Président de l'Université de
Rennes 1

Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

David ALIS

Gabrielle INGUSCIO



DEC211711DR17

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle LIMANTON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6226 intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes (ISCR)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction n° 122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction n° 123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6226, intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes, dont le directeur est M. Marc FOURMIGUE;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'UMR6226 en date du 31 mars 2021;

Considérant que Mme Emmanuelle LIMANTON a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée du 8 au 10 février et du 8 au 10 mars 2021 par l'Université de Rennes 1.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Emmanuelle LIMANTON, Assistante Ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6226 intitulée Institut des Sciences Chimiques de Rennes à compter du 1^{er} avril 2021.

Mme Emmanuelle LIMANTON exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Emmanuelle LIMANTON est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

CNRS

Délégation Bretagne et Pays de la Loire

Parc Alcyone - CS 26936 - 1, rue André et Yvonne Meynier - 35069 RENNES CEDEX

T. 02 99 28 68 68

www.dr17.cnrs.fr



Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le

Le Directeur de l'unité

Marc FOURMIGUE

Visa du Président de l'Université de
Rennes 1

Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

David ALIS

Gabrielle INGUSCIO



DEC211948DR17

Décision portant nomination de Mme Floriane DESPREZ DE GESINCOURT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6539 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Environnement Marin (LEMAR)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction n° 122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction n° 123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 portant renouvellement de l'unité UMR6539 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Environnement Marin (LEMAR) dont le directeur et M. Luis TITO DE MORAIS ;

Vu l'avis du conseil d'unité de l'UMR6539 en date du 9 février 2021;

Considérant que Mme Floriane DESPREZ DE GESINCOURT a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la Délégation Régionale Bretagne - Pays de la Loire du CNRS du 6 au 8 et du 25 au 27 novembre 2013.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Floriane DESPREZ DE GESINCOURT, Assistante Ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6539 intitulée Laboratoire des Sciences de l'Environnement Marin (LEMAR) à compter du 1^{er} mars 2021.

Mme Floriane DESPREZ DE GESINCOURT exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

CNRS

Délégation Bretagne et Pays de la Loire

Parc Alcyone - CS 26936 - 1, rue André et Yvonne Meynier - 35069 RENNES CEDEX

T. 02 99 28 68 68

www.dr17.cnrs.fr



Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Floriane DESPREZ DE GESINCOURT est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Plouzané, le

Le Directeur de l'unité

Luis TITO DE MORAIS

Visa du Président de l'Université de
Bretagne Occidentale

Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

Mathieu GALLOU

Gabrielle INGUSCIO



DE212069DR18

Décision portant nomination de Mme Cindy CLARISSE, aux fonctions de responsable adjointe du service des ressources humaines de la délégation régionale des Hauts-de-France, et cessation de fonctions de Mme Estelle PERU.

LE PRESIDENT - DELEGUE GENERAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC191259DAJ du 30 avril 2019 donnant délégation de signature à Mme Bénédicte SAMYN, déléguée régionale par intérim pour la circonscription Hauts-de-France, notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

Vu la décision DEC191530DR18 du 14 juin 2019 portant nomination de M. Maxime FLAMANT aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Hauts-de-France ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

A compter du 1^{er} juin 2021, Mme Cindy CLARISSE, IECN, est nommée, aux fonctions de responsable adjointe du service des ressources humaines de la délégation régionale Hauts-de-France, en remplacement de Mme Estelle PERU appelée à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 1^{er} juin 2021

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC210866INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Ana Perrin-Heredia, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR73189 intitulée Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique. Épistémologie et Sciences sociales (CURAPP-ESS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC191230INSHS du 11 juillet 2019 portant nomination de Mme Nathalie Le Bouteillec, directrice, Mme Isabelle Gouarné et Mme Stéphanie Guyon, directrices adjointes de l'unité mixte de recherche n°7319 intitulée Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique. Épistémologie et Sciences sociales (CURAPP-ESS) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu le relevé de conclusion du Conseil de laboratoire en date du 15 octobre 2020.

DECIDE :**Article 1^{er}**

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Isabelle Gouarné, directrice adjointe de l'unité mixte de recherche susvisée, à compter du 1^{er} mars 2021.

II. A compter de cette même date, Mme Ana Perrin-Heredia, chargée de recherches au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 juillet 2021.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

8 JUIN 2021

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC202315INS2I

Décision portant nomination de M. Stefano MORETTI aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision (LAMSADE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision (LAMSADE) et nommant Mme Daniela GRIGORI directrice et M. Laurent GOURVES directeur adjoint de cette unité ;

Vu la décision DEC202302INS2I portant cessation de fonctions de M. Laurent GOURVES directeur adjoint de l'unité susvisée ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :


Article 1^{er}

M. Stefano MORETTI, chargé de recherche au CNRS, est nommé directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, à compter du 1^{er} janvier 2021, pour la durée fixée dans la décision DEC181898DGDS portant renouvellement de l'unité UMR7243.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22 décembre 2020



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC202338INS2I

Décision portant nomination de M. Thierry SIMEON en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions (INS2I) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Thierry SIMEON, Directeur de recherche CNRS, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions (INS2I), à compter du 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 30 juin 2021 pour 40 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi des activités relevant de la « Robotique ».

Pour l'exercice de cette mission, M. Thierry SIMEON demeure affecté à l'UPR8001 « Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes du CNRS (LAAS-CNRS) » à Toulouse.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07.01.21

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC202119INC

Décision portant nomination de M. Cédric TARD aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR9168 intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire (LCM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC201643INC portant cessation de fonctions et nomination de M. Cédric TARD, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR9168 intitulée Laboratoire de Chimie Moléculaire (LCM)

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Cédric TARD, CRCN CNRS, est nommé directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au terme du mandat de l'unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC202302INS2I

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent GOURVES, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision (LAMSADÉ)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision (LAMSADÉ) et nommant Mme Daniela GRIGORI directrice et M. Laurent GOURVES directeur adjoint de cette unité ;


DECIDE :**Article 1^{er}**

Il est mis fin aux fonctions de M. Laurent GOURVES, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 12 octobre 2019.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22 décembre 2020



Le Président-directeur général
Antoine Petit

DEC212299DAJ

Décision portant nomination de M. Thierry Dauxois aux fonctions de directeur de l'Institut de Physique

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 1^{er} juillet 2021, M. Thierry Dauxois, directeur de recherche, est nommé directeur de l'Institut de Physique.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC212208DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jean-Luc Moullet, directeur général délégué à l'innovation (DGD-I)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC190562DAJ du 15 mars 2019 portant nomination de M. Jean-Luc Moullet aux fonctions de directeur général délégué à l'innovation (DGD-I) ;

Vu le projet d'avenant n°3 à l'accord-cadre de collaboration conclu le 15 mai 2013 entre la société RENAULT et le CNRS ;

DECIDE :

Art. 1 – Délégation est donnée à M. Jean-Luc Moullet, directeur général délégué à l'innovation, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, l'avenant n°3 susvisé.

Art. 2 – La présente décision sera publiée au *bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 21 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC211999DAJ

Décision portant modification des décisions de délégation de signature des directeurs d'institut

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC180318DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Reynald Pain, directeur de l'institut national de physique nucléaire et physique des particules (IN2P3) ;

Vu la décision DEC180319DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Jacques Maddaluno, directeur de l'institut de chimie (INC) ;

Vu la décision DEC180534DAJ du 1^{er} février 2018 portant délégation de signature à M. Jean-Yves Marzin, directeur de l'institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes (INSIS) ;

Vu la décision DEC183089DAJ du 21 décembre 2018 donnant délégation de signature à M. Ali Charara, directeur de l'institut des sciences de l'information et de leur interactions (INS2I) ;

Vu la décision DEC183258DAJ du 10 janvier 2019 portant délégation de signature à M. André le Bivic, directeur de l'institut des sciences biologiques (INSB) ;

Vu la décision DEC200907DAJ du 27 mars 2020 portant délégation de signature à M. François-Joseph Ruggiu, directeur de l'institut des sciences humaines et sociales (INSHS) ;

Vu la décision DEC202284DAJ du 22 décembre 2020 portant délégation de signature à M. Nicolas Arnaud, directeur de l'institut national des sciences de l'univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – Les visas des décisions DEC180318DAJ, DEC180319DAJ, DEC180534DAJ, DEC183089DAJ, DEC183258DAJ, DEC200907DAJ, DEC202284DAJ précitées sont modifiés comme suit :

1-1 Les termes « **Vu** la décision n°159/87 du 2 décembre 1987 portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de service » ; « **Vu** la décision n°31/90 du 9 février 1990 relative aux comités d'orientation et de surveillance des unités propres de service » ; « **Vu** la décision DEC900267SOSI du 17 septembre 1990 modifiée relative à la composition et au fonctionnement des comités scientifiques des structures opérationnelles de recherche » ; et « **Vu** la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche » sont supprimés.

1-2 Les termes « **Vu** la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS » sont insérés.

Article 2. – L'article 1 des décisions précitées est désormais rédigé comme suit :



« A) UNITES DE RECHERCHE ET UNITES D'APPUI ET DE RECHERCHE

- *les décisions portant modification du rattachement des unités aux sections du comité national de la recherche scientifique et aux délégations régionales ;*
- *les décisions arrêtant la composition des comités scientifiques auprès des unités de recherche ainsi que celles désignant les présidents desdits comités ;*
- *les décisions arrêtant la composition des comités d'orientation et de surveillance des unités d'appui et de recherche sans partenaire ainsi que celles désignant les présidents desdits comités.*

B) GESTION SCIENTIFIQUE

- *les décisions de principe relatives à l'affectation et aux positions des chercheurs et le cas échéant à celles des ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche ;*
- *les décisions relatives à l'attribution des postes de chercheurs, d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche ;*
- *les décisions relatives à l'attribution de crédits aux unités de recherche et d'appui et de recherche ;*
- *les décisions de principe relatives aux transferts de matériels. »*

Article 3. – La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 31 mai 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC212056DAJ

Décision portant modification de la décision DEC193321DAJ portant délégation de signature à M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines (DRH)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC193321DAJ du 7 février 2020 modifiée portant délégation de signature à M. Hugues de la Giraudière, directeur des ressources humaines (DRH) ;

Vu la décision DEC212053DAJ portant fin de fonctions et nomination de M. Stéphane Pagnat aux fonctions de responsable par intérim du service central des concours ;

DECIDE :

Article 1^{er}. - La décision DEC193321DAJ du 7 février 2020 susvisée est modifiée comme suit :

1.1 Les visas sont modifiés comme suit :

- Les termes « *Vu la décision DEC162368DAJ du 25 octobre 2016 portant nomination de M. Eric Migeant aux fonctions de responsable du Service central des concours* » sont supprimés.
- Après les termes « *la décision DEC193323DAJ portant nomination de Mme Valérie Defauquet aux fonctions de responsable de l'Observatoire des métiers et de l'emploi scientifique à la direction des ressources humaines (DRH)* » sont insérés les termes « *Vu la décision DEC212053DAJ portant fin de fonctions et nomination de M. Stéphane Pagnat aux fonctions de responsable par intérim du service central des concours (DRH)* ».

1.2 A l'article 3, les termes « *M. Eric Migeant, responsable du Service central des concours, et en l'absence ou en cas d'empêchement de ce dernier, M. Stéphane Pagnat, responsable adjoint du Service central des concours* » sont supprimés et remplacés par les termes « *M. Stéphane Pagnat, responsable par intérim du service central des concours* ».

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC212072DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas Arnaud, directeur de l'institut national des sciences de l'univers (INSU)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2016 relatif à l'institut national des sciences de l'univers du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181555DAJ du 30 avril 2018 portant nomination de M. Nicolas Arnaud aux fonctions de directeur de l'institut national des sciences de l'univers (INSU) ;

Vu la décision DEC201624DAJ portant nomination de Mme Vanessa Tocut aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'institut national des sciences de l'univers (INSU) ;

DÉCIDE :

Article 1. - Délégation est donnée à M. Nicolas Arnaud, directeur de l'Institut national des sciences de l'univers, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, dans la limite de ses attributions, les actes, décisions, conventions et avenants relevant des domaines suivants :

1.1 – Unités de recherche et unités d'appui et de recherche

- les décisions portant modification du rattachement des unités aux sections du comité national de la recherche scientifique et aux délégations régionales ;
- les décisions arrêtant la composition des comités scientifiques auprès des unités de recherche ainsi que celles désignant les présidents desdits comités ;
- Les décisions arrêtant la composition des comités d'orientation et de surveillance auprès des unités d'appui et de recherche sans partenaire ainsi que celles désignant les présidents desdits comités ;

1.2 – Gestion scientifique



- les décisions de principe relatives à l'affectation et aux positions des chercheurs et le cas échéant à celles des ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions relatives à l'attribution des postes de chercheurs, d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions relatives à l'attribution de crédits aux unités de recherche et d'appui de recherche ;
- les décisions de principe relatives aux transferts de matériels.

Article 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Arnaud, directeur de l'Institut national des sciences de l'univers, délégation est donnée à Mme Vanessa Tocut, directrice adjointe administrative de l'institut national des sciences de l'univers, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, dans la limite de ses attributions, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er} ;

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC212076DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques par intérim

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 portant organisation de la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC212075DAJ portant fin de fonctions et nomination de Mme Valérie Hospital aux fonctions de directrice des affaires juridiques par intérim ;

Vu la décision DEC110653DAJ du 1^{er} mars 2011 portant nomination de Mme Marine Forissier aux fonctions de responsable du pôle ingénierie des structures de la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC140736DAJ du 12 mars 2014 portant nomination de Mme Marie-Laure Bachelerie aux fonctions de responsable du pôle national de conservation des données et documents ;

Vu la décision DEC152293DAJ du 21 octobre 2015 portant cessation de fonction et nominations à la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC171230DAJ du 13 avril 2017 portant nomination de Mme Virginie Charpentier aux fonctions de responsable du pôle responsabilité pénale et maîtrise des risques de la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC172226DAJ du 21 juillet 2017 portant fin de fonctions et nomination de Mme Catherine Delpech aux fonctions de responsable du pôle Conseil d'administration, Ressources et Elections (CARE) – déléguée pour les élections à la direction des affaires juridiques ;

Vu la décision DEC212077DAJ portant nomination de Mme Marie-Laure Colin aux fonctions de responsable du pôle droit public économique et réglementation de la direction des affaires juridiques ;

DECIDE :

Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} juillet 2021, dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques par intérim, à l'effet de signer au nom du président - directeur général du CNRS, les actes, décisions ou documents suivants :

1.1 - En matière de précontentieux et contentieux :

- Les décisions de rejet des recours administratifs préalables ;
- L'ensemble des actes permettant d'assurer la défense du CNRS ;



- L'ensemble des actes relatifs à l'exercice des actions en justice dirigées contre les personnes physiques à l'exception des actions pénales introduites contre des agents du CNRS autres que celles relatives aux infractions de presse ;
- L'ensemble des actes relatifs à l'exercice des actions en justice contre les personnes morales ;
- L'ensemble des actes relatifs à l'exercice du droit d'appel et du pourvoi en cassation ;
- Les décisions relatives à la protection fonctionnelle prévues par les dispositions de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.

1.2 - En matière de dons et legs :

Les actes consécutifs à l'acceptation des dons et legs dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires ainsi que les actes conservatoires et d'administration, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.3 - En matière d'élections :

Les actes relatifs à l'organisation et à l'exécution des différentes consultations nationales des personnels de l'établissement, ou des personnels intéressés par les activités de l'établissement, dans le cadre des instances du CNRS et du comité national de la recherche scientifique.

1.4 - En matière d'exécution contractuelle :

L'ensemble des actes relatifs à l'exécution des conventions, notamment ceux relatifs à la mise en œuvre des clauses d'audit et de contrôle des comptabilités spéciales prévues par contrat, notamment de licence ou d'exploitation.

1.5 - En matière de conservation des données et documents :

L'ensemble des actes attachés à la conservation des données et documents de l'établissement.

Art. 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie Hospital, directrice des affaires juridiques par intérim, délégation est donnée à Mme Marine Forissier, Mme Virginie Charpentier, Mme Catherine Delpech, Mme Nathalie Le Ba, Mme Marie-Laure Colin et à Mme Marie-Laure Bachellerie, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, les actes visés à l'article 1^{er} de la présente décision, dans la limite de leurs attributions respectives.

Art. 3. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 juin 2021



Le président - directeur général

Antoine Petit



DEC212104DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S)

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science ;

Vu le projet de convention entre l'université de Perpignan Via Domitia et le CNRS (2021-2026) ;

DECIDE :

Art. 1^{er} – Délégation est donnée à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, la convention susvisée entre l'université de Perpignan Via Domitia et le CNRS.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC211576DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Eric Chassande-Mottin pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2005 intitulé « Ondes Gravitationnelles » (OG)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision la décision DEC161233DGDS du 16 décembre 2016 portant création du GDR2005 intitulé « Ondes Gravitationnelles » (OG), dont la directrice est Madame Chiara Caprini ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Eric Chassande-Mottin, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric Chassande-Mottin, délégation est donnée à Madame Georgette Diaby, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

La directrice d'unité
Chiara Caprini

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC212014DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Damien Faurie, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR3407 intitulée « Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux » (LSPM)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181906DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UPR3407, intitulée " Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux " (LSPM), dont le directeur est Monsieur Dominique Vrel ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Damien Faurie, professeur des Universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Damien Faurie, délégation est donnée à Madame Nathalie Duros, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villetaneuse, le 16 mars 2021

Le directeur d'unité
Dominique Vrel

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC212059DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Frédéric Valès, adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Villejuif, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 portant nomination de Madame Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Frédéric Valès, adjoint à la déléguée régionale, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric Valès, délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 1^{er} à Madame Charlotte Leiser, adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Villejuif, en charge du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM).

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} juin 2021

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon



DEC212060DR01

Décision portant délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif, aux responsables de services de la délégation (OS)

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 portant nomination de Madame Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC211903DAJ du 31 mai 2021 portant nomination de Monsieur Frédéric Valès aux fonctions d'adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC210933DAJ du 3 mars 2021 portant nomination de Madame Charlotte Leiser aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Île-de-France Villejuif, en charge du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM) ;

Vu la décision portant nomination de Monsieur Baptiste Villain aux fonctions de responsable du service des affaires générales de la délégation Île-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC151537DROI du 15 juillet 2015 portant nomination de Madame Cécile Aït-Kaci aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la circonscription Île-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC162854DROI du 18 novembre 2016 portant nomination de Monsieur Olivier Gautier aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation de la délégation Île-de-France Villejuif ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, délégation est donnée à Monsieur Frédéric Valès, adjoint à la déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon et de Monsieur Frédéric Valès, délégation est donnée à Madame Charlotte Leiser, adjointe à la déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif, en charge du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM), à l'effet de signer tous les actes visés à l'article 1.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, de Monsieur Frédéric Valès et de Madame Charlotte Leiser, délégation est donnée à Monsieur Baptiste Villain, responsable du service des affaires générales de la délégation Ile-de-France-Villejuif, à l'effet de signer tous actes visés à l'article 1.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, de Monsieur Frédéric Valès, de Madame Charlotte Leiser et de Monsieur Baptiste Villain, délégation est donnée à Madame Cécile Aït-Kaci, responsable du service des ressources humaines de la délégation Île-de-France Villejuif, à l'effet de signer tous les actes visés à l'article 1.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Hélène Papillon, de Monsieur Frédéric Valès, de Madame Charlotte Leiser, de Monsieur Baptiste Villain et de Madame Cécile Aït-Kaci, délégation est donnée à Monsieur Olivier Gautier, responsable du service partenariat et valorisation de la délégation Île-de-France Villejuif, à l'effet de signer tous actes visés à l'article 1.

Article 6

La décision n° DEC211249DR01 du 15 mars 2021 est abrogée.

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} juin 2021

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon



DEC212088DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Thierry Mayer, directeur de l'UMR8259 intitulée « Sciences économiques - Sciences Po », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ portant nomination de Madame Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif à compter du 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8259, intitulée « Sciences économiques - Sciences Po », dont le directeur est Monsieur Thierry Mayer ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Thierry Mayer, directeur de l'UMR8259, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry Mayer, délégation de signature est donnée à Monsieur Guillaume Sarrat de Tramezaigues, Assimilé Catégorie A de la Fonction publique, Monsieur Roberto Galbiati, directeur de recherche 2^{ème} classe, et à Madame Pilar Calvo Alvarez, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211130DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} juin 2021

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon



DEC211600DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Delort pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR7539 intitulée « Laboratoire Analyse, Géométrie et Applications » (LAGA)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR7539 intitulée « Laboratoire Analyse, Géométrie et Applications » (LAGA), dont le directeur est Monsieur Julien Barral ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Marc Delort, professeur des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc Delort, délégation est donnée à Monsieur Jean-Philippe Domergue, ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc Delort et de Monsieur Jean-Philippe Domergue, délégation de signature est donnée à Madame Yolande Jimenez, technicienne classe exceptionnelle, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeteuse, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Julien Barral

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC211312DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Anaely Landois pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'ERL8252 intitulée « Centre de recherche sur l'inflammation » (CRI)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181909DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'ERL8252 intitulée « Centre de recherche sur l'inflammation » (CRI), dont le directeur est Monsieur Renato Monteiro ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Anaely Landois, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anaely Landois, délégation est donnée à Madame Milène Berthelot, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Renato Monteiro

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211592DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Kadidja Mahcer pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7212 intitulée « Génome, Biologie cellulaire et Thérapeutique » (GenCellDi)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision décision DEC181898DGDS du 21 décembre portant renouvellement de l'unité UMR7212, intitulée « Génome, Biologie cellulaire et Thérapeutique » (GenCellDi), dont le directeur est Monsieur Jean Soulier ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Kadidja Mahcer, technicienne, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Kadidja Mahcer, délégation est donnée à Madame Soniah Raharinosy, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Jean Soulier

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211662DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Joëlle Cohen-Tannoudji pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR8251 intitulée « Unité de biologie fonctionnelle et adaptative » (BFA)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8251 intitulée « Unité de biologie fonctionnelle et adaptative » (BFA), dont le directeur est Monsieur Jean-Marie Dupret ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Joëlle Cohen-Tannoudji, professeure des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Joëlle Cohen-Tannoudji, délégation est donnée à Madame Françoise Contamina, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Jean-Marie Dupret

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211672DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Hugues Feler pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8563 intitulée « Centre de recherches linguistiques sur l'Asie orientale » (CRLAO)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8563, intitulé « Centre de recherches linguistiques sur l'Asie orientale » (CRLAO), dont la directrice est Madame Françoise Bottéro ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Hugues Feler, technicien de classe exceptionnelle, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

La directrice d'unité
Françoise Bottéro

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211674DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Douglas Robinson pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9003 intitulée « Laboratoire Interdisciplinaire Sciences, Innovations, Sociétés » (LISIS)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'UMR9003 intitulée « Laboratoire Interdisciplinaire Sciences, Innovations, Sociétés » (LISIS), dont le directeur est Monsieur David Demortain

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Douglas Robinson, chargé de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Douglas Robinson, délégation est donnée à Madame Corinne Palmas, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marne La Vallée, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
David Demortain

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211679DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Christine Grave pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3563 intitulée « Enveloppes fluides : de la ville à l'exobiologie » (EFLUVE)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'UMS3563 intitulée « Enveloppes fluides : de la ville à l'exobiologie » (EFLUVE), dont le directeur est Monsieur Matthias Beekmann ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Christine Grave, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Créteil, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Matthias Beekmann

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211680DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Marie-Anne Rey-Cuille pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMS3633 intitulée « Structure Fédérative de Recherche Necker »

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2019 portant renouvellement de l'UMS3633 intitulée « Structure Fédérative de Recherche Necker », dont le directeur est Monsieur Alain Charbit ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Marie-Anne Rey-Cuille, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Anne Rey-Cuille, délégation est donnée à Madame Stéphanie Massare, ingénieure d'études hors classe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Alain Charbit

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211681DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Nadine Dardenne pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3726 « Centre pour Les humAnités nuMériques et l'histOiRe » de la justice (CLAMOR)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMS3726 intitulée « Centre pour Les humAnités nuMériques et l'histOiRe », dont le directeur est Monsieur Marc Renneville ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Nadine Dardenne, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nadine Dardenne, délégation est donnée à Madame Sophie Victorien, ingénieure de recherche 2^{ème} classe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Aubervilliers, le 15 mars 2021

Le directeur d'unité
Marc Renneville

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211904DAJ

Décision portant modification de la décision DEC210871DAJ du 3 mars 2021 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif (DR01)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC210871DAJ du 3 mars 2021 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif (DR01) ;

Vu la décision DEC211903DAJ portant nomination de M. Frédéric Vales aux fonctions d'adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – Aux visas de la décision DEC210871DAJ précitée, les termes « ***Vu** la décision DEC180016DAJ du 18 janvier 2018 portant nomination de M. Sylvain-Karl Gosselet aux fonctions d'adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Paris-Villejuif (DR01)* » sont supprimés.

Les termes « ***Vu** la décision DEC211903DAJ portant nomination de M. Frédéric Vales aux fonctions d'adjoint à la déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif* » sont insérés après les termes « ***Vu** la décision DEC210868DAJ portant nomination de Mme Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Villejuif* ».

Article 2. – Dans l'ensemble de la décision, les termes « *M. Sylvain-Karl Gosselet* » sont remplacés par les termes « *M. Frédéric Vales* ».

Article 3. – La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 31 mai 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC211957DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Hélène Perrin, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR7538 intitulée « Laboratoire de physique des lasers » (LPL)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR7538 intitulée « Laboratoire de physique des lasers » (LPL), dont la directrice est Madame Anne Amy-Klein ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Hélène Perrin, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène Perrin, délégation est donnée à Monsieur Alexandre Sourie, ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène Perrin et de Monsieur Alexandre Sourie, délégation est donnée à Madame Carole Grangier, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villetaneuse, le 16 mars 2021

La directrice d'unité
Anne Amy-Klein

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211958DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel Poisson pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8043, intitulée « Institut Français de Recherche sur l'Asie de l'Est » (IFRAE)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR8043, intitulée « Institut Français de Recherche sur l'Asie de l'Est » (IFRAE), dont la directrice est Madame Estelle Bauer ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Emmanuel Poisson, professeur des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

La directrice d'unité
Estelle Bauer

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211155DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Alain Schaffner, directeur de l'UMR7172 intitulée « Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité » (THALIM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210868DAJ du 3 mars 2021 nommant Madame Marie-Hélène Papillon déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter 15 mars 2021 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR7172, intitulée « Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité » (THALIM), dont le directeur est Monsieur Alain Schaffner ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Alain Schaffner, directeur de l'UMR7172, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant



unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain Schaffner, délégation de signature est donnée à Monsieur Sarga Moussa, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC202170DR01 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 15 mars 2021

La déléguée régionale

Marie-Hélène Papillon

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC212006DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur François-Mathieu Poupeau pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité l'UMR8134 intitulée « Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés » (LATTS)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC142119DGDS du 18 décembre 2014 portant renouvellement de l'UMR8134 intitulée « Laboratoire techniques, territoires et sociétés » (LATTS), dont la directrice est Madame Nathalie Roseau ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur François-Mathieu Poupeau, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François-Mathieu Poupeau, délégation est donnée à Monsieur Alexandre Mathieu-Fritz, professeur des universités, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François-Mathieu Poupeau et de Monsieur Alexandre Mathieu-Fritz, délégation est donnée à Madame Assetou Coulibaly, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marne-La-Vallée, le 16 mars 2021

La directrice d'unité
Nathalie Roseau

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC212008DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Yvonne Treis pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8135 intitulée « Langage, langues et cultures d'Afrique noire » (LLACAN)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8135 intitulée « Langage, langues et cultures d'Afrique noire » (LLACAN), dont le directeur est Monsieur Mark Van De Velde ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Yvonne Treis, chargée de recherche à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Yvonne Treis, délégation est donnée à Madame Jeanne Zerner, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Yvonne Treis et de Madame Jeanne Zerner, délégation est donnée à Madame Magali Sansonetti, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Yvonne Treis et de Madame Jeanne Zerner, et de Madame Magali Sansonetti, délégation est donnée à Madame Isabelle Alaniece, technicienne de classe normale, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Yvonne Treis et de Madame Jeanne Zerner, de Madame Magali Sansonetti, et de Madame Isabelle Alaniece délégation est donnée à Monsieur Claude Rilly, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 6

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 16 mars 2021

Le directeur d'unité
Mark Van De Velde



DEC212010DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Giuseppe Castagna pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR8243 intitulée « Institut de recherche en informatique » (IRIF)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8243 intitulée « Institut de recherche en informatique » (IRIF), dont le directeur est Monsieur Frédéric Magniez ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Giuseppe Castagna, directeur de recherche 1ère classe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16 mars 2021

Le directeur d'unité
Frédéric Magniez

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC212012DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Corinne Sagné pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS2009 intitulée « BIOMEDTECH Facilities »

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'UMS2009 intitulée « BIOMEDTECH Facilities », dont la directrice est Madame Evelyne Bendirdjian ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Corinne Sagné, chargée de recherche classe normale, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16 mars 2021

La directrice d'unité
Evelyne Ségal-Bendirdjian

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211660DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Rhalida Linda Amrani pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8239 intitulée « Centre d'Études Européennes et de Politique Comparée » (CEE)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8239 intitulée « Centre d'Études Européennes et de Politique Comparée » (CEE), dont la directrice est Madame Florence Haegel ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Rhalida Linda Amrani, assimilée catégorie A de la fonction publique, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 mars 2021

La directrice d'unité
Florence Haegel,

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC212038DR02

Décision modificative portant délégation de signature à Mme Anouk BARBEROUSSE, directrice de l'unité UMR8011 intitulée Sciences, Ethique et Société (SES), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité UMR8011 intitulée Sciences, Ethique, Société (SES), dont la Directrice est Mme Anouk BARBEROUSSE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Anouk BARBEROUSSE, directrice de l'unité UMR8011, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anouk BARBEROUSSE, délégation de signature est donnée à M. Jeff ALEXANDRE, gestionnaire de laboratoire (T), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190505DR02 du 31 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC212257DR02

Décision modificative portant délégation de signature à M. Eric THIEBAUT, directeur de l'unité UMS2017 intitulée OSU Stations Marines (STAMAR), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 portant création ex nihilo pour 4 ans de l'unité UMS2017 intitulée OSU Stations Marines (STAMAR), dont le directeur est M. Eric THIEBAUT ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Eric THIEBAUT, directeur de l'unité UMS2017, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric THIEBAUT, délégation de signature est donnée à M. Gurvan CAROU Responsable financier (IECN), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200622DR02 du 20 février 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC212233DR02

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181901DGDS du 21 décembre 2018 portant création pour 2 ans de l'unité FRE2032, intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique dont la directrice est Mme Joëlle VINH ;

Vu la décision DEC211037INSB du 21 janvier 2021 portant prolongation de 3 mois de l'unité FR2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique dont la directrice est Mme Joëlle VINH ;

Vu la décision DEC211532INSB du 27 mai 2021 portant prolongation de 3 mois de l'unité FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique, dont la directrice est Mme Joëlle VINH;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Iman HADDAD (IE), à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La Directrice d'unité
Joelle VINH

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC212206DR02

Décision modificative portant délégation de signature à Mme Joëlle VINH, directrice de l'unité FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181901DGDS du 21 décembre 2018 portant création pour 2 ans de l'unité FRE2032, intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique dont la directrice est Mme Joëlle VINH ;

Vu la décision DEC211037INSB du 21 janvier 2021 portant prolongation de 3 mois de l'unité FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique dont la directrice est Mme Joëlle VINH ;

Vu la décision DEC211532INSB du 27 mai 2021 portant prolongation de 3 mois de l'unité FRE2032 intitulée Spectrométrie de masse biologique et protéomique, dont la directrice est Mme Joëlle VINH ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Joëlle VINH, directrice de l'unité FRE2032, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Joëlle VINH, délégation de signature est donnée à Mme Iman HADDAD (IE), Mme Emmanuelle DEMEY (IE), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC190481DR02 du 29 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC212204DR02

Décision modificative portant délégation de signature à M. Carlo ADAMO, directeur de l'unité UMR8060 intitulée Institute of Chemistry for Life and Health Sciences (i-CLeHS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 12 décembre 2020 portant création de l'unité UMR8060 intitulée Institute of Chemistry for Life and Health Sciences (i-CLeHS), dont le directeur est M. Carlo ADAMO ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Carlo ADAMO, directeur de l'unité UMR8060, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Carlo ADAMO, délégation de signature est donnée à M. Gilles GASSER, Directeur Adjoint et à Mme Florence ROUILLÉ, Assistante de Gestion (T), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC202374DR02 du 25 février 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC212034DR02

Décision modificative portant délégation de signature à M. Mathias GIREL, directeur de l'unité UMS3610 intitulée Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences (CAPHES), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS3610 intitulée Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences (CAPHES), dont le directeur est M. Mathias GIREL;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Mathias GIREL, directeur de l'unité UMS3610, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mathias GIREL, délégation de signature est donnée à M. Jeff ALEXANDRE (T), gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190514DR02 du 31 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC211634DR02

Décision portant délégation de signature à M. Antonino Marco SAITTA, directeur de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie - IMPMC, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie - IMPMC, dont le directeur est M. Guillaume FIQUET et MM. Karim BENZERARA et Mathieu ROSKOSZ, directeurs-adjoints ;

Vu la décision DEC210884INP modifiée du 13 avril 2021 portant cessation de fonctions de M. Guillaume FIQUET et nomination à compter du 1^{er} avril 2021 respectivement de M. Antonino Marco SAITTA aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Sandra NINET et M. Daniele ANTONANGELI, directrice-adjointe et directeur-adjoint par intérim de l'UMR7590 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Antonino Marco SAITTA, directeur de l'unité UMR7590, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antonino Marco SAITTA, délégation de signature est donnée à M. Mathieu ROSKOSZ (PR), directeur-adjoint, Mme Sandra NINET (MC), directrice-adjointe, M. Daniele ANTONANGELI (DR), directeur-adjoint, M. Bruno MOAL (IR), secrétaire général et Mme Ouafa FAOUZI (AI), responsable financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC202375DR02

Décision portant délégation de signature à M. Tarik MEZIANE, directeur de plein exercice de l'unité UMR8067 intitulée Biologie des organismes et écosystèmes aquatiques - BOREA, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC210754INEE du 15 mars 2021 portant création pour 3 ans de l'unité UMR8067 intitulée Biologie des organismes et écosystèmes aquatiques - BOREA, dont le directeur par interim est M. Tarik MEZIANE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Tarik MEZIANE, directeur de l'UMR8067, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 144 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2019.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Tarik MEZIANE, délégation de signature est donnée à Mme Laetitia APRILE-LARAND (T), responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC212043DR02

Décision modificative portant délégation de signature à M. David POINTCHEVAL, directeur de l'unité UMR8548 intitulée Département d'Informatique de l'Ecole Normale Supérieure (DIENS), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1^{er} août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8548 intitulée Département d'Informatique de l'Ecole Normale Supérieure (DIENS), dont le directeur est M. David POINTCHEVAL ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. David POINTCHEVAL, directeur de l'unité UMR8548, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. David POINTCHEVAL, délégation de signature est donnée à M. Pierre SENELLART, Directeur Adjoint et à Mme Lise-Marie BIVARD, Responsable Administrative (AI), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC183168DR02 du 07 Janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégante) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale
Véronique Debisschop



DEC212020DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9012, intitulée « Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie », dont le directeur est Monsieur Achille STOCCHI ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Fadi IBRAHIM, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, délégation est donnée à Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM et de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, délégation est donnée à Madame Nathalie ARLAUD, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON et de Madame Nathalie ARLAUD, délégation est donnée à Madame Corinne POULAIN, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, de Madame Nathalie ARLAUD et de Madame Corinne POULAIN, délégation est donnée à Madame Valérie CHAMBERT, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, de Madame Nathalie ARLAUD, de Madame Corinne POULAIN, de Madame Valérie CHAMBERT, délégation est donnée à Madame Virginie QUIPOURT, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, de Madame Nathalie ARLAUD, de Madame Corinne POULAIN, de Madame Valérie CHAMBERT, de Madame Virginie QUIPOURT, délégation est donnée à Madame Anne-Laure GALLET, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 8

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 9

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à , le 15 mai 2021

Le directeur d'unité
Monsieur Achille STOCCHI

DEC212040DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince Ringuet

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7638, intitulée « Laboratoire Leprince Ringuet », dont le directeur est Monsieur Yves SIROIS ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS, délégation est donnée à Monsieur Michel HOARAU, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 01/04/2021

Le directeur d'unité
Monsieur Yves SIROIS

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC212019DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Achille STOCCHI*, directeur de l'unité UMR9012 intitulée *Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 nommant Monsieur Benoît FORÊT délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 1^{er} février 2021 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9012, intitulée « Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie », dont le directeur est Monsieur Achille STOCCHI ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Achille STOCCHI, délégation de signature est donnée à Monsieur Fadi IBRAHIM, directeur de recherche, Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, directeur de recherche, Madame Nathalie ARLAUD, ingénieure d'études, Madame Corinne POULAIN, ingénieure d'études, Madame Valérie CHAMBERT, ingénieure de recherche, Madame Virginie QUIPOURT, ingénieure d'études et Madame Anne-Laure GALLET, ingénieures d'études aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC210349DR04 du 01/02/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 15 mai 2021

Le délégué régional
Monsieur Benoît FORÊT

DEC212039DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Yves SIROIS*, directeur de l'unité *UMR7638* intitulée *Laboratoire Leprince Ringuet*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 nommant Monsieur Benoît FORÊT délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 1^{er} février 2021 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7638, intitulée « Laboratoire Leprince Ringuet », dont le directeur est Monsieur Yves SIROIS ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Yves SIROIS, directeur de l'unité UMR7638, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves SIROIS, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS, directeur de recherche, et Monsieur Michel HOARAU, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC210219DR04 du 01/02/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 01/04/2021

Le délégué régional
Monsieur Benoît FORÊT

DEC200185DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Nadia Naffakh, directrice de l'unité GDR2073 intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavelier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC191251DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité GDR2073, intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU), dont la directrice est Mme Nadia Naffakh ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Nadia Naffakh, directrice de l'unité GDR2073, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nadia Naffakh, délégation de signature est donnée à, Mme Mélanie Weigel, IE, Mme Nantsoaniaina Razafinarivo, IE, Mme Fanny Morland, T, Mme Elisabeth Darius, T, et Mme Catherine Houy-Lemaire, T aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 1^{er} janvier 2020

Le délégué régional
Philippe Cavalier



DEC200186DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Mélanie Weigel, Mme Nantsoaniaina Razafinarivo, Mme Fanny Morland, Mme Elisabeth Darius, et Mme Catherine Houy-Lemaire, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2073 intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191251DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité GDR2073, intitulée Groupement de recherche sur les virus influenza (RESAFLU), dont la directrice est Mme Nadia Naffakh ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Mélanie Weigel, IE, Mme Nantsoaniaina Razafinarivo, IE, Mme Fanny Morland, T, Mme Elisabeth Darius, T, et Mme Catherine Houy-Lemaire, T, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} janvier 2020

La directrice d'unité
Nadia Naffakh

¹ Pour mémoire la directrice d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC212055DAJ

Décision portant modification de la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC212054DAJ portant nomination de M. Eric Migeant aux fonctions d'adjoint au délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05) ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – La décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 susvisée est modifiée comme suit :

1.1 Aux visas, les termes « *Vu la décision DEC212054DAJ portant nomination de M. Eric Migeant aux fonctions d'adjoint au délégué régional de la circonscription Ile-de-France Meudon (DR05)* » sont insérés après les termes « *Vu la décision DEC201016DR05 du 12 mai 2020 portant nomination de Mme Nathalie Royer aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon* ».

1.2 Un article 2. Bis est ajouté est rédigé comme suit :

« *Art. 2. Bis*

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional, délégation est donnée à M. Eric Migeant, adjoint au délégué régional, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président - directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1 et à l'article 2. »

1.3 Aux articles 3. et 3. Bis, les termes « *et de M. Eric Migeant, adjoint au délégué régional* » sont ajoutés à la suite des termes « *En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional* ».

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC212122DR05

Décision portant délégation de signature à M. Éric Migevant pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant M. Philippe Cavelier, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Éric Migevant, adjoint au délégué régional, à l'effet de signer au nom du délégué régional tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

La présente décision prend effet au 1^{er} juillet 2021.

Article 3

La décision n° DEC141486DR05 du 15 mai 2014 est abrogée.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 9 juin 2021

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC212211DR05

Décision portant délégation de signature à M. Sébastien Turci, directeur de l'unité MOY1688 intitulée Direction déléguée aux achats et à l'innovation (DDAI) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavelier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC100172DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifié portant organisation de la direction de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion ;

Vu la décision DEC211796DAJ du 23 avril 2021 nommant M. Sébastien Turci directeur délégué aux achats et à l'innovation, à compter du 26 avril 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Sébastien Turci, directeur de l'unité MOY1688, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien Turci, délégation de signature est donnée à Mme Hélène Bodereau, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200667R05 du 1^{er} janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 15 juin 2021

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC212191DR05

Décision portant délégation de signature à M. Éric Migevant, adjoint au délégué régional, à Mme Christelle Le Moullec, responsable du service partenariat et valorisation, à Mme Béatrice Jeanmichel, responsable du service des affaires générales, à Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, à M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional de la délégation Ile-de-France Meudon

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant M. Philippe Cavelier, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC212054DAJ du 4 juin 2021 nommant M. Éric Migevant, aux fonctions d'adjoint au délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la décision n° DEC110220DR05 du 17 janvier 2011 nommant Mme Christelle Le Moullec, aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation de la délégation Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision n° DEC151078DR05 du 20 avril 2015 nommant Mme Béatrice Jeanmichel, aux fonctions de responsable du service des affaires générales de la délégation Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision n° DEC183273DR05 du 18 décembre 2018 nommant M. Pascal Simier, aux fonctions de responsable du service logistique et technique de la délégation Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision n° DEC201016DR05 du 12 mai 2020 nommant Mme Nathalie Royer, aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Meudon ;

DECIDE :



Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon, délégation est donnée à M. Éric Migevant, adjoint au délégué régional, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon, et de M. Éric Migevant, adjoint au délégué régional, délégation est donnée à :

- Mme Christelle Le Moullec, responsable du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relatifs aux activités et au fonctionnement de son service et relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de M. Philippe Cavelier,
- Mme Béatrice Jeanmichel, responsable du service des affaires générales, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de M. Philippe Cavelier,
- M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relatifs aux activités et au fonctionnement de son service et relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de M. Philippe Cavelier,
- Mme Nathalie Royer, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relatifs aux activités et au fonctionnement de son service et relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de M. Philippe Cavelier.

Article 3

Les décisions n° DEC180581DR05 du 5 février 2018, n° DEC200838DR05 du 2 mars 2020, n° DEC201034DR05 du 19 mai 2020 sont abrogées.

Article 4

La présente décision prend effet au 1^{er} juillet 2021.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 9 juin 2021

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC211516DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Karine NAUDIN, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité GDR2063 intitulée Recyclage et emploi des matériaux de l'architecture aux périodes anciennes (RemArch)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181912DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité de l'unité GDR2063 intitulée Recyclage et emploi des matériaux de l'architecture aux périodes anciennes (RemArch) dont le directeur est Philippe DILLMANN ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mme Karine NAUDIN, gestionnaire, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy , 18 mars 2021

le directeur d'unité
Philippe DILLMANN

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211515DR06

Décision portant délégation de signature à M. Philippe DILLMANN directeur de l'unité GDR2063 intitulée Recyclage et emploi des matériaux de l'architecture aux périodes anciennes (RemArch), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC181912DGDS du 21 décembre 2018 portant création de l'unité de l'unité GDR2063 intitulée Recyclage et emploi des matériaux de l'architecture aux périodes anciennes (RemArch) dont le directeur est Philippe DILLMANN ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mr. Philippe DILLMANN directeur de l'unité GDR2063 à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de Mr. Philippe DILLMANN, délégation de signature est donnée à Mme Karine NAUDIN, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192248DR06 du 26/08/2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy , le 18 mars 2021

La Déléguée Régionale
Edwige HELMER-LAURENT



DEC210590DR07

Décision portant délégation de signature à Mme Sylvie BAUDINO, directrice de l'unité UMR5079 intitulée Laboratoire de biotechnologies végétales appliquées aux plantes aromatiques et médicinales, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric FAURE délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR5079, intitulée Laboratoire de biotechnologies végétales appliquées aux plantes aromatiques et médicinales, dont la directrice est Sylvie BAUDINO ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mme Sylvie BAUDINO, directrice de l'unité UMR5079, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision, qui prend effet au 12 janvier 2021, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 25 janvier 2021

Le délégué régional
Frédéric FAURE



DEC211963DR07

Décision modifiant la décision n° DEC211271DR07 du 16 Mars 2021, portant délégation de signature à Mme Nathalie **HURET, directrice de l'unité UAR833 intitulée Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand**, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR833, intitulée Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand, dont la directrice est Nathalie HURET ;

Vu la décision DEC211271DR07 du 16 Mars 2021, portant délégation de signature à Madame Nathalie Huret, directrice de l'unité UAR833 intitulée Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DECIDE :

Article 1er

L'article 2 de la decision n° DEC211271DR07 du 16 Mars 2021, est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie HURET, délégation de signature est donnée à Mme Lucia GURIOLI, directrice adjointe, à Mme Christelle ROSSIN, directrice adjointe et à M. Jean-Luc BARAY, directeur adjoint, à M. Pascal BEYRIE, Ingénieur d'études et à Madame Valérie GUESNEAU, Assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 2

La présente décision, qui prend effet au 1er mars 2021, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 19 Mai 2021

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC210593DR07

Décision portant délégation de signature à M. Samir MERABET, directeur de l'unité UAR3444 intitulée SFR Biosciences, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric FAURE délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3444, intitulée SFR Biosciences, dont le directeur est Samir MERABET ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Samir MERABET, directeur de l'unité UAR3444, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Samir MERABET, délégation de signature est donnée à M. Yann LEVERRIER, directeur adjoint et à Mme Anaïs JACQUIN, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision, qui prend effet au 19 janvier 2021, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 25 janvier 2021

Le délégué régional
Frédéric FAURE



DEC210592DR07

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie CHIARI, directrice de l'unité UAR3550 intitulée MSH MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric FAURE délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3550, intitulée MSH MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME, dont la directrice est Sophie CHIARI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sophie CHIARI, directrice de l'unité UAR3550, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie CHIARI, délégation de signature est donnée à Mme Isabelle WRZESNIEWSKI, Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 25 janvier 2021

Le délégué régional
Frédéric FAURE



DEC210591DR07

Décision portant délégation de signature à M. Guido PINTACUDA, directeur de l'unité UMR5082 intitulée Centre de RMN à Très Hauts Champs de Lyon, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric FAURE délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR5082, intitulée Centre de RMN à Très Hauts Champs de Lyon, dont le directeur est Guido PINTACUDA ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Guido PINTACUDA, directeur de l'unité UMR5082, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guido PINTACUDA, délégation de signature est donnée à Mme Anne FILLON LESAGE, Ingénieur de recherche et à Mme Camille CHABILAN, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 25 janvier 2021

Le délégué régional
Frédéric FAURE



DEC212033DR08

Décision portant délégation de signature à M Philippe HUSI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7324 intitulée Cités, territoires, environnement et sociétés (CITERES)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 Décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7324 Cités, territoires, environnement et sociétés (CITERES) dont la Directrice est Mme Nora SEMMOUD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe HUSI, Ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe HUSI, délégation est donnée à Mme Marie-Pierre LEFEUVRE, Professeure des Universités aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe HUSI et de Mme Marie-Pierre LEFEUVRE, délégation est donnée à M. José SERANO, Professeur des Universités aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe HUSI, de Mme Marie-Pierre LEFEUVRE et M. José SERANO, délégation est donnée à M. Romeo CARABELLI, Ingénieur de recherche aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe HUSI, de Mme Marie-Pierre LEFEUVRE, de M. José SERANO et de M. Romeo CARABELLI, délégation est donnée à Mme Jennifer LOULLIER, Assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 6

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 26 mai 2021

La directrice d'unité
Nora SEMMOUD



DEC212253DR10

Décision portant délégation de signature à M. Christian GAUTHIER, directeur de l'unité UPR22 intitulée Institut Charles Sadron, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UPR22, intitulée Institut Charles Sadron, dont le directeur est M. Christian GAUTHIER ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian GAUTHIER, directeur de l'unité UPR22, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GAUTHIER, délégation de signature est donnée à M. Philippe CHOFFEL, Ingénieur de recherche, dans la limite de 25 000 € HT maximum, à Mme Katia BRUZZONE, Assistante ingénieur, dans la limite de 10 000 € HT maximum, à Mme Virginie OBERLE, Assistante ingénieur, dans la limite de 10 000 € HT maximum, et à M. Mathias ECK, Assistant ingénieur, dans la limite de 10 000 € HT maximum, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC181531DR10 du 26 avril 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **21 JUIN 2021**



Le délégué régional
Patrice SOULLIE

DEC212197DR10

Décision portant délégation de signature à M. Yves MELY, directeur de l'unité UMR7021 intitulée Laboratoire de Bioimagerie et Pathologies, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant la création de l'unité UMR7021, intitulée Laboratoire de Bioimagerie et Pathologies, dont le directeur est M. Yves MELY ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yves MELY, directeur de l'unité UMR7021, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves MELY, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Elisabeth WERNERT, Assistante ingénieur, à Mme Ingrid BARTHEL, Technicienne, et à Mme Monique DONTENWILL, Directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC181048DR10 du 14 mars 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

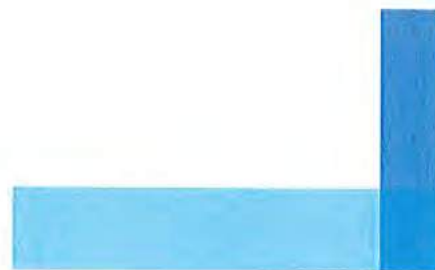
Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le **14 JUIN 2021**

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC201979DR11

Décision portant délégation de signature à M. Winfried WEISSENHORN, directeur de l'unité UMR5075 intitulée Institut de Biologie Structurale (IBS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC170960DAJ du 28 mars 2017 portant nomination de M. Jérôme PARET, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2016, de l'unité UMR5075 intitulée Institut de Biologie structurale (IBS), dont le directeur est M. Winfried WEISSENHORN, et M. Jacques NEYTON, le directeur adjoint ;

Vu la décision DEC170574INSB du 20 février 2017, portant nomination de Mme Cécile BREYTON, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°5075 intitulée Institut de Biologie structurale (IBS), à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

Vu la décision DEC170575INSB du 20 février 2017, portant nomination de M. Martin BLACKLEDGE aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n°5075 intitulée Institut de Biologie structurale (IBS), à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée à Winfried WEISSENHORN, directeur de l'unité UMR5075, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Winfried WEISSENHORN, délégation de signature est donnée à Mme Cécile BREYTON, directrice adjointe par intérim, DR CNRS, M. Martin BLACKLEDGE, directeur adjoint par intérim, chercheur CEA, Mme Joséphine RAMON, IR CEA, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, à M. Paul SAINTOMER, IE CEA, contrôleur de gestion, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} dans la limite de 10.000 €, à Mmes Isabelle DOS SANTOS, TCE CNRS, gestionnaire, et Mme Dominique RIBEIRO, TCS CNRS, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} dans la limite de 4.000 € HT.

Article 3

La décision n° DEC171621DR11 du 1^{er} juin 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 9 novembre 2020

Le délégué régional
Jérôme PARET

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC210288DR11

Décision portant délégation de signature à Mme Bérengère DUBRULLE, directrice de l'unité UAR2002 intitulée Ecole de Physique des Houches, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC170960DAJ du 28 mars 2017 portant nomination de M. Jérôme PARET, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR2002 intitulée Ecole de Physique des Houches, dont la directrice est Mme Bérengère DUBRULLE, et M. Philippe PEYLA, le directeur adjoint ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Bérengère DUBRULLE, directrice de l'unité UAR2002, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Bérengère DUBRULLE, délégation de signature est donnée à M. Philippe PEYLA, PR UGA, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC171667DR11 du 1^{er} juin 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 14 janvier 2021.

Le délégué régional,
Jérôme Paret



DEC210393DR11

Décision portant délégation de signature Mme Christine VERDIER, directrice de l'unité FR3391 intitulée Innovation, Connaissances et Société (INNOVACS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC170960DAJ du 28 mars 2017 portant nomination de M. Jérôme PARET, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC201514DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité FR3391 intitulée Innovation, Connaissances et Société (INNOVACS), dont la directrice est Mme Christine VERDIER et Mme Amélie FAVREAU, la directrice adjointe ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée Mme Christine VERDIER, directrice de l'unité FR3391, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement Mme Christine VERDIER, délégation de signature est donnée à Mme Amélie FAVREAU, MCF UGA, directrice adjointe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC200001DR11 du 2 janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 15 janvier 2021.

Le délégué régional,
Jérôme Paret



DEC210496DR11

Décision portant délégation de signature à M. Aurélien BARRAU, directeur de l'unité FR3620 intitulée Centre de Physique Théorique de Grenoble-Alpes (CPTGA), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210021DAJ du 15 janvier 2021 portant nomination de Mme Isabelle DHÉ, aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 18 janvier 2021 ;

Vu la décision DEC201514DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité FR3620 intitulée Centre de Physique Théorique de Grenoble-Alpes (CPTGA), dont le directeur est M. Aurélien BARRAU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Aurélien BARRAU, directeur de l'unité FR3620, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Aurélien BARRAU, délégation de signature est donnée à M. Camille SERVOZ-GAVIN, AI CNRS, responsable administratif, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC210389DR11 du 15 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 25 janvier 2021.

La déléguée régionale par intérim,
Isabelle DHÉ



DEC210530DR11

Décision portant délégation de signature à Mme Bérengère DUBRULLE, directrice de l'unité UAR2002 intitulée Ecole de Physique des Houches, par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210021DAJ du 15 janvier 2021 portant nomination de Mme Isabelle DHÉ aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 18 janvier 2021 ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR2002 intitulée Ecole de Physique des Houches, dont la directrice est Mme Bérengère DUBRULLE, et M. Philippe PEYLA, le directeur adjoint ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Bérengère DUBRULLE, directrice de l'unité UAR2002, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Bérengère DUBRULLE, délégation de signature est donnée à M. Philippe PEYLA, PR UGA, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC210288DR11 du 14 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 25 janvier 2021.

La déléguée régionale par intérim,
Isabelle DHÉ



DEC211705DR11

Décision portant délégation de signature à M. Vincent ARTERO, directeur de l'unité UMR5249 intitulée Laboratoire de chimie et Biologie des Métaux (LCBM), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210021DAJ du 15 janvier 2021 portant nomination de Mme Isabelle DHÉ aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 18 janvier 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5249 intitulée Laboratoire de chimie et Biologie des Métaux (LCBM), dont le directeur est M. Vincent ARTERO, et M. Thierry RABILLOUD, le directeur adjoint ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Vincent ARTERO, directeur de l'unité UMR5249, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent ARTERO, délégation de signature est donnée à M. Thierry RABILLOU, DR1 CNRS, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, à Mme Geneviève BLONDIN, DR2 CNRS, cheffe d'équipe, et M. Patrice CATTY, chercheur CEA, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de 20 000 euros HT, et à Mmes Claude SENEBIER, TCS CNRS, et Nathalie CHAUMERY, A5 CEA, gestionnaires, pour la certification de service fait, dans la limite de 10 000 euros HT.

Article 3

La décision n° DEC210526DR11 du 25 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 13 avril 2021.

La déléguée régionale par intérim,
Isabelle DHÉ



DEC211834DAJ

Décision portant délégation de signature à Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 28 février 2002 modifié fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche au CNRS ;

Vu l'arrêté du 24 août 2004 relatif aux examens professionnels de sélection pour l'accès à certains grades des corps d'ingénieurs et de personnels techniques et d'administration de la recherche du CNRS ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS;

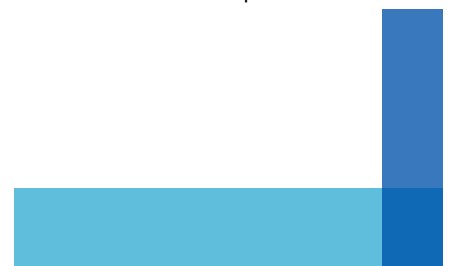
Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC181839DR11 du 16 juin 2018 portant nomination de Mme Sylvie Truchon aux fonctions de responsable adjointe du Service des ressources humaines de la délégation Alpes ;

Vu la décision DEC192934DR11 du 20 novembre 2019 portant nomination de Mme Stéphanie Mainard aux fonctions de responsable du Service des ressources humaines de la délégation Alpes ;

Vu la décision DEC190004DR11 du 2 janvier 2019 portant nomination de M. Clément Aubert aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation de la délégation Alpes (MOY1100) ;



Vu la décision DEC190044DR11 du 2 janvier 2019 portant nomination de Mme Nathalie Argoud aux fonctions de responsable adjointe du service partenariat et valorisation de la délégation Alpes (MOY1100) ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie Fraisse aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Alpes ;

Vu l'instruction n° INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC180707DAJ du 15 février 2018 portant sur les recherches impliquant la personne humaine menées au CNRS ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CNRS du 4 février 2010 modifiée donnant délégation de pouvoir au président du CNRS ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} juillet 2021, délégation permanente est donnée à Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale pour la circonscription Alpes, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS et dans la limite de ses attributions, les arrêtés, actes, décisions et conventions relevant des domaines suivants :

1.1 - Gestion des personnels

- les décisions relatives au recrutement et à la gestion des personnels chercheurs ainsi que celles relatives aux ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions de désignation des jurys de concours de recrutement des ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche conformément aux dispositions du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié susvisé ;
- les décisions fixant pour chaque concours, la date et le lieu de déroulement des épreuves, ainsi que la liste des candidats admis à concourir, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 28 février 2002 susvisé ;
- les décisions d'ouverture des concours externes d'accès aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques et d'administration de la recherche, prises en application de décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié susvisé ;
- les sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- les conventions de mise à disposition à l'exception de celles impliquant une exonération totale ou partielle de la prise en charge de la rémunération et des charges sociales afférentes à la mise à disposition des personnes du CNRS auprès d'une entreprise ;
- les arrêtés interministériels de détachement des fonctionnaires du CNRS ainsi que les décisions de nomination dans le corps relevant de l'établissement des fonctionnaires qui y sont détachés ;
- les décisions de désignation des jurys d'examens de sélection professionnelle conformément aux dispositions du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié susvisé ;
- les conventions et décisions relatives aux actions de formation permanente.

1.2 - Organisation et fonctionnement des services



- les décisions de nomination des correspondants fonctionnels et des responsables de la Délégation, à l'exception de l'adjoint(e) au délégué régional et des chargés de mission scientifique ou résidents ;
- les décisions de nomination de l'ingénieur régional de prévention et de sécurité et des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité ;
- les décisions relatives aux conseils de laboratoire et de service ;
- les conventions fixant les modalités d'acquisition et de fonctionnement des matériels communs au CNRS et à d'autres organismes ;
- les baux d'immeubles donnés ou pris à loyer d'une durée inférieure ou égale à neuf ans dont le montant annuel est inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- les conventions d'utilisation des biens domaniaux conclues avec l'Etat d'une durée inférieure ou égale à 20 ans ;
- les conventions d'occupation précaire, conventions d'hébergement et concessions de logement ;
- les conventions de cession de matériels informatiques, dont le CNRS n'a plus l'emploi et dont la valeur unitaire de chaque bien meuble n'excède pas 300 euros, conclues par le CNRS avec des associations satisfaisant aux conditions posées par l'article L. 3212-2-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

1.3 - Relations avec les partenaires

- les contrats de recherche et les accords de partenariat impliquant au moins une unité de la circonscription ;
- les mandats de gestion et d'exploitation et les règlements de copropriété, d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les licences concédées à une SATT par le CNRS ou par une SATT à un partenaire, lorsque le CNRS est mandataire unique d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats entrant dans le champ de la présente délégation de signature et comportant des clauses d'exploitation ou de cession de droits sur des résultats de recherche du CNRS issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats conclus dans le cadre de l'Union européenne, ainsi que les actes et accords y afférents ;
- les conventions de collaboration pour une unité propre de recherche hors contractualisation ;
- les conventions d'association des unités de recherche hors contractualisation ;
- les conventions destinées à assurer le bon fonctionnement des unités et notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à la restauration et au suivi médical, en application notamment du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé et de l'instruction n° INS122942DAJ du 1er décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;
- les conventions avec les universités relatives à la délivrance des ordres de mission ;
- les conventions avec les collectivités locales de la circonscription ;



- les conventions d'adhésion à des associations « loi 1901 », lorsque la cotisation annuelle est inférieure à 10 000 euros net ;
- les contrats d'édition ou de coédition, de production et de coproduction, de diffusion, de cession et d'achat de droits d'auteur ou de droits voisins, pour le compte des unités relevant de sa circonscription ;
- les conventions de délégation de gestion des unités conclus avec les établissements d'enseignement supérieur et les actes qui leur sont afférents ;
- les contrats de partage des avantages relatifs à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) impliquant une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les conventions constitutives d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) concernant une ou plusieurs unités de la circonscription, et les actes qui leur sont afférents ;
- les conventions constitutives d'un GIS concernant plusieurs unités rattachées à la circonscription et à une ou plusieurs délégations régionales, lorsque la délégation régionale de la circonscription est désignée délégation pilote, ainsi que les actes qui leur sont afférents.

1.4 - Dons et legs

- les actes consécutifs à l'acceptation de ceux-ci dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires, les actes conservatoires, d'administration, de disposition, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.5 - Déclarations diverses

- les déclarations, demandes et autres formalités en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le visa des demandes d'autorisation des lieux de recherches impliquant la personne humaine du CNRS, en tant que responsable des lieux, en application de l'article L. 1121-13 du code de santé publique ;
- les déclarations, demandes et autres formalités en matière de constitution d'échantillons biologiques humains à des fins scientifiques, en application de l'article L. 1243-3 du code de la santé publique ;
- les demandes d'autorisation relatives à l'importation à des fins de recherche de cellules souches embryonnaires, aux protocoles d'études et de recherche et à la conservation de ces cellules ;
- les demandes d'autorisation d'activité d'importation et/ou d'exportation d'organes et de cellules issus du corps humain et de leurs dérivés à des fins scientifiques, en application des articles R.1235-7 et R.1235-8 du code de la santé publique ;
- les déclarations de diligence nécessaire, les demandes d'autorisation et autres formalités relatives à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) ;
- les déclarations, demandes et autres formalités nécessaires en matière d'espèces protégées.



1.6 - Subventions

- l'attribution de subventions en espèces d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à 125 000 euros et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions et colloques scientifiques, au financement des prix attribués aux scientifiques et au soutien à des institutions scientifiques et aux associations liées aux CNRS ;
- l'attribution de subventions en nature pour un montant, par bénéficiaire et par an, inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- l'attribution de subventions pour l'exécution des programmes pluridisciplinaires entrant dans le cadre de la programmation scientifique approuvée par le conseil d'administration dont le montant, par an et par programme, est inférieur ou égal 375 000 euros.
- les décisions de versement de subventions aux établissements d'enseignement supérieur pour les unités dont la gestion leur est déléguée au titre d'une convention de délégation de gestion ;
- les conventions de subvention d'un montant inférieur ou égal à 300 000 euros et dont l'objet est limité au financement de projets scientifiques au titre des contrats de plan Etat-Région.

1.7 - Tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits

- les décisions fixant le montant des redevances et rémunérations dues au CNRS entrant dans le champ de compétences déterminé par l'instruction de procédure relative à la tarification, la facturation et la budgétisation de ventes de produits.

1.8 - Poursuites pénales engagées par le CNRS

- les dépôts de plaintes contre X ou contre des personnes physiques qui ne sont pas agents du CNRS, par courrier ou par déposition, relatives aux atteintes portées aux biens matériels et immatériels, excepté les dépôts de plainte avec constitution de partie civile, la citation directe et les dépôts de plaintes contre des personnes physiques qui sont des agents du CNRS.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale, délégation est donnée à Mme Stéphanie Mainard, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président - directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1er, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe, énumérés au 1.1.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale, et de Mme Stéphanie Mainard, responsable du service des ressources humaines, délégation est donnée à Mme Sylvie Truchon, adjointe de la responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président - directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1.1, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe.

Art. 4. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale, de Mme Stéphanie Mainard, responsable du service des ressources humaines, et de Mme Sylvie Truchon, adjointe de la responsable du service des ressources humaines, délégation est donnée à M. Clément Aubert, responsable du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président - directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1er, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe, énumérés au 1.1.

Art. 5. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marjorie Fraisse, déléguée régionale, de Mme Stéphanie Mainard, responsable du service des ressources humaines, de Mme Sylvie Truchon, adjointe de la responsable du service des ressources



humaines ainsi que de M. Clément Aubert, responsable du service partenariat et valorisation, délégation est donnée à Mme Nathalie Argoud, adjointe au responsable du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président - directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1.3.

Art. 6. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24 juin 2021

Le président - directeur général

Antoine Petit



DEC211992DR11

Décision portant délégation de signature à Mme Catherine PICART, directrice de l'unité EMR5000 intitulée Biomimetism and Regenerative Medicine (BRM), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210021DAJ du 15 janvier 2021 portant nomination de Mme Isabelle DHÉ, aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 18 janvier 2021 ;

Vu la décision DEC201510DGDS du 18 décembre 2020 approuvant la création, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité EMR5000, intitulée Biomimetism and Regenerative Medicine (BRM) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Catherine PICART, directrice de l'unité EMR5000, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine PICART, délégation de signature est donnée à Elisa MIGLIORINI, CR CNRS, et à Mme Marie-Pierre MENDEZ, AI CNRS, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC210491DR11 du 25 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 20 mai 2021.

La déléguée régionale par intérim,
Isabelle DHÉ



DEC212023DR11

Décision portant délégation de signature à M. Guillaume DUBUS, directeur de l'unité UMR5274 intitulée Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210021DAJ du 15 janvier 2021 portant nomination de Mme Isabelle DHÉ aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 18 janvier 2021 ;

Vu la DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5274 intitulée Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG), dont le directeur est M. Guillaume DUBUS, Mme Véronique VUITTON, la directrice adjointe et M. David MOUILLET, le directeur adjoint ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Guillaume DUBUS, directeur de l'unité UMR5274, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale par intérim, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume DUBUS, délégation de signature est donnée à Mme Véronique VUITTON, DR2 CNRS, directrice adjointe, à M. David MOUILLET, AST1 UGA, directeur adjoint, et à Mme Maud GALLARDO, IEHC CNRS, directrice administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} et à M. Bruno MAILLARD, IECN CNRS, responsable financier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de 20 000 euros.

Article 3

La décision n° DEC210518DR11 du 25 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, 31 mai 2021.

La déléguée régionale par intérim,
Isabelle DHÉ



DEC210831DR12

Décision portant délégation de signature à M. Christophe GIRARDEAUX pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7334 intitulée Institut des matériaux, de microélectronique et des nanosciences de Provence (IM2NP)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR 7334, intitulée *Institut des matériaux, de microélectronique et des nanosciences de Provence*, dont le directeur est *Jean-Luc AUTRAN* ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christophe GIRARDEAUX, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRARDEAUX, délégation est donnée à M. Ludovic ESCOUBAS, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe GIRARDEAUX et M. Ludovic ESCOUBAS, délégation est donnée à M. Alain ESCODA, administrateur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Ludovic ESCOUBAS et M. Alain ESCODA, délégation est donnée à M. Yves KLEIN, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€

Article 5

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Ludovic ESCOUBAS, M. Alain ESCODA et M. Yves KLEIN, délégation est donnée à Mme Paule SANTANTONIO, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Ludovic ESCOUBAS, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN et Mme Paule SANTANTONIO, délégation est donnée à Mme Véronique MUNUSAMI, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Ludovic ESCOUBAS, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN, Mme Paule SANTANTONIO et Mme Véronique MUNUSAMI, délégation est donnée à Mme Zolika DJELLOULI, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€

Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Ludovic ESCOUBAS, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN, Mme Paule SANTANTONIO, Mme Véronique MUNUSAMI et Mme Zolika DJELLOULI, délégation est donnée à Mme Johanne BURLES, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€

Article 9

En cas d'absence ou d'empêchement de *M. Christophe GIRARDEAUX*, M. Ludovic ESCOUBAS, M. Alain ESCODA, M. Yves KLEIN, Mme Paule SANTANTONIO, Mme Véronique MUNUSAMI, Mme Zolika DJELLOULI et Mme Johanne BURLES, délégation est donnée à Mme Lydia CARLIER, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision pour les engagements inférieurs à 40K€

Article 10

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 11

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 5 février 2021

Le directeur d'unité
Jean-Luc AUTRAN



DEC212067DR12

Décision portant délégation de signature à M. Henri WORTHAM, directeur de l'unité UMR7376 intitulée Laboratoire de Chimie de l'Environnement (LCE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180756DAJ du 22 février 2018 nommant Mme Ghislaine GIBELLO déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7376, intitulée *Laboratoire de Chimie de l'Environnement*, dont le directeur est Henri WORTHAM ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Henri WORTHAM, directeur de l'unité UMR 7376, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Henri WORTHAM, délégation de signature est donnée à M. Pascal WONG WAH CHUNG, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} ; et à Mme Laurence COULOMB, TCN, pour la certification du service fait uniquement.

Article 3

La décision n° DEC193222DR12 du 12 décembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} juin 2021

La déléguée régionale
Ghislaine GIBELLO



DEC211474DR12

Décision donnant délégation de signature à *Mme Fabienne SAMSON*, directrice de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAF) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180756DAJ du 22 février 2018 nommant Mme Ghislaine GIBELLO déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8171, intitulée Institut des Mondes Africains, dont la directrice est Mme Fabienne SAMSON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Fabienne SAMSON, directrice de l'unité UMR8171, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Fabienne SAMSON**, délégation de signature est donnée à M. Henri MEDARD, PR, et Mme Cécile VINCENTI, AI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190469DR12 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*/du CNRS.

Fait à Marseille, le 19 mars 2021

La déléguée régionale
Ghislaine GIBELLO



DEC211475DR12

Décision portant délégation de signature à M. Henri MEDARD pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8171 intitulée Institut des Mondes Africains (IMAF)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8171, intitulée Institut des Mondes Africains, dont la directrice est Mme Fabienne SAMSON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Henri MEDARD, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Henri MEDARD, délégation est donnée à Mme Cécile VINCENTI, secrétaire générale, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 19 mars 2021

La directrice d'unité
Fabienne SAMSON

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC211629DR12

Décision portant délégation de signature à M. Don Mathieu SANTINI, directeur par intérim de l'unité FR3041 intitulée Fédération de recherche Environnement et Société (FRES) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180756DAJ du 22 février 2018 nommant Mme Ghislaine GIBELLO déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er avril 2018 ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité FR3041, intitulée Fédération de recherche Environnement et Société, dont la directrice est Françoise GRAZIANI ;

Vu la décision DEC210087INSHS du 12 mars 2021 portant nomination de M. Don Mathieu SANTINI aux fonctions de directeur par intérim de la fédération de recherche FR3041 intitulée « Fédération de recherche Environnement et Société » ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Don Mathieu SANTINI, directeur par intérim de l'unité FR3041, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Don Mathieu SANTINI, délégation de signature est donnée à Mme Johanne ALBERTINI, ASI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC181503DR12 du 1^{er} avril 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 6 avril 2021

La déléguée régionale
Ghislaine GIBELLO



DEC211718DR12

Décision portant délégation de signature à M. Christian GRENZ pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7294 intitulée *Institut méditerranéen d'océanologie (MIO)*

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180446DGDS du 26 janvier 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7294, intitulée Institut méditerranéen d'océanologie, dont le directeur est *Richard SEMPERE* ;

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian GRENZ, DR, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GRENZ, délégation est donnée à M. François CARLOTTI, DR, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GRENZ et de M. François CARLOTTI, délégation est donnée à M. Julien TOUBOUL, MC, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian GRENZ, de M. François CARLOTTI et de M. Julien TOUBOUL, délégation est donnée à Mme Juliette ESPIE, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 8 avril 2021

Le directeur d'unité
Richard SEMPÈRE



DEC211238DR13

Décision portant modification de la décision **DEC201689DR13** donnant délégation de signature à M. Marcelino SUZUKI, directeur de l'unité **USR3579** intitulée **Laboratoire de biodiversité et biotechnologies microbiennes (LBBM)**, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162807DAJ du 18 janvier 2017 nommant M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc Roussillon à compter du 1^{er} mars 2017 ;

Vu la décision **DEC181907DGDS** du 21 décembre 2018, approuvant le renouvellement de l'unité USR3579 intitulée « Laboratoire de biodiversité et biotechnologies microbiennes (LBBM) », dont le directeur est M. Marcelino SUZUKI;

DECIDE :**Article 1^{er}**

La décision portant le n° **DEC201689DR13** est modifiée par la décision **DEC210182INEE** ainsi qu'il suit :

A l'article 2, les termes « Directeur Adjoint par Intérim » sont remplacés par « Directeur adjoint » :

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin du CNRS

Fait à Montpellier, le 15 mars 2021

Le Délégué Régional

Jérôme VITRE



DEC211888DR13

Décision portant délégation de signature à M. Alain LACAMPAGNE, directeur de l'unité UMR9214 intitulée Physiologie et médecine expérimentale du cœur et des muscles, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162807DAJ du 18 janvier 2017 nommant M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc Roussillon à compter du 1^{er} mars 2017 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020, approuvant le renouvellement de l'unité UMR9214 intitulée Physiologie et médecine expérimentale du cœur et des muscles, dont le directeur est M. Alain LACAMPAGNE

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Alain LACAMPAGNE**, directeur de l'unité UMR9214, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain LACAMPAGNE, délégation de signature est donnée à **M. Pascal DE SANTA BARBARA DR2** et à **M. Frédéric DAVID AI** Responsable administratif aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision **DEC210102DR13** du **07 janvier 2021** donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 05 mai 2021

Le Délégué Régional

Jérôme VITRE



DEC211066DR15

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Paul CALLOT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5150 intitulée Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs.

LE(LA) DIRECTEUR(TRICE) D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201515DGDS du 18 décembre 2020 portant prolongation de l'unité UMR5150, intitulée Laboratoire des fluides complexes et leurs réservoirs (LFCR), dont le directeur est M. Guillaume GALLIERO ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Jean-Paul CALLOT, Professeur des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Pau, le 1^{er} février 2021

Le directeur d'unité

M. Guillaume GALLIERO

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC211997DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Dominique NGUYEN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5116 intitulée Centre Emile DURKHEIM.

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201515DGDS du 18 décembre 2020 portant prolongation des structures opérationnelles de recherche de l'unité UMR5116, intitulée Centre Emile DURKHEIM, dont la directrice par intérim est Mme Sophie DUCHESNE ;

Vu la décision DEC211594INSHS du 8 juin 2021 portant nomination de Mme Duchesne aux fonctions de directrice par intérim de l'unité UMR5116, intitulée Centre Emile DURKHEIM, dont la directrice est Mme Sophie DUCHESNE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Dominique NGUYEN, Ingénieure de recherche 2^{ème} classe, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Pessac, le 1^{er} mai 2021

La directrice d'unité

Mme Sophie DUCHESNE

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC211995DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie DUCHESNE, directrice par intérim de l'unité UMR5116 intitulée Centre Emile DURKHEIM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire.

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 portant nomination de M. Younis Hermès aux fonctions de délégué régional de la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC211594INSHS du 8 juin 2021 portant nomination de Mme Duchesne aux fonctions de directrice par intérim de l'unité UMR5116, intitulée Centre Emile DURKHEIM, dont la directrice est Mme Sophie DUCHESNE ;

Vu la décision DEC201515DGDS du 18 décembre 2020 portant prolongation des structures opérationnelles de recherches de l'unité 5116, intitulée Centre Emile DURKHEIM, dont la directrice par intérim est Mme Sophie DUCHESNE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sophie DUCHESNE, directrice par intérim de l'unité 5116, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie DUCHESNE, délégation de signature est donnée à Mme Dominique NGUYEN, Ingénieure de recherche 2^{ème} classe, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC193280DR15 du 8 novembre 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} mai 2021

Le délégué régional

Younis HERMES



DEC211956DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Sabine SCHMIDT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5805 intitulée Environnements et paléoenvironnements océaniques et continentaux (EPOC).

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201515DGDS du 18 décembre 2020 portant prolongation des structures opérationnelles de recherche de l'unité 5805, intitulée Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux (EPOC), dont le directeur est M. Antoine GREMARE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sabine SCHMIDT, Directrice de recherche 1^{ère} classe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine SCHMIDT, délégation est donnée à Mme Sandrine FERNANDEZ-SANCHEZ-CAMINS, Ingénieure d'étude hors classe aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sabine SCHMIDT et de Mme Sandrine FERNANDEZ-SANCHEZ-CAMINS, délégation est donnée à Mme Sandrine MIGLIERINA, Assistante ingénieure aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} janvier 2021

Le directeur d'unité

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



M. Antoine GREMARE



DEC211965DR16

Délégation de signature consentie à Madame Christelle ROY, directrice de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant création de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et Coopération Internationale » (DERCI) ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC180596DAJ du 14 février 2018, portant fin de fonctions et nomination de M. Laurent GIROT aux fonctions de directeur adjoint administratif de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI), à compter du 20 février 2018 en remplacement de M. François BIENENFELD, admis à faire valoir ses droits à la retraite ;

Vu la décision DEC211896DAJ du 12 mai 2021, portant nomination de Mme Christelle ROY aux fonctions de directrice de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI), à compter du 17 mai 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Madame Christelle ROY**, directrice de l'unité MOY1677 intitulée « Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale » (DERCI), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de la DERCI, les actes suivants :



1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;
2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROY, délégation de signature est donnée à **M. Laurent GIROT**, directeur adjoint administratif de la Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **17 mai 2021**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY



DEC212051DR16

Décision de signature consentie Monsieur Philippe LECHEMINANT, directeur par intérim de l'unité INS1610 intitulée « Institut de Physique » (INP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC200107DAJ du 30 janvier 2020, portant nomination de Madame Laurence DECKER-JUGIE aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'unité INS1610 intitulée « Institut de Physique » (INP), à compter du 1^{er} février 2020 ;

Vu la décision DEC211940DAJ du 27 mai 2021, portant nomination de Monsieur Philippe LECHEMINANT aux fonctions de directeur par intérim de l'unité INS1610 intitulée « Institut de Physique » (INP), à compter du 1^{er} juin 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Philippe LECHEMINANT**, directeur par intérim de l'unité INS1610 intitulée « Institut de Physique » (INP), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles à l'INP, les actes suivants :

- a) Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;



- b) Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe LECHEMINANT délégation de signature est donnée à **Mme Laurence JUGIE**, directrice adjointe administrative de l'unité INS1610 intitulée « Institut de Physique » (INP), aux fins mentionnées à l'articles 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **31 Mai 2021**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY



DEC211964DR16

Délégation de signature consentie à Monsieur Jean-Luc MOULLET, Directeur de l'unité MOY1603 intitulée « Direction Générale Déléguée à l'Innovation » (DGD-I), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC182530DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC190562DAJ du 15 mars 2019 portant nomination de M. Jean-luc MOULLET aux fonctions de directeur général délégué à l'innovation (DGD-I), à compter du 18 mars 2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Monsieur Jean-Luc MOULLET**, Directeur de l'unité MOY1603 intitulée « Direction Générale Déléguée à l'Innovation » (DGD-I), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale de Paris Michel-Ange, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles à la présidence, les actes suivants :

1. les commandes d'un montant inférieur à 40 000 euros hors taxes, soit 50 000 euros TTC et les actes d'exécution correspondants,
2. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MOULLET, délégation de signature est donnée à **Mme Marie-Hélène BEAUVAIS**, directrice de cabinet du Président du CNRS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MOULLET et de Mme Marie-Hélène BEAUVAIS, délégation de signature est donnée à **Mme Elisabeth STENVOT**, assistante du DGD-I, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **3 mai 2021**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY



DEC211856DR16

Décision portant délégation de signature à Madame Sylvette TOURMENTE directrice de l'unité MOY1687 intitulée « Bureau Amérique du Nord du CNRS » (Washington), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1^{er} octobre 2010 portant organisation de la Direction de l'Europe de la Recherche et de la Coopération Internationale (DERCI) ;

Vu la décision DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant fin de fonction et nomination de Madame Hélène NAFTALSKI (MAURY), aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC191385DERCI du 21 mai 2019, portant nomination de Madame Sylvette TOURMENTE aux fonctions de directrice de l'unité MOY1687 intitulée « Bureau Amérique du Nord du CNRS » (Washington), pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} octobre 2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Sylvette TOURMENTE**, directrice de l'unité MOY1687 intitulée « Bureau Amérique du Nord du CNRS » (Washington), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;
2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvette TOURMENTE, délégation de signature est donnée à **Mme Jeanne REVIL**, gestionnaire de l'unité MOY1687 intitulée « Bureau Amérique du Nord du CNRS » (Washington), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **22 Avril 2021**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Hélène MAURY



DEC212194DR17

Décision portant délégation de signature à M. Franck Moraux, directeur de l'unité UMR6211 intitulée Centre de recherche en économie et management (CREM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6211 intitulée Centre de recherche en économie et management (CREM), dont le directeur est M. Franck Moraux ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Franck Moraux, directeur de l'unité UMR6211, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Franck Moraux, délégation de signature est donnée à M. Vincent Hovelaque, professeur, à M. David Masclet, professeur, à Mme Naïla Louise-Rose, assistante-ingénieure, à Mme Isabelle Lebon, professeure, à M. Fabien Moizeau, professeur et à M. Vincent Merlin, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC191418DR17 du 18 mars 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 11 juin 2021

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC211959DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Myriam Valéro, directrice de l'unité IRL3614 intitulée Evolutionary biology and ecology of algae (EBEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC181903DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMI3614 Evolutionary biology and ecology of algae (EBEA), dont la directrice est Mme Myriam Valéro ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Myriam Valéro, directrice de l'unité IRL3614, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 €HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Myriam Valéro, délégation de signature est donnée à Mme Barbara Couchouron, assistante-ingénieure, Mme Corinne Verhulst, ingénieure d'études, Mme Béatrice Noblot, ingénieure d'études et M. Gurvan Carou, ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190229DR17 du 14 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 19/05/2021

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC212073DR18

Décision portant délégation de signature à M. Philippe LALANNE, Directeur du Groupement de Recherche, GDR2451 intitulé Ondes, par le Délégué Régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171292DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement du GDR2451 intitulé Ondes, dont le directeur est Philippe LALANNE ;

Vu la décision DEC180930DGDS du 5 mars 2018 portant modification de diverses décisions du Centre National de la Recherche Scientifique par suite de la création de l'Université de Lille ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de M. Christophe MULLER aux fonctions de Délégué Régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er} — La délégation est donnée à M. Philippe LALANNE, Directeur du GDR2451, à l'effet de signer, au nom du Délégué Régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'Unité, les actes suivants :

1. Les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'Unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'Unité ;

¹ Soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 1^{er} janvier 2020.



2. Les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'Unité ;
3. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2 — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe LALANNE, Directeur du GDR2451, la délégation de signature est donnée à M. Eric LHEURETTE, directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 — La décision DEC190318DR15 du 1^{er} janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4 — Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de Délégué Régional délégant, ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'Unité.

Article 5 — La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 2 juin 2021

Pour le Président – directeur général
Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER



DEC212300DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Thierry Dauxois, directeur de l'Institut de Physique

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement unités du CNRS ;

Vu la décision DEC200107DAJ du 30 janvier 2020 portant nomination de Mme Laurence Decker-Jugie aux fonctions de directrice adjointe administrative de l'Institut de Physique ;

Vu la décision DEC212299DAJ portant nomination de M. Thierry Dauxois aux fonctions de directeur de l'Institut de Physique ;

DECIDE:

Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} juillet 2021, dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Thierry Dauxois, directeur de l'Institut de Physique, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, les actes, décisions, conventions et avenants relevant des domaines suivants :

A) UNITES DE RECHERCHE ET UNITES D'APPUI ET DE RECHERCHE

- les décisions portant modification du rattachement des unités aux sections du comité national de la recherche scientifique et aux délégations régionales ;
- les décisions arrêtant la composition des comités scientifiques auprès des unités de recherche ainsi que celles désignant les présidents desdits comités ;
- les décisions arrêtant la composition des comités d'orientation et de surveillance des unités d'appui et de recherche sans partenaire ainsi que celles désignant les présidents desdits comités.

B) GESTION SCIENTIFIQUE

- les décisions de principe relatives à l'affectation et aux positions des chercheurs et le cas échéant à celles des ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions relatives à l'attribution des postes de chercheurs, d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les décisions relatives à l'attribution de crédits aux unités de recherche et d'appui et de recherche ;

- les décisions de principe relatives aux transferts de matériels.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry Dauxois, directeur de l'Institut de Physique, délégation est donnée à Mme Laurence Decker-Jugie, directrice adjointe administrative de l'Institut de Physique, à l'effet de signer, au nom du président - directeur général du CNRS, dans la limite de ses attributions, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 30 juin 2021

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC211532INSB

Décision portant prolongation de la formation de recherche en évolution n°2032 intitulée « Spectrométrie de masse biologique et protéomique »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et de service du CNRS ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181901DGDS du 21 décembre 2018 portant création de la formation de recherche en évolution n°2032 intitulée « Spectrométrie de masse biologique et protéomique » ;

Vu la décision DEC210037INSB du 20 janvier 2021 portant prolongation de la formation de recherche en évolution n°2032 intitulée « Spectrométrie de masse biologique et protéomique »

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Art. 1. - Est prorogée pour une durée de 3 mois à compter du 1^{er} avril, dans un intérêt de service, l'unité suivante :

Institut de rattachement : Institut des sciences biologiques (INSB)

Délégation Paris-Centre

FRE n° 2032

Intitulée : Spectrométrie de masse biologique et protéomique

Responsable : Mme Joëlle VINH

Tutelles principales : CNRS, ESPCI Paris

Section : 28

Art. 2. – Le mandat de la responsable mentionnée à l'article 1 prend effet au 1^{er} avril 2021 pour la durée de l'unité.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 27 mai 2021

Le président-directeur général
Antoine Petit



DEC210854INSHS

Décision portant création de l'unité d'appui et de recherche UAR n° 2203 intitulée Unité support au Carnot « Institut Cognition »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et de service du CNRS ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales ;

DECIDE :

Article 1^{er} – Création

Une unité d'appui et de recherche (UAR) intitulée Unité support au Carnot « Institut Cognition », n° 2203, est créée pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2021. Sa mission est d'assurer la gestion administrative et financière du Carnot « Institut Cognition ». Les missions de celui-ci sont décrites dans la convention signée le 8 décembre 2020 entre l'ANR et les 25 établissements membres et qui ont désigné le CNRS comme coordinateur, mandataire unique et gestionnaire.

Institut de rattachement : Institut des sciences humaines et sociales
Délégation : Aquitaine
Section : 34
Durée : 1 an

Article 2 – Affectation des moyens

Pendant la période mentionnée à l'article 1^{er}, le CNRS attribue des moyens tant en personnel qu'en crédits à l'unité selon les dispositions prévues par les textes qui le régissent.

Article 3 – Nomination

M. Célestin Sedogbo, ingénieur mis à la disposition du CNRS par Thalès et directeur du Carnot « Institut Cognition », est nommé directeur de l'UAR pour la durée fixée à l'article 1^{er}.



Le directeur de l'unité est destinataire de toutes les notifications de crédits et assure la gestion de l'ensemble des moyens mis à la disposition de l'unité. Il doit donner son accord à toute affectation de moyens à des membres de l'unité par des tiers.

Article 4 – Locaux

Dans le cadre d'une convention passée entre le CNRS et l'Ecole nationale supérieure de cognitive, école de Bordeaux INP, cette dernière met gracieusement à la disposition de l'unité d'appui et de recherche des locaux sis 109, avenue Roul, 33400 Talence, France.

Article 5 – Santé et sécurité

Le directeur veille au respect des règles de santé et de sécurité en application de la réglementation en vigueur au CNRS.

Article 6 – Conseil de laboratoire

Un conseil de laboratoire est mis en place conformément aux dispositions de la décision du 28 octobre 1992 susvisée

Article 7 – Publication

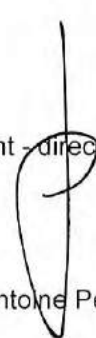
La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 8 JUIN 2021

Le président - directeur général

Antoine Petit



DEC211886DR12

Décision relative au tarif des produits de l'unité CEREGE UMR7330 intitulée NANO-TOMOGRAPHIE RX

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°180756DAJ en date du 22 février 2018 portant nomination de Mme Ghislaine GIBELLO aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision n° DEC192508DAJ en date du 30 Septembre 2019 donnant délégation de signature à Mme Ghislaine GIBELLO déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs HT de la journée d'analyse par nano-tomographie RX réalisées par le CEREGE, UMR7330 sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA au taux en vigueur) :

Coût journée d'analyse par nano-tomographie RX				
Tarifs	T1 Coût complet avec marge 10%	T1 bis Coût complet sans marge	T2 Coût complet hors PP	T3 Coût complet hors PP, amort et PPE
Par journée d'analyse	929,21 €	844,74 €	561,34 €	560,54 €

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 01/06/2021.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS¹.

Fait à Marseille, le 28/05/2021

Pour le président – directeur général
et par délégation,
La déléguée régionale
Ghislaine GIBELLO

¹En application de la décision n° DEC100220DAJ du 4 novembre 2010 (à consulter dans Doc'utiles), cette décision tarifaire est publiée au Bulletin Officiel du CNRS. Cette publication se fait via son enregistrement dans Doc'utiles.



DEC212121DR12

Décision relative au tarif des produits de l'OHP - Institut PYTHEAS, UMS 3470 intitulée tarifs des boissons

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°180756DAJ du 22 février 2018 portant nomination de Mme Ghislaine GIBELLO aux fonctions de Déléguée Régionale pour la circonscription Provence et Corse.

Vu la décision n°DEC192508DAJ en date du 30 septembre 2019 donnant délégation de signature à Mme Ghislaine GIBELLO déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs de boisson HT destinés à la vente lors des visites de l'Observatoire réalisé par l'OHP – Institut PYTHAS, UMS3470 sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA au taux en vigueur).



Boissons à l'unité	Prix unitaire € HT	Prix unitaire €	Références / Observations
Eau minérale plate 25cl	1,64 €	1,80 €	Vittel verre consigné
Eau minérale plate 50cl	1,82 €	2,00 €	
Eau minérale gazeuse 25cl	2,27 €	2,50 €	Marque Perrier 33cl verre consigné
Eau minérale gazeuse 50cl	2,55 €	2,80 €	Marque Badoit. Verre consigné
Eau de source 50cl	0,91 €	1,00 €	Cristaline. PET recyclable
Jus de fruit 25cl	2,55 €	2,80 €	Pago
Jus de fruits Pommes Graine et Sens Bio		4,00 €	Variante fournisseur/producteur local BIO
Vin rouge 11° 25cl	4,17 €	5,00 €	
Vin rosé 11° 25cl	4,17 €	5,00 €	
Vin blanc 11° 25cl	4,17 €	5,00 €	
Bière 33cl	2,92 €	3,50 €	Heineken verre perdu
Bière Brasserie de provence	3,75 €	4,50 €	Variante Brasserie de provence BIO
Poiré	0,00 €		
Cidre 33cl	1,92 €	2,30 €	
Soda 33cl	3,18 €	3,50 €	
Vins fins 75cl – A.O.C. qualité standard			
Rouge Bordeaux	19,17 €	23,00	
Rouge Beaujolais	26,67 €	32,00	
Rouge Côtes du Rhône	15,83 €	19,00	
Rouge Côtes Rhône Ventoux	15,42 €	18,50	Fournisseur/producteur local
Rouge Côtes Provence Luberon	18,33 €	22,00	Fournisseur/producteur local
Rouge Bourgogne	25,00 €	30,00	
Rouge Pays de Loire	19,17 €	23,00	
Blanc Alsace	22,50 €	27,00	
Blanc Bourgogne	19,17 €	23,00	
Rosé Côtes du Rhône	15,83 €	19,00	
Rosé côtes Rhône ventoux	15,42 €	18,50	Fournisseur/producteur local
Rosé de Provence Chasson	15,42 €	18,50	Fournisseur/producteur local
Cidre Brut	4,58 €	5,50	
Champagne	37,50 €	45,00	
Tisane	1,82 €	2,00	
Thé	1,82 €	2,00	
Café 100% Arabica	1,82 €	2,00	
Café standard	1,36 €	1,50	
Décaféiné	1,36 €	1,50	

Article 2 :

Ce tarif prend effet à compter du 24 mai 2021

Article 3 :

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS¹.

Fait à Marseille, le 8 juin 2021

Pour le président – directeur général
et par délégation,
La déléguée régionale
Ghislaine GIBELLO

¹ En application de la décision n° DEC100220DAJ du 4 novembre 2010 (à consulter dans Doc'utiles), cette décision tarifaire est publiée au Bulletin Officiel du CNRS. Cette publication se fait via son enregistrement dans Doc'utiles.



DEC212207 DR13

Décision relative au tarif des produits de l'unité UAR3248 ECOTRON EUROPEEN de MONTPELLIER : Plateaux MESOCOSME/MICROCOSME-MACROCOSME

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°DEC162807DAJ en date du 18 janvier 2017 nomination de M. Jérôme VITRE aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Languedoc-Roussillon à compter du 1^{er} mars 2017 ;

Vu la décision n°DEC180338DAJ en date du 25/01/2018 donnant délégation de signature à M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc-Roussillon notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des diverses prestations réalisées par l'UAR3248 intitulée ECOTRON EUROPEEN de MONTPELLIER – Plateaux Mesocosme-Microcosme-Macrocosome sont fixés selon le barème joint en annexe, conformément à la réglementation de la DSFIM : DSFIM-SBOR-D 204-46 du 3 juillet 2014.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} juin 2021.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS

Fait à Montpellier, le 15 juin 2021

Pour le président – directeur général
et par délégation,
Le délégué régional
Jérôme VITRE





Tarification Auditable UAR 3248 ECOTRON

Plateaux Mesocosme/Microcosme/Macrocosme

Prise d'effet : 01/06/2021

Référence Prestation	Détails	Nature Unité d'œuvre	Tarif Académique	Tarif Privé HT
MICRO_1	Unité Microcosme	journée	21.13 €	95.89 €
MESO_1	Unité Mésocosme	journée	29.40 €	84.42 €
MACRO_1	Unité Macrocosme	journée	45.59 €	140.59 €

DEC212286DR17

Décision relative au tarif de la Plateforme technique SeaProbes de l'UMR8227 – LBI2M**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu, la décision n° DEC171380DAJ du 27 avril 2017 portant nomination de Mme Gabrielle INGUSCIO aux fonctions de Déléguée Régionale pour la circonscription de Bretagne et Pays de la Loire ;

Vu la décision n° DEC180342DAJ en date du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Gabrielle INGUSCIO déléguée régionale pour la circonscription de Bretagne et Pays de la Loire notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Les tarifs des diverses prestations réalisées par la Plateforme technique SeaProbes de l'UMR8227 intitulée LBI2M sont fixés selon le barème joint en annexe.

Article 2 :

Cette tarification est non auditable et sur la base de l'instruction de procédure n°INS00-0211BPC du 26 septembre 2000.

Article 3 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1 juillet 2021.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 25 juin 2021

Pour le président – directeur général
et par délégation,
La déléguée régionale
Gabrielle INGUSCIO

*pour le Délégué Régional empêché
et par délégation
Anne FAGON
Adjointe au Délégué Régional*

Grille tarifaire de SeaProbes

A ce jour (2021), SeaProbes réalise la distribution de 9 anticorps monoclonaux en milieu liquide.

Pour chaque anticorps, **deux formats sont proposés à l'achat : 1 ml par tube ou 5 ml par tube.**

SeaProbes applique un tarif dégressif suivant les quantités demandées. Pour l'année 2021 les tarifs sont les suivants :

Nombre d'unités	1 ml	5 ml
1	150 €	300 €
2	255 €	510 €
3	360 €	720 €
4	450 €	900 €
5	525 €	1050 €

La tarification sera révisée régulièrement en cas d'évolution substantielle des coûts et en accord avec la charte SeaProbes.

DEC212086DR19¹

Décision² relative au tarif des produits de l'unité UMR6273 intitulée Centre Michel de Bouârd - Centre de recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC181978DAJ en date du 19 juillet 2018 portant nomination de Mme Christine BRUNEL aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Normandie à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu la décision n°DEC181979DAJ en date du 26 octobre 2018 donnant délégation de signature à Mme Christine BRUNEL déléguée régionale pour la circonscription Normandie notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs Hors Taxes (HT) de l'heure d'utilisation de la plateforme technologique d'analyses de céramiques et des matières argileuses (PAC – Plateforme Archéométrie-Céramologie) du CRAHAM UMR6273 intitulée Centre Michel de Bouârd - Centre de recherches archéologiques et historiques anciennes et médiévales) sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA au taux en vigueur) :

Coût d'une heure d'utilisation de la PAC - UMR 6273 CRAHAM				
Tarifs HT	T1 Coût complet avec marge	T1 bis Coût complet	T2 Coût complet hors personnel permanent	T3 Coût complet hors Personnel permanent, amortissement et PPE
Par heure d'utilisation de la PAC	93,36 €	77,80 €	9,98 €	4,69 €

¹ Reprendre le « numéro du document » attribué automatiquement par Doc'utiles après création et sauvegarde de la fiche documentaire de la décision (le champ « type de n° » de cette fiche doit obligatoirement indiquer « BO »).

² Supprimer les notes de bas de page en fois la décision complétée.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} juin 2021.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS³.

Fait à CAEN, le 1^{ER} juin 2021

Pour le président – directeur général
et par délégation,
La déléguée régionale
Christine BRUNEL

³ En application de la décision n° DEC100220DAJ du 4 novembre 2010 (à consulter dans Doc'utiles), cette décision tarifaire est publiée au Bulletin Officiel du CNRS. Cette publication se fait via son enregistrement dans Doc'utiles.



DEC210046DAJ**Décision constituant le bureau de vote électronique (BVE) pour l'élection des membres des sections du Comité national de la recherche scientifique****LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 relatif aux sections du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision n° DEC202074DAJ du 17 décembre 2020 fixant les modalités de l'organisation de l'élection des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :**Art. 1er – Création**

En application de l'article 3 de la décision n° DEC202074DAJ susvisée, il est créé un bureau de vote électronique compétent pour l'élection des membres des sections du Comité national de la recherche scientifique.

Le bureau de vote est assisté d'un secrétariat exécutif dirigé par la déléguée pour les élections.

Art. 2 – Composition

Le bureau de vote électronique comprend un président et un secrétaire désignés par décision du Président-Directeur Général du CNRS ainsi que les délégués de liste.

Les membres du bureau de vote électronique sont :

M. Jean-François Merle, ancien membre du Conseil d'Etat, Président

Mme Catherine Delpech, déléguée pour les élections ou son représentant, secrétaire

Au titre des délégués de listes :

M. Philippe Blanc

M. Patrick Monfort

M. Rodolphe Defiolle

Mme Habiba Berkoun

M. Laurent Weinhard

représentant SGEN-CFDT RECHERCHE EPST,

représentant SNCS-FSU & SNASUB-FSU

représentant SNPTES,

représentant SNTRS-CGT,

représentant SUD RECHERCHE EPST- Solidaires,

M. Laurent Coste
M. Guy Mourey

représentant SNIRS-CGE-CGC,
représentant FO-ESR.

Art. 3 – Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS et consultable au siège du CNRS (DAJ - Pôle CARE au 3 rue Michel Ange 75794 Paris cedex 16, ainsi que sur le site des élections du CNRS : www.dgdr.cnrs.fr/elections.

Fait à Paris, 26 avril 2021

Le Président-Directeur Général

Antoine Petit



DEC211933DRH

Décision relative aux taux de promotion de grade des fonctionnaires ingénieurs, techniciens et adjoints techniques du CNRS

Le Président-directeur général du CNRS

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique,

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps des fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, et notamment son article 241-1-1,

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS,

Article 1^{er}

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs de recherche du CNRS pouvant être promu au titre de l'année 2022 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Ingénieurs de recherche hors classe (sélection professionnelle)	Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe et de 2 ^{ème} classe	3,3 %	62
Ingénieurs de recherche hors classe (au choix)	Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe	3,3 %	20
Ingénieurs de recherche de 1 ^{ère} classe	Ingénieurs de recherche de 2 ^{ème} classe	16,3 %	157

Article 2

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs d'études du CNRS pouvant être promus au titre de l'année 2022 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Ingénieurs d'études hors classe	Ingénieurs d'études de classe normale	16,6 %	199

Article 3

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des techniciens de la recherche du CNRS pouvant être promus au titre de l'année 2022 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Techniciens de classe exceptionnelle (sélection professionnelle)	Techniciens de classe supérieure	9,6 %	60
Techniciens de classe exceptionnelle (au choix)	Techniciens de classe supérieure	10,1 %	60
Techniciens de classe supérieure (sélection professionnelle)	Techniciens de classe normale	8,1 %	53
Techniciens de classe supérieure (au choix)	Technicien de classe normale	13,7 %	53

Article 4

En application des dispositions de l'article 241-1-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé, le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des adjoints techniques de la recherche pouvant être promus au titre de l'année 2022 à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé par application des taux de promotion suivants :

Grades d'accès	Grades d'origine	Taux de promotion	Nombre de possibilités
Adjointes techniques échelle C3	Adjointes techniques échelle C2	21,1 %	8

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

21 MAI 2021



Antoine PETIT

DEC212151DR01**Décision portant renouvellement du conseil de service de la délégation régionale Île-de-France Villejuif****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions du CNRS ;

Vu la décision DEC210871DAJ du 3 mars 2021 modifiée donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif,

DECIDE :**Article 1er : Renouvellement**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, le conseil de service au sein de la délégation régionale Île-de-France est renouvelé à compter du 1^{er} juin 2021.

Article 2 : Composition

Le conseil de service comprend **16 membres** :

3 membres de droit

Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale

Frédéric Valès, adjoint à la déléguée régionale

Charlotte Leiser, adjointe à la déléguée régionale, en charge du service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM)

8 membres élus (+ 3 suppléants)

Ophélie Desachy

Andrea Tiet

Stéphanie Garriba

Andra Cocis

Isabella Porpiglia

Chrystel Pierre

Adrien Boussaguet

Jean Rufas

Fabrice Vallet (suppléant n°1)

Marc Lavaux (suppléant n°2)

Myriam Suissa (suppléant n°3)

5 membres nommés

Baptiste Villain

Sophie Chevalier

Cécile Ait-Kaci ou Laurent Bernard

Vanessa Ferrez
Vincent Robert

La durée du mandat des membres du conseil de service est fixée à quatre ans à compter du 1^{er} juin 2021.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de service exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 10 juin 2021

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène Papillon



DEC210931INSHS

Décision portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche UMR7184 « Institut d'histoire du droit »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC190158DGDS portant renouvellement de l'unité mixte de recherche UMR7184 intitulée « Institut d'histoire du droit » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire en date du 25 juin 2020 ;

DECIDE :


Article 1^{er}

A compter du 1^{er} mars 2021, l'intitulé de l'unité mixte de recherche UMR7184 « Institut d'histoire du droit » est remplacé par « Institut d'histoire du droit Jean Gaudemet ».

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17/06/2021


Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC211356DR02

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7192 intitulée Proche-Orient, Caucase : langues, archéologie, cultures**LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180329DAJ du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris B (DR02), devenue circonscription Paris-Centre par décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 ;

Vu la décision DDEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7192, dont M. Thomas RÖMER est directeur ;

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7192.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- 2 membres de droit : le directeur de l'unité et le directeur-adjoint
- 9 membres élus dont :
 - 1 élu.e dans le collège ITA
 - 6 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège permanent
 - 1 élu.e dans le collège C/EC, sous-collège post-doctorant.e.s
 - 1 élu.e dans le collège C/EC, sous-collège doctorant.e.s
- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Véronique DEBISSCHOP



DEC211401DR04

Décision portant suppression de la régie d'avance instituée auprès du Laboratoire des plantes médicinales de Nouméa, annexe de l'ICSN, UPR2301

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190 ;

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2002-252 du 22 février 2002 modifié, relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics à caractère scientifique et technologie ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux ;

Vu la décision n° DEC210118 DAJ du 22 janvier 2021 portant nomination de Mr Benoît FORÊT aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette,

Vu la décision n°DEC95A467DR04 du 15 novembre 1995 portant création de la régie d'avances auprès du Laboratoire des Plantes médicinales de Nouméa, annexe de l'ICSN,



Vu la décision modificative n°1 DEC07B036DR04 du 28 mars 1997,
Vu la décision modificative n°2 DEC00B01DR04 du 13 octobre 2010,
Vu la décision modificative n°3 DEC02B008DR04 du 15 février 2002,

DECIDE :

Article 1 – Suppression de la régie

- I. Il est décidé la suppression de la régie d'avances instituée par décision DEC95A467DR04 pour payer les dépenses listées dans l'arrêté de création de la régie du 15 novembre 1995.
- II. La suppression de la régie prend effet le 10 mai 2021.

Article 2 – Dispositions finales

- I. Le Délégué régional et l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 10 mai 2021

Le Délégué régional,

Benoît FORÊT

Vu, l'Agent Comptable Secondaire,

Lionel DEMEZET



DEC211845DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7186 Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC181915DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7186 intitulée Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 22 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 10 membres élus ;
- 10 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 12 novembre 2019

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC211843DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité USR3225 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Mondes (MSH Mondes)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180331DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon;

Vu la décision DEC191246DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité USR3225, intitulée Maison des Sciences de l'Homme Mondes (MSH Mondes),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Maison des Sciences de l'Homme Mondes (MSH Mondes).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 8 membres :

- la directrice de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 5 membres élus ;
- 1 membre nommé.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 03 mars 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC212095DR07

Décision portant constitution du comité de gestion du restaurant CNRS de la délégation régionale Rhône Auvergne

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu la circulaire n° 020002DRH du 17 décembre 2002 portant sur les modalités de mise en œuvre au CNRS des nouvelles règles administratives, fiscales, budgétaires et comptables applicables aux restaurants administratifs et inter administratifs ;

Vu la circulaire n° 020003DRH du 17 décembre 2002 fixant les modalités de constitution et de fonctionnement des comités paritaires de gestion créés auprès des restaurants propres du CNRS ;

Vu la décision n° 000029DRH du 9 juin 2000 portant organisation de la restauration au CNRS modifiée par la décision n°DEC121283DRH du 11 avril 2012 ;

Vu la décision n°DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant M. Laurent Barbieri, Délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1^{er} mars 2021 ;

Vu la note référencée DRH/SDS/IK/MC-2011-1 du 31 janvier 2011 sur l'organisation de la restauration sociale au CNRS ;

DECIDE :

Article 1er

Sont désignés en qualité de membres représentant l'administration au comité de gestion du restaurant :

- En tant que titulaires

Mme Patricia Landais (MOY700)

M. Mathieu Montibert (MOY700)

- En tant que suppléantes

Mme Elodie Philibert (MOY700)

Mme Noëlla Rocha (MOY700)

Article 2

Sont désignés en qualité de membres représentant les usagers de la délégation régionale au comité de gestion du restaurant :

- En tant que titulaire : Mme Stéphanie Probel
- En tant que suppléante : Mme Sylvie Malaure

Article 3

Sont désignés en qualité de membres représentant les usagers de l'UMR 5256 IrcelLyon au comité de gestion du restaurant :

- En tant que titulaire : Mme Marie-Laure Venditti



Article 4

Sont désignés en qualité de membres représentant les usagers de l'UMR5280 Institut des Sciences Analytiques au comité de gestion du restaurant :

- En tant que titulaire : Mme Evelyne Legros
- En tant que suppléante : Mme Valérie Fromentèze

Article 5

Sont désignés en qualité de membres représentant les usagers d'INRAE au comité de gestion du restaurant :

- En tant que titulaire : Mme Leslie Gauthier

Article 6

Sont désignés en qualité de membres représentant les usagers de l'Université Lyon 1 au comité de gestion du restaurant :

- En tant que titulaire : M. Henry Chermette

Article 7

Le mandat des membres titulaires et suppléants est fixé à trois ans.

Article 8

Cette décision, diffusée au bulletin officiel du CNRS, sera portée à la connaissance des usagers du restaurant par voie d'affichage.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Le délégué régional

Laurent Barbieri



DEC211103DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR2000 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR2000,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 3 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211104DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR833 intitulée Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR833,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211106DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3550 intitulée MSH MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3550,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité MSH MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211107DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3602 intitulée Persée****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201538DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3602,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Persée.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211108DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3668 intitulée Centre de communication scientifique directe

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201538DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3668,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre de communication scientifique directe.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211193DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3721 intitulée Observatoire des Sciences de l'Univers de Lyon

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201520DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3721,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Observatoire des Sciences de l'Univers de Lyon.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211194DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3760 intitulée Institut de Biologie et Chimie des Protéines

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3760,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Institut de Biologie et Chimie des Protéines.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211207DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3773 intitulée Le Laboratoire de l'éducation****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3773,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Le Laboratoire de l'éducation.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211208DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR6402 intitulée Centre de Calcul de l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201519DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR6402,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre de Calcul de l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 7 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 4 membres élus
- 2 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 8 mars 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 1er juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211210DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5023 intitulée Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5023,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 11 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 7 élus

Sous-collège Chercheurs-Enseignants chercheurs (titulaires et contractuels) : 6

Sous-collège Doctorants : 1

Collège ITA : 4 élus

- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 18 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211211DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5079 intitulée Laboratoire de biotechnologies végétales appliquées aux plantes aromatiques et médicinales

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR5079,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire de biotechnologies végétales appliquées aux plantes aromatiques et médicinales.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211212DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5082 intitulée Centre de RMN à Très Hauts Champs de Lyon

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR5082,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre de RMN à Très Hauts Champs de Lyon.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211216DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5086 intitulée Microbiologie Moléculaire et Bio-chimie Structurale

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5086,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Microbiologie Moléculaire et Biochimie Structurale.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 8 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus
 - Sous-collège DR : 2
 - Sous-collège MdC : 1
 - Sous-collège CR : 1
 - Sous-collège non permanents/doctorants : 2
 - Collège ITA : 2 élus
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er mars 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211218DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5133 intitulée Environnements et sociétés de l'orient ancien

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5133,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Environnements et sociétés de l'orient ancien.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 9 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 7 élus
 - Collège ITA : 2 élus
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 8 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211221DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5137 intitulée Centre de recherche critiques sur le droit

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5137,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre de recherche critiques sur le droit.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint et la directrice adjointe ;
- 10 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 9 élus
 - Sous-collège PR/DR : 2 élus
 - Sous-collège MCF/CR : 4 élus
 - Sous-collège doctorants/post-doctorants : 3 élus
- Collège ITA : 1 élu
- 2 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 5 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211225DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5182 intitulée LABORATOIRE DE CHIMIE****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5182,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité LABORATOIRE DE CHIMIE.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 14 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 8 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus

Sous-collège permanents : 4 élus

Sous-collège non permanents : 2 élus

Collège ITA : 2 élus

- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 28 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211226DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5189 intitulée HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5189,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 10 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 8 élus
 - Collège ITA : 2 élus
- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 15 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211227DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5190 intitulée Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5190,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- la directrice de l'unité ;
- les directrices adjointes et le directeur adjoint ;
- 10 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 8 élus
 - Sous-collège Chercheurs-Enseignants chercheurs : 6 élus
 - Sous-collège Doctorants : 2 élus
- Collège ITA : 2 élus
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 4 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211228DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5205 intitulée Laboratoire d'Informatique en Image et Systèmes d'Information

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5205,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire d'Informatique en Image et Systèmes d'Information .

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 18 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint et la directrice adjointe ;
- 11 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 10 élus
 - Sous-collège HDR : 4
 - Sous-collège non HDR : 4
 - Sous-collège doctorants : 2
- Collège ITA : 1 élu
- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 14 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211229DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5206 intitulée TRIANGLE : Actions, discours, pensée politique et économique

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201535DGDS du 18 décembre 2020 portant prolongation de l'unité UMR5206,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité TRIANGLE : Actions, discours, pensée politique et économique.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- la directrice de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 8 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus

Sous-collège Action publique : 1

Sous-collège Politisation et participation : 1

Sous-collège Politique: histoire discours problème : 1

Sous-collège Economies politiques 1

Sous-collège doctorants : 2

Collège ITA : 2 élus

- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 14 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211230DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5220 intitulée Centre de Recherche En Acquisition et Traitement de l'Image pour la Santé

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5220,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre de Recherche En Acquisition et Traitement de l'Image pour la Santé.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 12 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 9 élus
 - Sous-collège Hospitalo-universitaires et hospitaliers : 1
 - Sous-collège DR/PR non HU : 2
 - Sous-collège CR/MCU : 3
 - Sous-collège Doctorants/Post-doctorants/ATER : 3
 - Collège ITA : 3 élus
 - Sous-collège IR/IE/AI : 2
 - Sous-collège T/AJT : 1
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 12 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,

Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211232DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5229 intitulée Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5229,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 8 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus
 - Sous-collège chercheurs : 4
 - Sous-collège étudiants : 2
- Collège ITA : 2 élus
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 11 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211233DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5242 intitulée INSTITUT DE GENOMIQUE FONCTIONNELLE DE LYON

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5242,

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité INSTITUT DE GENOMIQUE FONCTIONNELLE DE LYON.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 10 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus
 - Sous-collège permanents : 3
 - Sous-collège non permanents : 3
- Collège ITA : 4 élus
- 8 membres nommés

Article 3 : Compétences

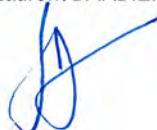
Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 8 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211234DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5256 intitulée INSTITUT DE RECHERCHES SUR LA CATALYSE ET L'ENVIRONNEMENT DE LYON****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5256,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité INSTITUT DE RECHERCHES SUR LA CATALYSE ET L'ENVIRONNEMENT DE LYON.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- la directrice de l'unité ;
- les directeurs adjoints ;
- 9 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 5 élus

Sous-collège Chercheurs-Enseignants chercheurs : 3

Sous-collège non permanents : 2

Collège ITA : 4 élus

- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er mars 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211236DR07

Décision modifiant la décision DEC160905DR07 du 4 janvier 2016 portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de géologie de Lyon : Terres, Planètes, Environnement (LGL-TPE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent Barbieri, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5276 ;

Vu la décision DEC160905DR07 du 4 janvier 2016 modifiée portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de géologie de Lyon : Terre, planètes et environnement (LGL-TPE),

DECIDE :

Article 1er

L'article 2 de la décision susvisée est modifié comme suit :

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les directeurs adjoints ;
- 10 membres élus :
 - Collège Chercheurs/enseignants chercheurs : 7 élus
 - Sous-collège cadres A : 2
 - Sous-collège cadres B : 4
 - Sous-collège doctorants : 1
- Collège ITA : 3 élus
- 7 membres nommés

Article 2

La présente décision, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent Barbieri

DEC211237DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5280 intitulée INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5280,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité INSTITUT DES SCIENCES ANALYTIQUES.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 9 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 4 élus

Sous-collège permanents : 3

Sous-collège non permanents : 1

Collège ITA : 5 élus

- 3 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 15 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211255DR07

Décision modifiant la décision DEC161131DR07 du 9 mars 2016 portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5305 intitulée Laboratoire de Biologie Tissulaire et d'Ingénierie Thérapeutique

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent Barbieri, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5305 ;

Vu la décision DEC161131DR07 du 9 mars 2016 portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5305 intitulée Laboratoire de Biologie Tissulaire et d'Ingénierie Thérapeutique,

DECIDE :

Article 1er

L'article 2 de la décision susvisée est modifié comme suit :

Le conseil de laboratoire comprend 13 membres :

- la directrice de l'unité ;
- 7 membres élus :
 - Collège Chercheurs/enseignants chercheurs : 5 élus
 - Sous-collège A (PR/DR) : 2
 - Sous-collège B (MCF/CR/Post-docs) : 2
 - Sous-collège doctorants : 1
 - Collège ITA : 2 élus
- 5 membres nommés

Article 2

La présente décision, qui prend effet à compter du 25 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent Barbieri



DEC211256DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5306 intitulée INSTITUT LUMIERE MATIERE****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5306,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité INSTITUT LUMIERE MATIERE.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les directrices adjointes et le directeur adjoint ;
- 12 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 8 élus
 - Sous-collège cadres A, cadres B : 6
 - Sous-collège cadres C : 2
- Collège ITA : 4 élus
- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 29 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211257DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5310 intitulée Institut Neuromyogène****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5310,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Institut Neuromyogène.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 19 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 13 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 8 élus
 - Sous-collège permanents : 4
 - Sous-collège Post-doctorants/chercheurs non permanents : 2
 - Sous-collège doctorants : 2
 - Collège ITA : 5 élus
 - Sous-collège permanents : 3
 - Sous-collège non permanents : 2
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 8 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211258DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5509 intitulée LABORATOIRE DE MÉCANIQUE DES FLUIDES ET D'ACOUSTIQUE****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5509,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité LABORATOIRE DE MÉCANIQUE DES FLUIDES ET D'ACOUSTIQUE.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 11 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus

Sous-collège PR/DR : 2

Sous-collège MCF/CR : 2

Sous-collège doctorants/post-doctorants : 2

Collège ITA : 5 élus

Sous-collège IR : 1

Sous-collège IE, AI, T AJT CNRS : 1

Sous-collège IE, AI, T, AJT INSA/ECL/UCBL : 1

Sous-collège administratifs : 1

Sous-collège contractuels CDI et CDD : 1

- 8 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 25 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211259DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5557 intitulée ECOLOGIE MICROBIENNE****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5557,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité ECOLOGIE MICROBIENNE.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- la directrice de l'unité ;
- le directeur adjoint et la directrice adjointe ;
- 9 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus
 - Sous-collège permanents : 4
 - Sous-collège non permanents : 2
- Collège ITA : 3 élus
- 3 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 19 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211260DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5558 intitulée Laboratoire de Biométrie et Biologie Evolutive

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5558,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire de Biométrie et Biologie Evolutive.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 12 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 9 élus

Sous-collège cadres A : 4

Sous-collège cadres B : 5

Collège ITA : 3 élus

- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211407DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5648 intitulée Histoire, Archéologie, Littérature des mondes chrétiens et musulmans médiévaux****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5648,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Histoire, Archéologie, Littérature des mondes chrétiens et musulmans médiévaux.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- la directrice de l'unité ;
- les directeurs adjoints ;
- 10 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 9 élus

Sous-collège chercheurs/enseignants chercheurs : 7

Sous-collège Doctorants : 2

Collège ITA : 1 élu

- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 18 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211408DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5667 intitulée REPRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES PLANTES****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5667,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité REPRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES PLANTES.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 16 membres :

- la directrice de l'unité ;
- les directeurs adjoints ;
- 9 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 5 élus

Sous-collège permanents : 3

Sous-collège non permanents : 2

Collège ITA : 4 élus

Sous-collège permanents : 3

Sous-collège non permanents : 1

- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional

Laurent BARBIERI

DEC211409DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5672 intitulée Laboratoire de Physique****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5672,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire de Physique.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 8 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 7 élus
 - Sous-collège chercheurs/enseignants chercheurs permanents : 5
 - Sous-collège doctorants : 1
 - Sous-collège post-doctorants : 1
 - Collège ITA : 1 élus
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211410DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5824 intitulée Groupe d'Analyse et de Théorie Économique Lyon-Saint Etienne

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5824,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Groupe d'Analyse et de Théorie Économique Lyon-Saint Etienne.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 18 membres :

- la directrice de l'unité ;
- les directeurs adjoints ;
- 10 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 8 élus

Sous-collège PR/DR/MCF/CR : 6

Sous-collège doctorants / post-doctorants : 2

Collège ITA : 2 élus

- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 22 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211411DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6042 intitulée LABORATOIRE DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET ENVIRONNEMENTALE****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR6042,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité LABORATOIRE DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET ENVIRONNEMENTALE.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 12 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 8 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus
 - Collège ITA : 2 élus
- 2 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 12 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211413DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6296 intitulée INSTITUT DE CHIMIE DE CLERMONT-FERRAND****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR6296,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité INSTITUT DE CHIMIE DE CLERMONT-FERRAND.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 11 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 9 élus
 - Sous-collège Chercheurs : 2
 - Sous-collège Enseignants-chercheurs : 5
 - Sous-collège doctorants / CDD : 2
 - Collège ITA : 2 élus
- 7 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 25 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211414DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6587 intitulée Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR6587,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 10 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 5 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 4 élus
 - Sous-collège PR/DR : 1
 - Sous-collège MCF/CR : 2
 - Sous-collège doctorants/post-doctorants : 1
 - Collège ITA : 1 élus
- 3 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 20 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211415DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6602 intitulée INSTITUT PASCAL****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR6602,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité INSTITUT PASCAL.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- la directrice de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 10 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 7 élus

Sous-collège permanents : 5

Sous-collège non permanents : 2

Collège ITA : 3 élus

- 8 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 15 février 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211780DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5259 intitulée LABORATOIRE DE MECANIQUE DES CONTACTS ET DES STRUCTURES****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5259,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité LABORATOIRE DE MECANIQUE DES CONTACTS ET DES STRUCTURES.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 12 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 9 élus
 - Sous-collège PR/DR : 3
 - Sous-collège MCF/CR : 3
 - Sous-collège doctorants/post-doctorants/ATER : 3
 - Collège ITA : 3 élus
- 7 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 7 avril 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211824DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5513 intitulée Laboratoire de Tribologie et Dynamique des Systèmes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5513,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire de Tribologie et Dynamique des Systèmes.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 12 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 8 élus

Sous-collège chercheurs, enseignants-chercheurs et assimilés : 5

Sous-collège doctorants : 3

Collège ITA : 4 élus

- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 30 mars 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 31 mai 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211850DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5593 intitulée Laboratoire Aménagement, Economie, Transports

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5593,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire Aménagement, Economie, Transports.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 9 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 7 élus
 - Sous-collège chercheurs/enseignants chercheurs : 5
 - Sous-collège Doctorants : 2
- Collège ITA : 2 élus
- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211881DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5128 intitulée Catalyse, Polymérisation, Procédés et Matériaux

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR5128,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Catalyse, Polymérisation, Procédés et Matériaux .

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 9 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 6 élus
 - Collège ITA : 3 élus
- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 26 mars 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211936DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6023 intitulée LABORATOIRE MICROORGANISMES : GÉNOME ET ENVIRONNEMENT****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR6023,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité LABORATOIRE MICROORGANISMES : GÉNOME ET ENVIRONNEMENT.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 11 membres élus

Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 7 élus

Sous-collège A chercheur/enseignants-chercheurs : 6

Sous-collège B doctorants/post-doctorants/CDD : 1

Collège ITA : 4 élus

- 7 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 25 janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC211937DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR6293 intitulée Génétique Reproduction et Développement

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR6293,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Génétique Reproduction et Développement.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 10 membres :

- le directeur de l'unité ;
- la directrice adjointe ;
- 6 membres élus
 - Collège Chercheurs / Enseignants chercheurs : 4 élus
 - Sous-collège Chercheur : 1
 - Sous-collège Enseignant-chercheur : 2
 - Sous-collège doctorant/post-doctorant : 1
- Collège ITA : 2 élus
- 2 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er mars 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 11 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC212065DR07**Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3444 intitulée SFR Biosciences****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3444,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité SFR Biosciences.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 8 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 4 membres élus
- 2 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 7 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC212066DR07

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3453 intitulée Santé Lyon-Est - Louis Léopold Ollier

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC210687DAJ du 5 février 2021 donnant délégation de signature à M. Laurent BARBIERI, délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UAR3453,

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Santé Lyon-Est - Louis Léopold Ollier.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision, qui prend effet au 1er janvier 2021, sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 4 juin 2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC211756INSB

Décision portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche n°5048 intitulée « Centre de Biochimie Structurale (CBS) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des Unités relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5048 intitulée « Centre de biochimie structurale (CBS) » ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

À l'article 2 de la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 susvisée, les dispositions relatives à l'unité mixte de recherche susvisée sont modifiées comme suit :

la ligne suivante :

« Intitulé : Centre de biochimie structurale (CBS) »

est remplacée par :


« Intitulé : Centre de biologie structurale (CBS) »

Article 2 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 8 juin 2021

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC211831DR14

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5085 intitulée Centre Interuniversitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux (CIRIMAT)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des unités et des fédérations de recherche du CNRS ;

Vu la décision DEC180339DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Christophe Giraud, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest (DR14) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5085 intitulée Centre Interuniversitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux (CIRIMAT),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre Interuniversitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux (CIRIMAT).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 25 membres :

- le directeur de l'unité
- la directrice adjointe
- 14 membres élus dont :
 - 8 collège chercheurs/enseignants chercheurs
(dont 3 site UPS Chimie ; 1 site UPS Physique ; 1 site UPS Pharmacie ; 3 site INPT ENSIACET)
 - 2 collège doctorants, post doctorants, chercheur.es sous CDD
(dont 1 site UPS, 1 site INPT ENSIACET)
 - 4 collège des personnels d'appui à la recherche
(dont 2 site UPS ; 2 site INPT ENSIACET)
- 9 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 27/04/2021

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe Giraud



DEC211842DR14

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UPR8011 intitulée Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales (CEMES)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des unités et des fédérations de recherche du CNRS ;

Vu la décision DEC180339DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Christophe Giraud, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest (DR14) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201513DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UPR8011 intitulée Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales (CEMES),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre d'élaboration de matériaux et d'études structurales (CEMES).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité
- la directrice adjointe
- 12 membres élus dont :
 - .6 college chercheurs/enseignants chercheurs
 - .4 college ITA/BIATSS
 - .2 collège personnels non permanents (doctorants, postdoctorants...)
- 6 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 28/04/2021

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe Giraud



DEC211832DR14

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3623 intitulée Centre de micro caractérisation Raimond Castaing

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des unités et des fédérations de recherche du CNRS ;

Vu la décision DEC180339DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Christophe Giraud, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest (DR14) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité Centre de microcaractérisation Raimond Castaing,

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Centre de microcaractérisation Raimond Castaing.

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 27/04/2021

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe

Giraud



DEC211830DR14

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR5069 intitulée Laboratoire Hétérochimie Fondamentale et Appliquée (LHFA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des unités et des fédérations de recherche du CNRS ;

Vu la décision DEC180339DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à M. Christophe Giraud, délégué régional pour la circonscription Occitanie Ouest (DR14) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité UMR5069 intitulée Laboratoire Hétérochimie Fondamentale et Appliquée (LHFA),

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Laboratoire Hétérochimie Fondamentale et Appliquée (LHFA).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité
- 9 membres élus dont :
 - 5 Collège chercheurs ou enseignants-chercheurs
 - 2 Collège ITA ou BIATSS
 - 2 Collège des doctorants et post-doctorants
- 5 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 27/04/2021

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Christophe Giraud



DEC211865DR16

Décision portant institution d'une régie d'avance auprès de l'USR 3134 « Centre d'études Alexandrines »

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, l'arrêté du 26 avril 2021 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics nationaux situées à l'étranger,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 070035DR01 du 1^{er} août 2007 modifiée portant création d'une régie d'avance auprès de l'USR 3134 « Centre d'études Alexandrines »,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n°DEC133068DAJ du 14 novembre 2013 portant nomination de Mme Hélène NAFTALSKI (MAURY) aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription de Paris Michel-Ange,

DECIDE :

Article 1^{er} - Institution de la régie

- I. Il est institué auprès de l'USR 3134 Centre d'études Alexandrines une régie d'avance permanente à compter du 01/06/2021.
- II. Cette régie est installée au 50 rue Soliman Yousri, 21131 Alexandrie, République Arabe d'Egypte.
- III. Le régisseur doit tenir une comptabilité générale qui fait apparaître et permet de justifier à tout moment de la situation de l'avance reçue, des dépenses réalisées et des disponibilités.

Article 2 - Dépenses réglées par l'intermédiaire de la régie

Le régisseur est habilité à payer les dépenses suivantes dans la limite maximum de 4.500,00 € par opération :

- Les dépenses non immobilisées de matériel et de fonctionnement

Et, sans limitation de montant :

- Les frais de mission,
- Les rémunérations de personnels et les charges sociales correspondantes

Article 3 - Modes de paiement

- I. Le régisseur conserve le compte bancaire n°1019036032001 (IBAN EG52 0014 0002 0000 1019 0360 320 01) ouvert auprès de la banque Emirates National Bank of Dubai à Alexandrie, selon dérogation conjointe des Directions Générales des Finances Publiques et du Trésor du 23/08/2018.
- I. Le régisseur effectue le paiement des dépenses par :
 - Virement,
 - Numéraire, dans la limite de 300€ par montant unitaire de dépense
 - Chèques

Article 4 - Montant de l'avance

Le montant de l'avance au régisseur s'élève à 35.000,00 €.

Article 5 - Pièces justificatives

Les pièces justificatives des dépenses payées par le régisseur sont remises à l'agent comptable secondaire tous les mois, et au maximum dans un délai d'un mois à compter de la date de paiement.

Article 6 - Cautionnement et indemnité de responsabilité

- I. Le régisseur est assujetti à un cautionnement.
- II. Il peut percevoir une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'article 4 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019¹.

¹ Non cumulable avec l'IFSE.

Article 7 - Responsabilité

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la régie.

Article 8 - Désignation du régisseur et des mandataires

Le régisseur et un mandataire suppléant sont désignés par le délégué régional après agrément de l'agent comptable secondaire assignataire.

Article 9 - Abrogation

La décision du 1^{er} août 2007 modifiée portant création d'une régie d'avance auprès de l'USR 3134 Centre d'études Alexandrines est abrogée à compter du 01/06/2021

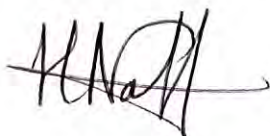
Article 10 - Dispositions finales

I. Le (la) Délégué(e) régional(e) et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Paris Michel-Ange sont chargés de l'exécution de la présente décision.

II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le **27/05/2021**

La Déléguée régionale, Hélène MAURY,



Avis conforme de l'Agent comptable secondaire, Catherine FAUCHET,

**L'Agent Comptable Secondaire
Chef des Services Financiers
de la Délégation Paris Michel-Ange**



Catherine FAUCHET

Vu, l'Agent comptable principal, Marie-Laure INISAN-EHRET,




DEC210778SGCN

Décision relative à la nomination des experts des jurys d'admissibilité des concours de recrutement de chercheurs ouverts au titre de l'année 2021

LE PRESIDENT DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS);

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n°84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2020 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 2^{ème} classe du CNRS;

Vu l'arrêté du 27 novembre 2020 autorisant au titre de l'année 2021 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de chargés de recherche de classe normale du CNRS;

Vu l'arrêté du 17 janvier 2018 portant attribution de fonctions au CNRS;

Vu l'avis du conseil scientifique du 28 janvier 2021.

DECIDE

Article 1

Sont nommés experts des jurys d'admissibilité des concours de recrutement de chercheurs ci-dessous désignés, ouverts au titre de l'année 2021, les personnes dont les noms suivent :

Prénom Nom	Section	Grade N° Concours
Réza ANSARI	Section 01	Concours CRCN 06/04
Dominique FOUCHEZ	Section 01	Concours CRCN 06/04
Gersende FORT	Section 07	Concours CRCN 06/05
Fouad SAHRAOUI	Section 17	Concours CRCN 06/05
François OZANAM	Section 14	Concours DR2 13/01
Julie DIANI	Section 09	Concours CRCN 15/04
Prénom Nom	Section	Grade N° Concours
Laurent CHABAUD	Section 12	Concours DR2 16/01
Anthony MAGGS	Section 11	Concours DR2 51/01
Charles SOUSSEN	Section 07	Concours CRCN 19/03

Didier BRESCH	Section 41	Concours CRCN	51/02
Sabine BOGNON	Section 39	Concours CRCN	52/02
Benoît LADOUX	Section 22	Concours DR2	54/01
Frédéric DRUON	Section 08	Concours DR2	54/01
		Concours CRCN	54/02

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 17 février 2021

Antoine PETIT



DEC211459INSHS

Décision déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et à compensation des sujétions et astreintes dans les unités de l'Institut des sciences humaines et sociales**LE DIRECTEUR DE L'INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES,**

Vu la circulaire du 13 février 2003 relative à l'indemnisation et à la compensation des sujétions et astreintes ;

Vu la décision DEC152383DRH DRH déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et/ou à compensation des sujétions et astreintes, et notamment son article 2 ;

DECIDE :**Article 1^{er} :**

Sont susceptibles d'émarger au bénéfice des indemnités ou à la compensation en temps des sujétions et astreintes dans les unités suivantes, les agents dans les situations d'emplois suivantes et remplissant les activités suivantes :

... (Voir tableau joint : Annexe 1)

Article 2 :

La présente décision annule et remplace la décision n°202212INSHS en date du 18 décembre 2020 déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et à compensation des sujétions et astreintes dans les unités de l'Institut des sciences humaines et sociales.

Article 3 :

La présente décision prend effet à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 2021

Le directeur de l'Institut



François-Joseph Ruggiu
Directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales
François-Joseph RUGGIU

DEC212070INEE

Décision portant suppression de l'INED en qualité d'établissement tutelle secondaire de l'unité mixte de recherche n°7264 intitulée « *Cultures et Environnements. Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge (CEPAM)* »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7264 intitulée « *Cultures et Environnements. Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge (CEPAM)* » ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2021, l'Institut national d'études démographiques (INED) est supprimé en qualité d'établissement tutelle secondaire de l'unité susvisée.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président-directeur général

Antoine Petit



BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution
Juin 2021
ISSN 1148-4853

